

# L'HÔPITAL PSYCHIATRIQUE

NOTRE DOSSIER P. 11 à 16

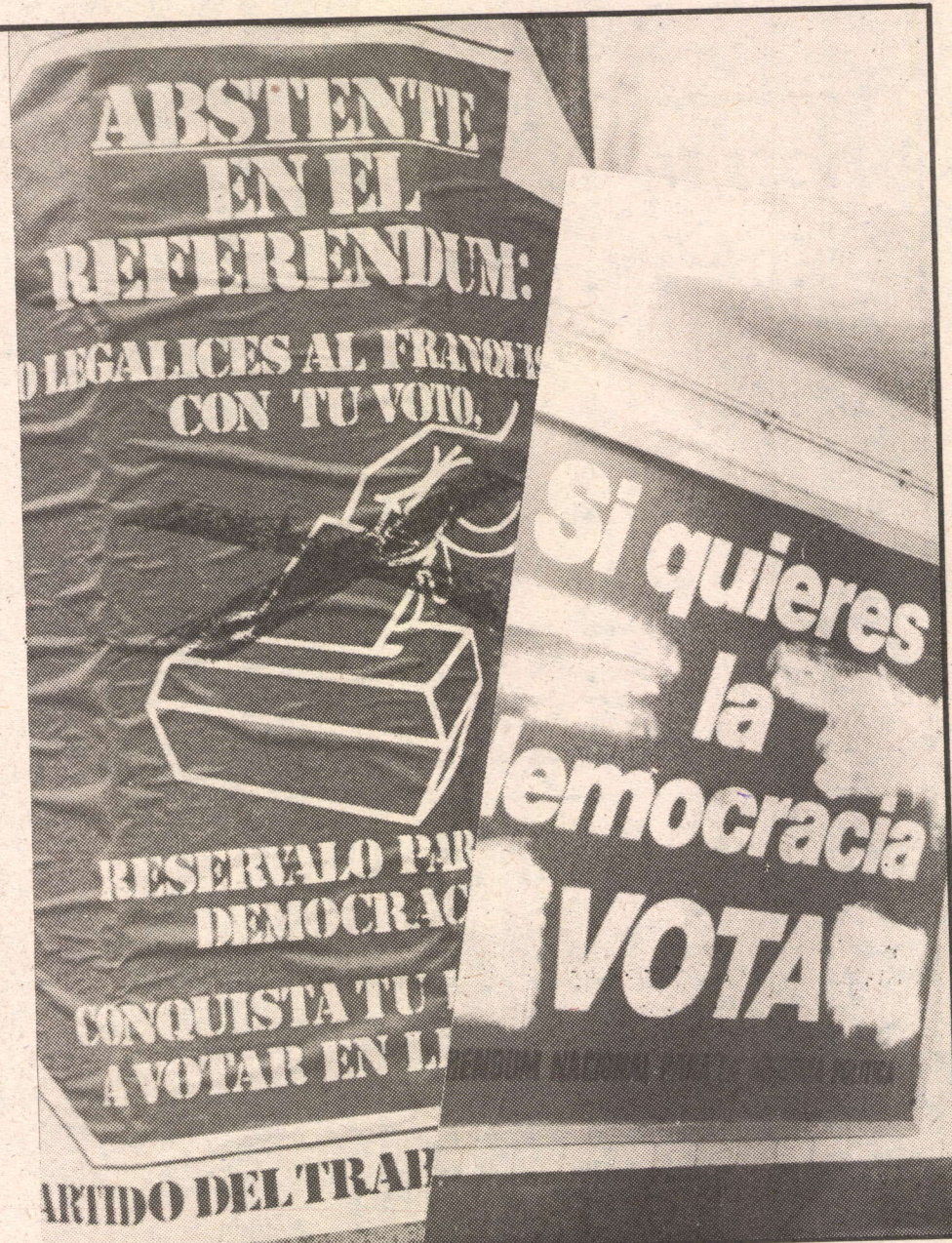
# **lutte** **ouvrière**

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 433 - 18 décembre 1976 - prix : 3 F

- La grève de l'E.D.F. p.7
- Le conflit des chantiers navals p.17

## **ESPAGNE :**

**LES TRAVAILLEURS  
N'ONT RIEN  
A ATTENDRE  
DE LA COMÉDIE  
DU RÉFÉRENDUM**



**"L'AVEU" :  
les dirigeants du PCF  
ont toujours su ...** p.5



# sommaire

## DANS LE MONDE

- Page 8 :  
 — Portugal : le Parti Socialiste est consolidé et poursuit sa politique anti-ouvrière.  
 — OPEP : les pays producteurs ligotés par l'im-périalisme.  
 Page 10 :  
 — Algérie : nouveau plébiscite sans surprise.  
 — Il y a 10 ans : l'« indépendance » de la Rhodésie.  
 — Liberté pour Noël et Mary Murray.

## EN FRANCE

- Page 4 :  
 — Les flagrants délits en procès.  
 — L'hôtelier meurtrier : une campagne pour la répression.  
 — Aubusson : un crime raciste.  
 Page 5 :  
 — L'aveu aux Dossiers de l'écran : ils ont toujours su, mais n'ont jamais avoué... aux travailleurs.  
 — 18<sup>e</sup> mort au circuit de Rungis.  
 Page 6 :  
 — La répression dans l'armée continue.  
 — En bref.  
 Page 7 :  
 — Grève de l'EDF-GDF : lutte contre l'austérité.  
 — Que sont les contrats de progrès ?  
 — Sécurité sociale : économies sur le dos des travailleurs.  
 Page 17 :  
 — Les mouvements dans les chantiers navals :  
 — A Saint-Nazaire : reculade des syndicats.  
 — A la Clotat : l'arrêt de l'action.  
 Page 18 :  
 — Dans les entreprises : Sacilor, Chantiers de France-Dunkerque ; Chèques postaux de Paris-Favorite ; Tôleries de Grenoble ; CIT Alcatel.  
 Page 19 :  
 — Qui sont-ils ? Alice Saunier-Seïté.  
 Page 20 :  
 — Dans l'extrême-gauche et dans sa presse.

## DOSSIER

- Pages 11 à 16 :  
 L'HOPITAL PSYCHIATRIQUE.  
 — Derrière les murs de l'asile.  
 — Isoler les malades de la société ou les guérir ?  
 — Mettre fin à un monde fou.

## DIVERS

- Page 21 :  
 — Livres : Petit octobre de Jacqueline Dubois ; La lutte syndicale de Pierre Monatte ; J'ai peur de Jacques Martin.  
 Page 22 :  
 — Théâtre : La viande et les étoiles d'après Jack London.  
 — Exposition : Le Parisien chez lui au XIX<sup>e</sup> siècle.  
 Page 23 :  
 — Films : Jonas, qui aura 25 ans en l'an 2000 de Tanner ; Barocco ; Bronco Bull Frog ; Le jouet.

**LUTTE OUVRIERE** regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand ou de Wilson, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Responsable de la publication : Michel RODINSON

Composition :  
 Département Offset-Press - L.I.T.O. - 236-45-28  
 4 ter, rue du Bouloi, Paris (1<sup>er</sup>)

Impression :  
 SIM, 12, chemin du Haut-Saint-Denis - Aubervilliers

Adresser toute correspondance à LUTTE OUVRIERE  
 B.P. 233 - 75865 - Paris Cedex 18  
 C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

# courrier des lecteurs

## QUAND J'ETAIS JEUNE, JE LISAIS « SALUT LES COPAINS »

Je viens de lire votre dossier sur la presse pour les jeunes, paru dans LO du 27/11/76 et, à ce sujet, j'ai plusieurs remarques à vous faire. Excusez-moi si la lettre vous paraît un peu dure, voire injuste, mais cela prouve l'intérêt que je vous porte. (...)

Mettons tout de suite les pieds dans le plat : je ne suis pas content. La presse pour jeunes (genre SLC, HIT, etc.) est négative dans un certain sens, c'est vrai, et je suis bien d'accord avec vous sur ce que vous dites. Mais il en faut pour tous les goûts. Quand j'étais plus jeune, je lisais *Salut les copains*. C'est une revue qui m'a beaucoup apporté, quoi qu'on en dise. Il est évident que, si j'avais eu le choix à l'époque, je n'aurais pas lu cette revue. Mais le problème n'est pas là. A 12 ans, on ne comprend pas forcément les chansons de Brassens ou de Bob Dylan. Il faut des chansons à la portée des enfants et de leur compréhension. (Ne parlons pas de Sardou ni de Sheila, qui sont des cas particuliers). Il est évident que la maison de campagne de Julien Clerc ou les amours de Johnny ne peuvent rien apporter à un adolescent. Il n'en reste pas moins que c'est cette presse qui nous amène au fur et à mesure de notre évolution à lire d'autres journaux. Que Filipacchi fasse ses revues pour le pognon n'enlève rien à ce que je viens de dire. Après tout, c'est au lecteur à savoir s'il doit acheter ces revues ou pas. Ne me parlez pas de conditionnement, cela ne voudrait rien dire et serait déplacé de la part d'une organisation comme la vôtre qui a fait tout pour amener des militants à elle. C'est ça aussi, le conditionnement.

D'autre part, quand on parle de *Salut les copains*, on doit aussi parler de *Rock et Folk*, de *Actuel*, de *Charlie mensuel*. Ces revues s'adressent elles aussi aux jeunes. Alors ? Et la « presse parallèle » ? Et *Pilote* ? Et *L'écho des savanes* ? Et les revues de science-fiction ? Et *Fluide glacial* ? « Et ta sœur ? » allez-vous me rétorquer. Ouais, ma sœur elle se fout de tout ça, n'empêche que si vous lui faisiez connaître toutes ces revues, elle ne lirait plus *Salut les copains*.

Bon, soyons sérieux. Quand on fait un dossier, il me semble qu'on doit mettre le pour et le contre, afin que le lecteur puisse choisir et ne pas avoir l'impression que vous agissez avec du parti pris. Quant à moi, je ne pense pas que vous ayez du parti pris, mais tous les lecteurs ne le savent pas et c'est cette impression de parti pris qui se dégage à travers la lecture de votre journal qui vous fait perdre des lecteurs.

Voilà, fin de l'engueulade (amicale). Vous pouvez faire ce que vous voulez de cette lettre. Libre à vous de la publier, si vous estimez qu'elle peut intéresser vos lecteurs.

Avec mes amitiés.

Tu abordes plusieurs problèmes dans ta lettre. Tu nous dis que la presse pour jeunes du genre *Salut les copains* n'a pas que des aspects négatifs. C'est vrai, comme il est vrai que cette presse peut « nous amener au fur et à mesure de notre évolution à lire d'autres journaux ». Et nous n'avons pas voulu dans ce dossier jouer les censeurs et encore moins blâmer les jeunes qui lisent ce qu'ils trouvent. Nous avons voulu décrire la situation et en analyser les raisons. Parce que pour sortir, lancer et réussir commercialement un journal, il faut d'énormes moyens financiers, cette

entreprise n'est pas à la portée de tous. Ensuite parce que la réussite commerciale elle-même implique naturellement l'alignement du contenu du journal sur ce que pense ou souhaite le plus grand nombre. C'est-à-dire qu'elle ira dans le sens des désirs, des préjugés, des rêves, des engouements, voire des révoltes des jeunes, dont la mentalité est le produit d'une certaine société, d'une certaine morale.

Bien sûr, ne lance pas *Salut les copains* qui veut. Michel Sardou s'est cassé le cou avec sa revue, pourtant largement financée. Les gens qui font métier d'intéresser, d'informer ou de distraire les jeunes sont des professionnels. C'est d'ailleurs pourquoi il n'y a pas que des aspects négatifs dans *Salut les copains*.

Mais ce sont des professionnels eux aussi façonnés par cette société, tablant démagogiquement sur ce qui peut « prendre chez le plus grand nombre », à la fois répétant et véhiculant habilement des préjugés et une vision du monde, il faut bien le dire, réactionnaire sur le plan humain. Il existe aujourd'hui d'autres titres dont nous n'avons pas parlé ? Oui. Mais ceux que tu cites s'adressent bien plus à une partie des intellectuels entre 20 et 30 ans qu'aux adolescents proprement dits.

En fait, dans le domaine de la presse pour jeunes (enfants et adolescents), il n'y a guère, face aux « commerciaux », que la presse politique, celle des JC entre autres, mais aussi (avec des moyens plus modestes) celle des révolutionnaires, qui s'adresse réellement aux jeunes pour les gagner à une autre conception de la vie, bien plus humaine, bien plus riche, bien plus libre que celle prônée par les brasseurs d'affaires et de revues.

## ET LA POESIE ?

Fidèle lecteur de *Lutte Ouvrière*, j'aimerais que chacun puisse envoyer des poèmes au journal. Car la poésie, c'est la révolte de l'homme contre cette société, c'est la perspective d'un homme digne de ce nom, plus juste, meilleur, aimant la vie.

Sans pour cela publier un ou plusieurs des poèmes que je vous envoie, j'aimerais que vous précisiez dans le journal votre point de vue sur la possibilité de publier des poèmes dans la rubrique « courrier des lecteurs » et, dans le cas contraire, d'indiquer les raisons qui guident votre choix.

Amitiés révolutionnaires.

J.-L.C.

Un voyageur.

Nous n'avons rien contre la poésie et nous sommes sensibles à toutes les formes d'expression artistique. D'ailleurs si tu es venu à notre fête, tu as pu voir des poètes amateurs dire ou chanter leurs œuvres, à leur gré, au milieu de la foule.

Mais notre journal est un organe politique. Il vise à donner des analyses, des informations, des arguments à tous ceux qui nous lisent et sympathisent avec nos idées et notre combat. Vingt-quatre pages, seulement une fois par semaine, c'est déjà très insuffisant. Aussi tu comprendras que nous réservons nos colonnes, y compris celles du courrier des lecteurs, à la discussion de ce qui, directement, trouve place dans le combat quotidien des militants pour les idées.

## MILICES PRIVEES EN ACTION

Vendredi 10 décembre, vers 19 heures, salle des pas perdus à la Gare Saint-Lazare, un voyageur était en train de prendre un billet à un distributeur automatique. Survient alors des employés chargés de récupérer l'argent de ces distributeurs, accompagnés d'un individu à casquette. Ils s'approchent du voyageur, le bousculent pour le faire partir et finalement lui balancent la porte du distributeur dans la figure ! Le voyageur protestant contre ces méthodes de brutes, l'individu à la casquette lui répond... par deux coups de poing ! Cinq ou six personnes qui étaient là prennent alors le cogné à partie, tandis qu'une trentaine d'autres s'arrêtent, indignées, puis vont protester auprès du chef de gare, qui déclare que, l'individu en question faisant partie d'une milice privée, la SNCF ne peut rien faire contre ses agissements.

Voilà un exemple qui montre que, tout comme la police « légale », les hommes des milices privées en arrivent à s'attribuer tous les droits, y compris celui de maltraiter des voyageurs sans raison.

## Bulletin d'abonnement aux publications de LUTTE OUVRIERE

Je désire m'abonner aux publications suivantes :

**LUTTE OUVRIERE (1)**

pour une période de un an : prix, 90 F.

pour une période de six mois : prix, 50 F.

**LUTTE DE CLASSE** pour une période de un an : prix, 50 F.

(mensuel politique publié par Lutte Ouvrière)

**CEUX DU TECHNIQUE** pour une période de un an : prix, 10 F.

(mensuel destiné aux élèves du Technique et aux jeunes travailleurs, édité par Lutte Ouvrière)

Ci-joint la somme totale de : francs .....

NOM .....

Prénom .....

Adresse .....

Code postal .....

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel RODINSON, CCP PARIS 6851-10. A expédier à : LUTTE OUVRIERE, BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18. (1) Rayer les mentions inutiles.



# Les travailleurs n'ont rien à attendre de la comédie du référendum

Les Espagnols qui sont allés voter ont répondu massivement « oui » à la réforme proposée par Juan Carlos. Comme au temps de Franco, le score des votants atteint les 95 % de « oui » en faveur du gouvernement.

Bien entendu, les partisans de Juan Carlos y voient le signe manifeste d'une adhésion massive de la population au programme et à la personne du nouveau roi. Les « non » préconisés par la seule extrême-droite franquiste n'atteignent pas les 3 %.

En somme, il n'y aurait plus en Espagne qu'une infime minorité à oser se réclamer ouvertement de la dictature. Tous les autres auraient choisi le chemin de la libéralisation. C'est là une vue un peu simpliste. Car les mêmes hommes qui du temps de Franco assuraient l'administration de la dictature, se regroupent aujourd'hui à peine reconvertis, aux côtés de Juan Carlos pour chanter les vertus du régime parlementaire.

En fait, les Espagnols n'avaient pas à choisir entre la dictature et la démocratie. Ils avaient à dire « oui » à Juan Carlos et sa politique, purement et simplement.

D'ailleurs les Espagnols ne s'y sont pas trompés. Ce premier référendum de l'après-franquisme ressemblait dans son déroulement, à s'y méprendre, aux consultations de la dictature. Il se déroulait en semaine, pour mieux permettre le contrôle des électeurs, avec des urnes transparentes, dans des bureaux de vote sans isolement et avec des bulletins de vote sans enveloppe. Pour obtenir le paiement des heures perdues, il fallait présenter un certificat délivré par le président du bureau de vote. Bref, s'abstenir était un geste politique, un geste public et qui portait à conséquence, y compris dans la vie personnelle. Et malgré cela, plus de 20 % des électeurs se sont abstenus, ainsi que le préconisaient le Parti Communiste, le Parti Socialiste et huit mouvements nationalistes, malgré les pressions et la répression.

Dans ces conditions ce qui est significatif, ce n'est pas le résultat en faveur de Juan Carlos; c'est le nombre des abstentions.

A travers le référendum, Juan Carlos recherchait, de fait, un plébiscite en sa faveur. Il voulait pouvoir, vis-à-vis de l'extrême-droite, se targuer d'une adhésion populaire qui ne devait rien à la gauche. C'est pourquoi il n'a fait aucune concession à l'opposition démocratique, qui était pourtant prête à voter « oui » si elle avait pu avoir la parole et la possi-

bilité d'intervenir dans la campagne. Juan Carlos n'a pas voulu qu'elle s'exprime. Il a même envoyé ses policiers contre les militants qui préconisaient l'abstention. Bagarres, passages à tabac, arrestations, pressions de toute sorte, voilà comment s'est préparé ce référendum qui se voulait une consultation pour la démocratie.

Et si ce référendum a pris parfois les allures d'une caricature, avec des flics dispersant les manifestants tandis que Suarez, le chef du gouvernement, proclamait : « Le peuple espagnol est bien capable de se gouverner lui-même », ce n'est après tout que l'image dépouillée de ce qui se passe partout ailleurs.

Partout, qu'il s'agisse de référendum, de législatives ou de présidentielles, les élections sont faites pour donner au peuple l'impression — l'illusion — qu'il décide lui-même. Bien sûr, les résultats ne sont pas tous acquis et il peut y avoir des surprises. C'est le jeu démocratique. Mais dans tous les cas, et quel que soit le gagnant, la réalité du pouvoir ne change pas. Elle appartient aux possédants, dont la puissance est bien au-dessus des élections, car elle s'appuie sur les fortunes, la propriété et les positions sociales. L'Etat de la bourgeoisie, même quand il change de forme (et c'est le cas en Espagne) est un Etat au service de la bourgeoisie.

C'est pourquoi les travailleurs espagnols qui se sont abstenus, malgré les risques réels de licenciement et la crainte des représailles, comme ceux qui sont allés voter, la rage au cœur, n'ont rien à attendre de cette opération politique qui vise à donner à l'Espagne bourgeoise une façade démocratique plus ou moins libérale camouflant la véritable domination des possédants.

Dans cette Espagne-là, telle qu'elle sortira du référendum et puis des élections ultérieures, il n'y aura pour les travailleurs que ce qu'ils auront été capables d'obtenir. La libéralisation octroyée par Juan Carlos ne sera réelle que si les travailleurs s'en emparent, que si, au-delà des scrutins qui prétendent régler leur sort, ils s'organisent réellement, concrètement, pour agir, apprendre, faire respecter leur droit, défendre leur intérêt et avancer leurs revendications.

Les travailleurs ne peuvent compter que sur eux-mêmes. Et unis, conscients et préparés ils peuvent tout.

Arlette LAGUILLER

## Des limites politiques

La détermination de l'opposition démocratique (Parti Communiste - Parti Socialiste), qui préconisait l'abstention, ne doit pas se mesurer seulement aux affrontements qui ont opposé militants et policiers. C'est politiquement que l'opposition démocratique a choisi de limiter sa campagne. Elle n'a résolument choisi l'abstention que quelques jours avant le référendum. Et elle a délibérément choisi d'appeler à l'abstention sans organiser un boycott, sans appeler à la grève générale, qui aurait été suivie dans le climat actuel, qui aurait permis aux travailleurs de s'exprimer en tant que travailleurs et de quitter les lieux de travail sans cautionner la mascarade du vote. Les travailleurs de l'industrie ne représentent peut-être que

10 % des électeurs, mais ils auraient pu démontrer que sans eux rien ne peut fonctionner quand ils ne veulent pas.

Mais l'opposition, si elle tient à se manifester vis-à-vis du pouvoir central, ne tient pas à mobiliser les travailleurs sur leur terrain de classe lorsqu'elle n'est pas sûre de contrôler le déroulement des événements. Elle a donc choisi en toute connaissance de cause une forme passive et limitée de refus.

## Des abstentions significatives

Lors du dernier référendum franquiste en 1966, la participation électorale avait

été de 88,85 %. Cette fois-ci, elle n'aura été que de 79,9 %. La différence est bien sûr à mettre au compte de la campagne pour l'abstention préconisée par l'opposition démocratique (Parti Communiste, Parti Socialiste et organisations nationalistes). C'est aux Canaries et dans les provinces basques de Guipuzcoa et de Biscaye que le taux d'abstentions a été le plus fort. Mais il faut voir que, partout, la pression en faveur du vote a été importante, systématique et « musclée ».

Les commentateurs de la presse française essaient de minimiser le chiffre des abstentions, pour mieux cautionner le caractère soi-disant démocratique du référendum de Juan Carlos, mais ils se taisent sur les conditions de la préparation et du déroulement de la consultation. Ce n'est pas un hasard, c'est de la complicité.

## Comprendre

Au pays basque, il y a eu 50 % d'abstentions. Dans le reste de l'Espagne 20 %. La pression des autorités était la même dans les quatre provinces du nord que dans toutes les autres d'Espagne. La différence, c'est que le nationalisme basque a beaucoup plus de poids, de racines, de force dans l'ensemble de la population que la gauche n'en a actuellement dans toute l'Espagne. 20 %, cela n'indique pas le poids électoral de la gauche. 50 % n'indique pas le poids électoral du nationalisme basque. Le poids électoral de la gauche est certainement bien plus de 20 %. Le poids du nationalisme basque est certainement supérieur à 50 %. Mais ces deux chiffres mesurent quand même la combativité relative de la fraction de la population qui soutient d'une part les partis de gauche en Espagne, d'autre part les nationalistes basques.



# A la 23<sup>e</sup> chambre correctionnelle : Les flagrants délits en procès

Après avoir dénoncé à maintes reprises l'injustice des flagrants délits, plusieurs dizaines d'avocats sont passés à l'action : une « action » un peu spéciale, puisqu'il s'agit de faire du zèle...

Habituellement, en effet, les affaires de flagrants délits étaient expédiées en quelques minutes. Et pour cause : les prévenus n'avaient souvent pas d'avocat pour assurer leur défense.

Mais là, pendant trois jours, devant la 23<sup>e</sup> chambre correctionnelle, des avocats de renom, dont Leclerc, Jouffa et le bâtonnier Vieville, sont venus défendre les prévenus. Et ils ont pris leur temps, et ils ont discuté, plaidé sérieusement, cas par cas. A tel point, que le président du tribunal, débordé, a dû à plusieurs reprises lever la séance. Quant aux peines, elles ont été nettement moins lourdes que de coutume. Des prévenus ont même été relaxés.

Cette action a eu quelque effet. Dès le deuxième jour de

cette présence zélée des avocats, le Parquet a réagi : il annonçait une réforme de la procédure, en fait une simple application de la loi de 1868. Les prévenus pourront demander un délai plus long pour leur défense. Le droit d'avoir un avocat sera inscrit sur les affiches en plusieurs langues. Les affaires encourant de lourdes peines ne seront plus traitées devant cette juridiction expéditive. Enfin, les témoins pourront être confrontés au cours de l'audience, alors qu'actuellement on ne prend pas la peine de les entendre, les juges se contentant de rapports de police.

Certes, ce sont là quelques petites améliorations, mais qui ne pourront changer le caractère de classe de la justice. Car, même avec la procédure normale, nombre de détenus croupissent en détention préventive pendant des années et des années avant d'être jugés, souvent pour des délits sans gravité. Et quand bien même on arriverait à la

suppression des flagrants délits, les pauvres, ceux qui n'ont pas les moyens de se payer des pléiades d'avocats, qui n'ont pas de relations, seront toujours victimes de la justice, qu'ils soient soumis à la procédure des flagrants délits ou à une autre.

Pierre PLUMIER.



## L'HOTELIER MEURTRIER :

### Une campagne pour la répression

La population de La Feuillie (petit village de Normandie truffé de résidences secondaires fréquentées par des Parisiens) se mobilise pour exiger la libération d'un hôtelier. Celui-ci a tué un jeune en tentant de mettre fin à une bagarre qui s'était déclenchée à l'occasion d'un bal.

C'est parce qu'il était excédé de ne pas parvenir à rétablir l'ordre par d'autres moyens que le meurtrier a fini par tirer à balles sur sa victime, qui se trouve être un petit délinquant qui avait déjà eu maille à partir avec la police. Il n'en faut pas davantage pour que d'honnêtes gens estiment que « la loi est du côté de la vermine ». Mais à La Feuillie, on ne se contente pas de faire campagne en faveur de la libération de l'hôtelier — ce qui, comp-

te tenu des circonstances, pourrait se comprendre. On fait de lui un héros, on se réclame de son geste, on estime qu'il a fait « œuvre de salubrité publique ». Heureusement qu'il y a loin des paroles aux actes, car on a pu entendre : « Moi, j'en prendrais dix, je les arroserais d'essence et j'y mettrais le feu ».

A l'occasion de ce meurtre, c'est une véritable campagne en faveur de la répression qui se développe dans la région. On reproche à la police d'être trop clémente. On se plaint que la gendarmerie manque de moyens et qu'elle n'ait pas le droit de frapper et de tirer.

Il est sûr que les agissements des voyous, les déprédations qu'ils commettent, la terreur qu'ils sèment ont de quoi pous-

ser à bout bien des gens.

Mais l'accentuation de la répression ne viendra pas à bout du problème. Elle aboutira tout au plus à confier des pouvoirs exorbitants à des policiers qui se croient déjà trop souvent au-dessus des lois et des hommes. Enfin, elle n'empêchera pas la société de sécréter une masse de jeunes désoeuvrés, privés de toute perspective dans la vie, révoltés par les inégalités sociales et prêts à casser n'importe quoi. Et en fin de compte, elle contribuera au contraire à accroître un peu plus les injustices, à rendre les inégalités encore plus criantes et finalement à augmenter le nombre des criminels et des gestes fous.

Alain LEMOINE.

## INDECENT

Mercredi 15 décembre, Giscard invitait à l'arbre de Noël de l'Elysée 21 orphelins de mineurs lorrains.

Comme « Père Noël », on peut difficilement imaginer pire : des hommes sont morts parce que les exploiters se moquent de la sécurité des

travailleurs, et Giscard offre un bonbon aux orphelins des victimes !

Ce geste de « charité », digne des dames patronnesses du 19<sup>e</sup> siècle, est d'une rare indécence. Est-il dû au cynisme sans bornes d'un bourgeois ? Ou simplement à

l'inconscience d'un homme qui voit les travailleurs de tellement loin que sa bienveillance confine au mépris ? Et tout cas, c'est un fait révoltant et bien significatif de la mentalité des bourgeois.

Sylvie MONTIER

## Aubusson :

### UN CRIME RACISTE !

Il était 1 h 15 du matin, le dimanche 12 décembre, quand un raciste a tiré froidement sur deux travailleurs algériens, avec une carabine 22 long rifle. L'un est mort sur le coup, le deuxième a été blessé à la jambe.

Quelques heures auparavant, les deux travailleurs algériens, alors qu'ils buvaient paisiblement un verre au comptoir, avaient été pris à partie par deux hommes, Aubussonnais tous les deux.

Lors de l'altercation, le barman demandant aux protagonistes de sortir, le plus jeune des Aubussonnais, alla à son domicile qui se trouvait de l'autre côté de la rue et attendit que les deux ouvriers algériens sortent du café pour les abattre.

Les faits ressemblent étrangement à ceux de Fiers dans l'Orne. Dans des circonstances semblables, deux ouvriers algériens avaient été victimes

d'une tentative d'assassinat. Et, l'on s'en souvient, le tribunal, ayant conclu à une simple imprudence, avait acquitté les agresseurs.

Ce jugement n'a pu sans aucun doute qu'encourager des racistes à se croire tout permis. Pour tuer ainsi, il faut non seulement être un abruti de la pire espèce, mais aussi se sentir protégé. A ce sujet d'ailleurs, l'Humanité du 14 décembre rapporte que les deux assassins « bénéficieraient en outre de la protection de certaines personnalités politiques appartenant à la « majorité », ce qui expliquerait le silence de plomb qui pèse depuis dimanche sur le commissariat d'Aubusson ».

Il n'est pas étonnant que la justice, la police, où se trouve bon nombre de réactionnaires racistes, protègent ceux qui agissent de la sorte.

Juliette ARONI.

## PROVINS :

### A LA MAISON DE RETRAITE DE CHAMPBENOIT

Il y a plus d'un mois, des vieux travailleurs de la maison de retraite de Champbenoit et des habitants de la région de Provins avaient diffusé un tract demandant que les retraités reçoivent leur « allocation » de 70 F en temps et en heure.

Après de nombreuses démarches, Peyrefitte les recevait, notait leurs revendications et promettait d'intervenir.

Un retraité était élu le porte-parole de ses camarades qui l'aidaient financièrement dans ses démarches en réunissant la somme nécessaire pour téléphoner, payer les timbres, etc.

Les retraités ne faisaient que réclamer leur dû. Cela n'a pas été accepté. Un jour une ambulance est venue chercher le retraité qui avait organisé la protestation. Il devait soi-disant passer une visite devant un professeur parisien. Confiant, il monta dans l'ambulance et se retrouva à Saint-Quentin, dans l'Aisne, définitivement. Il n'avait pas été prévenu de son transfert.

Il se retrouvait ainsi coupé de tous ses amis de Provins.

A la suite de cet ignoble transfert, une pétition était lancée sur le marché de Provins et recueillait des centaines de signatures. Peyrefitte a été interpellé et il s'est finalement engagé à faire réintégrer le retraité à Champbenoit.

Le sort qui est réservé aux vieux travailleurs dans cette société ne peut être que la caricature de leur vie de salariés. Ils n'ont même plus leur salaire. De plus, ceux qui sont en maison de retraite n'ont en général plus de structure familiale d'accueil. Ils sont seuls, livrés sans défense à l'administration qui de toute façon ne connaît que les notions de prix et de rentabilité.

C'est pourquoi il est indispensable que dans toute la région les habitants s'occupent des problèmes de la maison de retraite de Champbenoit. C'est un problème qui nous concerne tous.

D.F.



# ILS ONT TOUJOURS SU, MAIS JAMAIS AVOUÉ... AUX TRAVAILLEURS

● L'émission télévisée les Dossiers de l'écran du mardi 14 décembre fut une des plus suivies du genre, malgré l'heure tardive à laquelle elle se termina. Elle fut aussi une des plus âprement discutées le lendemain, dans la presse comme dans les ateliers et les bureaux.

Et pour cause ! Le sujet, politique — L'aveu a pour thème les procès et purges stalinienues dans la Tchécoslovaquie du début des années 1950 — est de ceux qui amènent chez tous une foule d'interrogations.

Comment, en URSS d'abord, dès 1933, puis ensuite après guerre, dans les Etats dits de Démocratie populaire, tant d'hommes et de femmes, dont des milliers et des milliers de communistes, ont-ils donc pu être emprisonnés et déportés ? Comment des hommes, qui faisaient figure de dirigeants, ont-ils été contraints d'avouer des « crimes » qu'ils n'avaient pas commis, puis pendus au terme de ces procès préfabriqués, quand ils n'étaient pas tout simplement assassinés dans des camps ? Comment toute une génération a-t-elle pu être ainsi décimée ? Comment cela a-t-il pu se faire au nom du socialisme ? Et pourquoi ceux qui se disaient communistes, partout mais surtout en France, n'ont-ils jamais avoué la vérité aux travailleurs ?

Malheureusement, ceux qui étaient invités au débat qui a suivi le film de Costa Gavras n'étaient pas de ceux ni qui voulaient, ni qui pouvaient donner une réponse à cette question.

Certes, Artur London — la victime rescapée du procès Slansky, auteur du récit autobiographique dont a été tiré le film — et sa femme, Lise, ont témoigné de ce qu'ils avaient vécu. Artur London a tout d'abord confirmé la véracité des faits et de leur adaptation cinématographique, et affirmé que dans l'intérêt du socialisme, cette vérité, et toute la vérité, devait être dite.

Mais ni London ni sa femme — la belle-sœur de Raymond Guyot, un des dirigeants du PCF — n'étaient là uniquement pour témoigner. Restés tous deux fidèles à la politique du PCF, c'est-à-dire au stalinisme, même s'il se déguise aujourd'hui sous l'étiquette de « socialisme à visage humain », ou « socialisme aux couleurs de la France », ils ont volontairement et consciemment choisi de se faire complices du représentant présent du PCF : Jean Kanapa, membre du bureau politique du PCF, et vedette de l'émission. Ils ont choisi de servir de faire-valoir à un politicien retors dont toutes les interventions étaient axées autour de la même rengaine : oui, le stalinisme est responsable de graves crimes commis contre l'humanité, mais

nous ne savions pas, nous avions confiance dans Staline et le Parti, nous avons cru, nous avions la « foi », mais maintenant c'est fini, le parti a rapidement réagi et le voilà tout beau et tout nouveau, tout lavé des erreurs du passé !

Et, alors que le film était un vibrant réquisitoire contre le stalinisme et la politique du PCF, c'est Kanapa qui a monopolisé le débat, en a fait un vrai plaidoyer pour la politique « new-look » de son parti, ce Kanapa qui fut justement de ceux qui ont incarné le Parti, qui en ont façonné la politique criminelle, alors qu'il était intellectuel — Kanapa est « philosophe », s'il vous plaît — et avait le moyen, à défaut de l'honnêteté, de tout vérifier.

Et ce fut réellement odieux, révoltant, d'autant plus difficile à supporter que personne n'était là pour accuser de faux, usage de faux et mensonges éhontés le sieur Kanapa. Pour ses positions passées, comme pour ses allégations présentes.

Car, ce mardi 14 décembre 1976, Kanapa, menteur et hypocrite, a encore accumulé mensonges sur mensonges, que ses complices Artur et Lise London ont laissé débiter...

Aux dires de Kanapa, c'est dès l'annonce du rapport secret de Khrouchtchev, en 1956, que le PCF aurait réagi. Mensonge. Dès la parution de ce rapport dans la presse bourgeoise, le PCF en a violemment nié la véracité. Il l'a dénoncé comme un faux et a été un des derniers partis communistes européens à admettre les « crimes » de Staline.

Aux dires de Kanapa, c'est dès 1954, c'est dès qu'il aurait été mis au courant par Lise London que le procès fait à son mari était une imposture, que le PCF aurait réagi. Mensonge encore.

Comme l'évoque London lui-même dans son récit — ce qu'il s'est bien gardé de rappeler — ni les Aragon, ni les Duclos instruits de l'affaire n'ont levé le petit doigt. L'affaire fut volontairement étouffée.

Mais, par-delà toutes ces contre-vérités — et bien d'autres, encore, ont été dites — portant sur des détails historiques, le plus gros mensonge, la vraie escroquerie était dans cette affirmation « leitmotiv » de Kanapa : « Nous ne savions pas ». De tels propos étaient en effet indignes, comme le dénonçait dès le lendemain sur les ondes d'Europe n° 1 Yves Montand, déclarant à juste titre : « Je n'admets pas que des responsables du PC disent aujourd'hui : « Je ne savais pas »... »

A ce propos, Laurent Schwartz, intellectuel militant aujourd'hui pour la libération des emprisonnés politiques en



URSS, et qui était présent au débat, a dit un certain nombre de choses bonnes à entendre. Il a en particulier rappelé que dès 1930-1936, certains, les trotskystes qui ne voulaient pas croire que tous les anciens bolchéviks compagnons de Lénine soient subitement devenus des traîtres de la pire espèce, s'étaient donnés les moyens de savoir, de comprendre.

Mais le ton de Schwartz n'était pas celui d'un militant trotskyste — qu'il n'est plus depuis bien longtemps. Il a dénoncé les méthodes stalinienues, certes ; il a rappelé qu'aujourd'hui encore elles étaient loin d'être mortes. Mais il n'a pas accusé toute

une politique de trahison des intérêts de la classe ouvrière comme seuls, finalement, auraient pu le faire des militants communistes révolutionnaires Arlette Laguiller ou Alain Krivine.

Et le débat en est donc resté à une pseudo-dénonciation, hypocrite, de certaines méthodes, de certains abus, de simples « bavures » quoi...

Pourtant, si les dirigeants du PCF, les Kanapa, Aragon et compagnie ont menti des décennies durant aux travailleurs, c'est que — préoccupés de sauver leur peau et leurs postes —, ils ont consciemment fait le choix de mettre la classe ouvrière à la remorque des intérêts de la

diplomatie stalinienne.

Aujourd'hui, leur politique n'est plus la même, il est vrai. C'est à la traîne des intérêts de leur propre bourgeoisie qu'ils tentent de rassembler les travailleurs. Mais les hommes qui sont à la direction du Parti Communiste Français sont les mêmes, et faits de la même étoffe.

C'était visible, ce 14 décembre. Et les militants communistes sincères n'ont pas pu recevoir cet « aveu » sans s'interroger, comme ils ne peuvent se contenter des explications de Kanapa et de la satisfaction hypocrite des dirigeants du PCF !

Michelle VERDIER

## Le 18<sup>e</sup> mort sur le circuit de Rungis

Le « circuit sauvage », qui réunit chaque fin de semaine sur l'emplacement du marché de Rungis les fans de la moto, a encore fait des victimes.

Un nouvel accident mortel a eu lieu vendredi 11 décembre. Un jeune motocycliste de 18 ans a été tué et un autre, âgé de 19 ans, grièvement blessé lors d'une collision avec une voiture.

Le 3 septembre dernier, deux spectateurs avaient déjà trouvé la mort lors du dérapage d'une moto sur ce « circuit sauvage ». En 4 ans, 18 jeunes y ont laissé leur vie.

Il y a deux mois, les autorités gouvernementales s'étaient enfin décidées à promouvoir l'aménagement d'un

centre de la moto, comportant un circuit offrant un minimum de garanties de sécurité à Montlhéry. Mais les travaux ne sont pas encore commencés.

Bien que prévus pour 1977, ils sont aujourd'hui remis en question. Mais ce qui de toute façon limite sérieusement la portée du projet c'est qu'on envisage d'ores et déjà de rendre payant le circuit de Montlhéry, ce qui, à coup sûr, éliminera d'emblée les jeunes motards peu fortunés.

Cependant, même si demain à Montlhéry, un vrai circuit remplaçait les allées du marché de Rungis, tous les accidents graves ne seraient pas supprimés pour autant. C'est vrai, un certain nombre de

jeunes sont morts du fait de l'absence totale de sécurité régnant dans les nouvelles Halles, et cela seul condamne les autorités qui n'ont rien fait pour tenter d'arrêter l'hécatombe. Mais il ne faudrait pas croire qu'un vrai circuit résoudrait tous les problèmes.

Car à Montlhéry ou ailleurs, tous ceux qui recherchent dans des courses folles l'illusion d'une liberté qu'ils ne trouvent pas ailleurs continueront à défier les lois de l'équilibre, à pousser l'audace et le risque toujours plus loin.

A ceux-là, tout ce que cette société peut offrir de mieux, c'est de tourner en rond sur un anneau de vitesse aménagé.

G.L.



## La répression dans l'armée continue

Bien qu'on n'entende plus parler de « complot » contre la sûreté de l'Etat, la chasse aux sorcières dans l'armée continue. Ces dernières semaines, plusieurs dizaines de jeunes sous les drapeaux, notamment à Landau et à Neustadt en République Fédérale Allemande, ont été mis aux arrêts de rigueur. Ils sont soupçonnés d'avoir participé à des comités de soldats.

Le gouvernement n'a pas fait le même tapage sur ces sanctions et sur ces comités de soldats qu'il y a un an. Il faut dire qu'un an après, le « complot » n'a vraiment plus de sens. Les dossiers sont vides. Les seules choses que les juges ont pu se mettre sous la dent, ont été quelques tracts dans lesquels étaient dénoncées les conditions de vie scandaleuses faites aux jeunes dans les casernes.

Mais la Sécurité militaire n'en continue pas moins à mener sa répression. Le gouvernement ne veut surtout pas que les jeunes défendent leurs revendications et la liberté de faire de la politique à la caserne.

C'est pour dénoncer ces détentions inadmissibles, que, lundi 13 décembre, un groupe d'avocats qui défend les inculpés a convoqué une conférence de presse. Ils ont, entre autres, dénoncé les méthodes de la Sécurité militaire qui ne permettent pas aux inculpés d'avoir des défenseurs et protesté contre leur isolement. Ces avocats ont décidé de constituer un « Comité de défense des emprisonnés » et ils ont l'intention de se rendre prochainement en Allemagne, afin d'exiger des responsables de l'autorité militaire tous les droits pour les emprisonnés.

Comme on le voit, si le gouvernement a renoncé à parler de « complot », de peur du ridicule, la répression n'en n'est pas pour autant terminée. Elle est plus discrète, mais elle continue de plus belle.

Il n'est pas question d'accepter ces atteintes aux droits d'organisation et d'expression des jeunes au service militaire. Ils doivent avoir le droit de s'organiser et de s'exprimer, toutes les sanctions doivent être levées, les poursuites arrêtées.

Pierre VILMA.

## LE CONGRES DES JEUNES GISCARDIENS

### Les fistons qui veulent manger la soupe

Les fils à papa de Génération Social et Libérale, autrement dit les jeunes giscardiens, ont tenu leur congrès la semaine dernière, sur le Champ-de-Mars. Ce même Champ-de-Mars qui, soit dit en passant, avait été refusé aux Jeunesses Communistes.

On avait bien fait les choses pour les enfants chéris du régime. L'armée avait mis à leur disposition 1.400 lits de camp et une grande tente pour les accueillir la nuit. On leur avait fourni un beau chapiteau et, cadeau suprême, les vedettes du giscardisme sont venus leur faire des numéros.

Le plus remarqué a été l'éternel clown, Paillasse-JJSS. Lui dont les velléités politiques, toujours ravalées, retrouvent leur éternelle jeunesse dès qu'il y a un public pour les applaudir. Il a terminé son discours par un remarquable saut par-dessus la tribune et, debout sur une table, il s'est félicité de n'être pas « au congrès des Versaillais » (entendez par-là : au RPR de Chirac). Phrase historique qui ne manque pas de sel dans la bouche d'un copain de Poniowski, d'Ornano et autres Giscard d'Estaing.

Enfin, les petits étaient très contents, c'était l'essentiel.

Cela dit, il ne faudrait pas croire que les jeunes giscardiens n'ont pas travaillé ce week-end-là. Ils ont fait des discours. Discours dans lesquels ils ont exhorté les giscardiens-pères à militer et, tout arrive, évoqué la composition des listes de la majorité pour les prochaines municipales avec, notait le correspondant du Monde, une certaine impatience.

Comme quoi l'envie d'aller à la soupe n'attend pas le nombre des années.

Jacques LENOIR.

## Gorille et gorilles

Décidément King-Kong, ce gorille au cœur tendre, héros maintenant de deux films — l'ancien et le nouveau — est voué à un destin tragique : partout, il sème la panique, dans la légende portée à l'écran comme dans la réalité.

Le dimanche 12 décembre, le monstre en peluche, « héros » du dernier film de Dino de Laurentis était exposé sur les Champs-

Elysées : grandiose opération publicitaire pour le lancement de la super-production américaine.

Et la foule est venue en effet. Petits et grands ont accouru à l'appel d'Europe n° 1 qui, à grand renfort de publicité, avait annoncé la présence à Paris du gros joujou d'Hollywood. Et ils étaient paraît-il des milliers sur les Champs-Elysées, des milliers qui se pressaient, se bouscullaient... sans rien voir, car King-Kong, au lieu de se dresser sur ses pattes et de dominer la foule du haut de ses quinze mètres, était désespérément couché sur le dos...

Alors, ce fut la panique, l'émeute. Des gens s'évanouirent ; des enfants étouffaient ; au point que les forces de l'ordre furent appelées à la rescousse !

Et ces messieurs de protester contre le fait qu'ils auraient été « détournés de leur mission première, dont les fonctions sont d'assurer la sécurité des citoyens ».

Que les « gorilles » de Poniowski s'insurgent d'avoir été mobilisés à la rescousse d'un grand singe en peluche, on veut bien les comprendre. Mais ne sont-ils pas venus, le dimanche précédent, rue d'Enghien, à l'imprimerie du Parisien libéré, au secours d'un « singe » d'un autre genre, Amaury, sans l'ombre d'une protestation ?

Michelle VERDIER.



## Dites-le avec un bulletin de salaire

C'est une semaine seulement après qu'il a fait évacuer par ses flics les locaux du Parisien libéré que Giscard organisait, en grande pompe, sa mascarade de remise des médailles aux « meilleurs ouvriers de France ». Provocation policière d'une part ; propos hypocrites sur la « revalorisation du travail manuel » de l'autre : voilà les deux faces de la politique giscardienne, anti-ouvrière.

Mais certains ont refusé de se prêter au jeu et de recevoir une quelconque médaille des mains de Giscard. Entre autres, un ou-

vrier syndiqué à la CGT du Parisien libéré (et on comprend aisément pourquoi) et une couturière de chez Nina Ricci, payée 2.315 F par mois pour... 28 ans de métier !

En guise de lettre déclinant l'invitation du président de la République, la « petite-main » de chez Ricci a envoyé à Giscard son bulletin de salaire de « meilleure ouvrière ».

MES TRÈS CHERS FRÈRES MES TRÈS CHERES SŒURS, JE REVALORISE LE TRAVAIL MANUEL, ET PENDANT CE TEMPS VOUS GRATTEZ UN PEU PLUS, ENCORE PLUS, BEAUCOUP PLUS ET S'IL VOUS RESTE DU SOUFFLE A LA FIN, VOUS AUREZ LA MÉDAILLE



## Question de méthode

Aux travailleurs déclarés « meilleurs ouvriers de France » et convoqués pour la circonstance le 12 décembre dernier, à la porte de Versailles, Giscard offrait le banquet de remise des médailles, mais... à charge pour les « invités » de payer 75 F par tête de pipe.

C'est ça l'austérité.

Rappelons quand même que, pour les journalistes accourus récemment à la cérémonie de lancement de Démocratie française, le champagne et le caviar étaient gratuits.

C'est ça la publicité.

QUAND C'EST GISCARD QUI FAIT LA SOUPE ON N'A PAS INTERET A ETRE A LA FOIS LE ROI DU MARTEAU ET LE CHAMPION DE LA FOURCHETTE !...



## Dégraissage et parasites

Un nouveau terme fait fortune dans les milieux patronaux : le « dégraissage ». S'agirait-il des quelques kilos superflus que ces messieurs auraient accumulés en gueletons divers ? Pas du tout. C'est l'expression utilisée pour parler du licenciement des travailleurs qui ne sont pas strictement indispensables à la réalisation de leurs profits. Voilà qui en dit bien plus long sur la mentalité des patrons et la manière dont ils considèrent les travailleurs que toutes les campagnes démagogiques sur le travail manuel.

Mais, soin pour soin, puisque les patrons en sont au « dégraissage », pourquoi les travailleurs ne passeraient-ils pas à la chasse aux parasites ?

M. R.



## Au jeu du hasard et de la fortune

Un commerçant d'Epinal vient d'être écroué pour avoir utilisé un faux certificat de gains à la Loterie nationale. L'utilisation de ce faux lui avait permis de dissimuler au fisc des bénéfices équivalents au gros lot d'une tranche de la loterie, soit 1 500 000 F.

Cet homme lucide avait compris qu'il ne fallait pas compter sur le hasard — et encore moins sur la loterie — pour arrondir sa fortune. Il avait préféré l'utilisation de faux certificats.

Mais l'Etat, qui est le premier gagnant de la loterie, ne se laisse pas aussi facilement rouler par de simples contribuables !

Pas de pitié pour les voleurs.

S. F.



# Grève à l'EDF-GDF :

## Les travailleurs en lutte contre l'austérité

● La grève de l'EDF-GDF, organisée par tous les syndicats, qui a duré deux jours, a été massivement suivie par les travailleurs de ces corporations. Cela c'est vu, dans les transports en commun peu nombreux, dans les rues où les embouteillages bloquaient les automobilistes, dans les usines où des perturbations ont été notées. Et les effets de la grève se sont aussi fait sentir chez les particuliers. Certains magasins s'éclairaient à la bougie pour accueillir les clients. D'ailleurs, la direction de l'EDF a reconnu elle-même ce succès puisqu'elle a estimé que le nombre de grévistes a atteint les 75 ou 80 %. La manifestation des électriciens et des gaziers à Paris, mardi 14 décembre, a rassemblé, elle aussi, des milliers de travailleurs. Dans la soirée de mercredi, les organisations syndicales se sont réunies et elles envisagent d'organiser de nouvelles actions.

Cette grève montre incontestablement le mécontentement des travailleurs et elle montre aussi l'influence des organisations syndicales. Car il a suffi d'un appel pour que l'ensemble des travailleurs cessent le travail. Mais les organisations syndicales n'ont pas l'intention d'organiser la lutte contre l'austérité. Ce qu'elles veulent, c'est conserver le droit de négocier, les contrats de progrès. Ce qui a motivé les syndicats CGT, CFDT, CGT FO, CFTC et UNCM (le syndicat des cadres), c'est la volonté de négocier, de pouvoir s'asseoir autour du tapis vert pour discuter à nouveau de ce que le gouvernement voulait bien accorder jusqu'à présent. Mais cette politique contractuelle, Giscard et Barre la remettaient en cause. C'est la crise et ils veulent faire payer les travailleurs. Alors, pour le gouvernement, il n'est plus question d'accorder autre chose en augmentation de salaires que la hausse calculée sur l'indice de l'INSEE. Les syndicats ont donc réagi vigoureusement, d'autant que pour certains d'entre eux ces négociations sont leur seule raison d'être. Cette réaction inhabituelle, en tout cas pour certains, d'appeler à la grève a été décidée y compris en prenant les risques de ne pas être compris de l'opinion publique, qui ne voit pas toujours d'un bon œil les coupures d'électricité.

Mais cette grève, en tout cas, aura été un test de plus où les travailleurs ont montré qu'ils n'accepteraient pas sans réagir les mesures anti-ouvrières du plan Barre. Le gouvernement avance certes ses pions, prudemment, mais les travailleurs ne sont pas dupes. Ils l'ont montré. Ils savent qu'au bout du compte, ce sont eux qui auront à payer la note s'ils ne réagissent pas. Pour la classe ouvrière, l'heure est à l'offensive et le gouvernement risque de l'apprendre rapidement à ses dépens.

### SECURITE SOCIALE :

## Des économies sur le dos des travailleurs

L'augmentation du ticket modérateur pour le remboursement de plusieurs centaines de médicaments pourrait intervenir prochainement : telle est la solution que semble finalement retenir le gouvernement pour réaliser, comme il l'avait annoncé depuis septembre dernier, 450 millions d'économies sur le budget de la Sécurité sociale.

Le gouvernement avait, dans un premier temps, envisagé de réaliser plus tôt cette économie, en supprimant totalement le remboursement de certains médicaments, les fortifiants, laxatifs et ferments lactifs. Il avait eu alors le culot de prétendre qu'il s'agissait de médicaments que les Français consommaient de façon abusive !

Aujourd'hui, il dit que, s'il change de formule, c'est aussi pour des raisons médicales, parce que la suppression du remboursement sur certains produits amènerait les médecins à ordonner à

la place des produits voisins mais plus forts, et que cela pourrait avoir des conséquences fâcheuses. En fait, la raison essentielle est autre et n'a rien à voir avec la santé des gens, mais seulement avec celle des industries pharmaceutiques : c'est qu'un certain nombre d'entre elles sont justement spécialisées dans la fabrication des produits visés dans le premier projet. Elles ont protesté. Du coup le gouvernement a revu son projet et espère réaliser la même économie en diminuant à 60 % (au lieu de 70 %) le remboursement, sur un beaucoup plus grand nombre de produits.

Dans ce nouveau projet, comme dans le précédent, c'est sur la santé des travailleurs que se réalisera cette économie : se soigner reviendra plus cher, et en moyenne les travailleurs se soigneront moins.

Olivier BELIN.



Plusieurs milliers de gaziers et électriciens manifestent à Paris.

(AFP)

## Que sont les contrats de progrès ?

● La récente grève de l'EDF a vu les syndicats unanimes se dresser contre la remise en question des « contrats de progrès ».

Et pourtant ces « contrats de progrès » avaient, lors de leur création, soulevé un beau tollé dans les milieux syndicaux et en particulier à la CGT. Ils étaient alors, en 1969, proposés par le gouvernement et entraient dans le cadre de la « nouvelle société » prônée par Chaban-Delmas.

Jacques Delors, considéré comme le « père des contrats de progrès », était alors conseiller de Chaban Delmas. Il est aujourd'hui membre du Parti Socialiste, qu'il a rallié après la défaite de Chaban aux présidentielles. Il explique ainsi le pourquoi de la politique contractuelle :

« Il faut se rappeler ce qu'était la situation en 1969. Depuis vingt ans les salaires de la fonction publique et du secteur public prenaient chaque année un retard croissant par rapport à ceux du secteur privé. Et l'histoire de ces années était marquée par des grèves, des conflits, certains extrêmement graves. Il fallait donc trouver des solutions qui répondent à

deux objectifs essentiels. D'abord redonner une certaine autonomie de manœuvre aux entreprises publiques, afin de recréer les conditions d'une authentique négociation. Ensuite prévoir des formules qui mettent les travailleurs à l'abri des hausses de prix. »

De l'avis de l'inventeur même, il n'était donc pas question de rattrapper les vingt années de retard sur les salaires. Mais ce qui comptait, c'était de mettre fin aux grèves et de séparer les différentes branches du secteur nationalisé.

Avant tout, il fallait neutraliser l'EDF, secteur vital, dont le seul arrêt paralyse pratiquement toute l'économie. C'est donc là qu'il y eut le premier contrat.

L'essentiel fut résumé par une formule dont la ridicule complexité n'arriva pas à masquer l'indigence de ce qu'elle recouvrait. L'augmentation annuelle de la masse salariale était définie comme suit :  $R \% = 1 \% + P + H$  15 (V-2,5 X) !

Une fois tout calculé, cela devait faire pour 1970 une augmentation de 6,25 %, alors que la hausse des prix officielle devait représenter 6 %.

Cet accord fut signé par

tous les syndicats sauf la CGT qui organisa un référendum et revendiqua bravement par la suite... 2,5 % supplémentaires, sans même toutefois entamer la lutte pour les obtenir. Ce n'était qu'un but pour « la négociation ».

Par la suite, des systèmes équivalents, plutôt très légèrement inférieurs, furent proposés à la signature des syndicats dans les autres branches du secteur public : SNCF, RATP, Charbonnages, PTT, etc.

Ce qu'ils avaient en commun, c'était leur indigence en matière de salaires et le fait qu'ils impliquaient implicitement pour les syndicats signataires la renonciation à la grève. L'attitude des syndicats ne fut pas la même : FO, la CFTC, la CGC les signèrent tous. La CGT et la CFDT, depuis qu'elles espèrent en une victoire possible de l'Union de la Gauche, les refusent systématiquement. Ce qui n'a pas toujours été le cas, même pour la CGT, qui signa le contrat à la SNCF en 1971.

La « nouvelle société » ne fut donc que la vieille façade de la politique de collaboration de classes, que l'on tenta de ravalier à l'aide des « contrats de progrès ».

Louis GUILBERT.

### Et si les prix n'augmentaient pas en décembre ?

Barre a trouvé des soi-disant experts économistes pour affirmer qu'en novembre, les prix n'avaient augmenté que de 0,9 %, malgré toutes les hausses que nous avons connues, entre autres celle du prix de l'essence.

Mais qu'à cela ne tienne. France-Soir fait maintenant mieux que Barre. Le quotidien a trouvé d'autres experts — plus compétents il faut croire — qui affir-

ment dès aujourd'hui, quinze jours avant la fin du mois de décembre, que la hausse des prix pour ce mois n'excéderait pas 0,4 %... malgré la hausse vertigineuse de multiples denrées, à la veille des fêtes.

Décidément, on n'arrête pas le progrès en matière de statistiques économiques mensongères !

Mais ce qui est cocasse, c'est

que la nouvelle annoncée en gros titre, dans une édition, figurait dans une autre sous forme à la fois conditionnelle et interrogative, ce qui donnait la formule suivante : « Et si les prix ne remontaient que de 0,4 % en décembre ? ».

Pauvres journalistes de France-Soir, qui n'osent même plus croire à ce qu'ils écrivent !

M.V.



## Portugal :



Soares et Cunhal sont sortis vainqueurs du test des municipales. Mais quoi qu'en dise l'affiche électorale, les travailleurs sont bien loin du pouvoir, même local ! (UPI)

## LE P.S. EST CONSOLIDÉ ET POURSUIT LA POLITIQUE ANTI-OUVRIÈRE

Les élections locales du 12 décembre ont constitué la première consultation électorale depuis la formation d'un gouvernement homogène par le Parti Socialiste de Mario Soares. Là résidait leur principal intérêt politique.

Quelque six mois de politique d'austérité n'ont pas entamé le crédit du PS au point de pousser son électorat à se détourner de ce parti. En tous les cas, pas en faveur de la droite, et c'est sans doute la leçon principale de ces élections.

La comparaison avec l'élection présidentielle n'a aucune signification dans la mesure où, à cette élection présidentielle, les partis ont pratiquement disparu derrière les candidats militaires. Même la comparaison avec les législatives d'avril dernier est quelque peu sujette à caution. Il est néanmoins significatif qu'avec 33,24 % des voix, le PS maintient à peu près ses résultats d'avril (35,4 %) et reste le principal parti du pays sur le plan électoral.

Les listes du Front électoral constitué par le Parti Communiste et par deux formations plus petites ont par contre progressé par rapport aux résultats du PC aux législatives en atteignant 17,69 contre 14,35.

Quant à l'extrême-gauche, avec 2,5 % des voix, elle se maintient à peu près au même niveau qu'aux législatives. Si la composante maoïste de l'extrême-gauche a cru pouvoir capitaliser sur le plan électoral son suivisme à l'égard d'Otelo de Carvalho en récupérant pour son propre compte une partie des votes obtenus par ce dernier aux présidentielles, son espoir a été déçu.

Globalement, avec quelque 53,44 % des voix, la gauche

reste donc majoritaire sur le plan électoral.

Mais s'il est réconfortant pour la classe ouvrière de savoir que la droite n'a pas gagné l'audience qu'elle espérait, elle n'a aucune raison de tirer espoir du succès relatif des grands partis qui se réclament de la classe ouvrière.

Car le Parti Socialiste compte publiquement utiliser ce succès, acquis grâce à la confiance — de plus en plus déshabillée d'ailleurs — des travailleurs pour consolider sa position afin de continuer, voire d'aggraver la politique ouvertement anti-ouvrière qui est la sienne depuis son accession à la direction du gouvernement.

Tirant le bilan de ces élections, Soares a annoncé son intention de poursuivre l'expérience du gouvernement socialiste homogène. Le PS a l'intention d'assumer seul la responsabilité de la politique d'austérité. Il a l'intention d'assumer seul la responsabilité de la remise en cause d'un certain nombre d'acquis de la période précédente.

Il le fait déjà depuis six mois. Les salaires sont bloqués alors que les prix augmentent de manière catastrophique. Le gouvernement appuie de tout son poids l'effort des patrons pour rétablir intégralement leur autorité dans les entreprises en brisant la contestation.

Les occupations de terres par les paysans pauvres sont stoppées, voire dans certains cas remises en cause. Le gouvernement vient de faire donner la police dans l'Alentejo pour réprimer une manifestation de protestation de paysans sans terres, comme il fait donner la police contre les manifestations ouvrières protestant contre les mesures d'austérité.

L'inquiétude manifeste avec laquelle le Parti Socialiste a abordé ces élections montre qu'il est parfaitement conscient que la politique qu'il assume se traduira inévitablement par l'effritement voire, si les difficultés s'aggravent, par l'effondrement de son audience. Mais en tant que parti responsable devant les intérêts de la bourgeoisie, il est prêt à assumer ce risque. Le rôle qui lui est imparti est d'utiliser son crédit parmi les travailleurs pour décourager, pour démoraliser la classe ouvrière. Il tente de le faire.

Et en s'accrochant à la pratique d'un gouvernement PS homogène, minoritaire dans la Chambre, il rend même le service supplémentaire à la bourgeoisie de lui ménager une majorité parlementaire de rechange avec les partis de centre et de droite. Et cela pourrait se faire sans même que de nouvelles élections aient lieu. Il suffirait que quelques députés du PS virent de bord.

Le Parti Communiste, de son côté, se limite à la seule perspective d'imposer sa participation au gouvernement aux côtés du PS.

Les espoirs concernant l'avenir de la classe ouvrière portugaise ne résident nullement dans le succès électoral du PS et du PC. Ils résident au contraire dans le fait que, malgré les appels à l'ordre et à la paix sociale du Parti Socialiste, les grèves, les manifestations se multiplient dans le pays. La classe ouvrière n'a pas été brisée. Ses illusions dans ses grands partis ne l'empêchent pas de lutter. Il reste qu'il est indispensable qu'elle perde ses illusions pour que la lutte gagne de l'efficacité.

Georges KALDY

## OPEP :

## Pays producteurs ligotés par l'impérialisme

A l'heure où nous écrivons, l'OPEP n'a encore pris aucune décision au sujet d'une éventuelle augmentation du prix du pétrole brut. Il semble cependant évident que la hausse du prix, si hausse il y a, sera modérée et de loin inférieure au taux mondial de l'inflation.

Le principal producteur du Moyen-Orient, l'Arabie Séoudite, a annoncé de façon spectaculaire qu'il est partisan de geler les prix du pétrole pour une nouvelle période de six mois. Ces prix sont déjà gelés depuis le 1<sup>er</sup> octobre 1975. Rien que depuis cette date, les prix de produits industriels sur le marché ont augmenté, d'après les experts les plus optimistes eux-mêmes, de 30 % au bas mot. Pour la même quantité de pétrole exporté, les pays producteurs reçoivent d'autant moins de produits industriels.

Prolonger le gel du prix du pétrole, c'est prolonger, aggraver ce vol manifeste.

A l'intérieur de l'OPEP, c'est l'Arabie Séoudite qui se fait le plus ouvertement le porte parole des puissances impérialistes. En protestant tout haut, ou en maugréant tout bas, tous les pays producteurs se préparent à s'aligner sinon sur les positions sans doute volontairement extrêmes de l'Arabie Séoudite, du moins sur une position de compromis qui favorise les puissances impérialistes et défavorise les pays producteurs.

Les raisons de la modération des pays producteurs, si contraire à leurs propres intérêts, ne sont pas circonstancielles. Tous les pays sous-

développés, y compris ceux auxquels la démagogie réactionnaire imbécile attribue la puissance de « l'arme du pétrole », sont livrés, pieds et poings liés, à l'impérialisme.

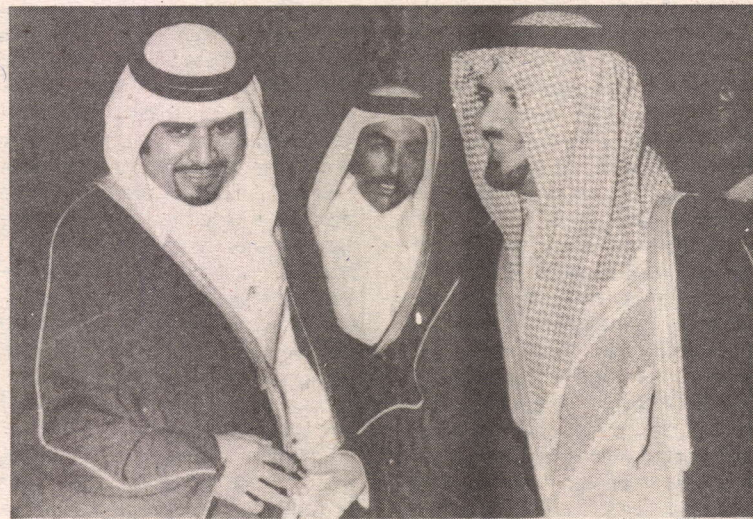
Il y a trois ans, l'impérialisme américain a toléré une hausse importante du prix du pétrole provoquée par les trusts pétroliers, désireux d'augmenter leurs profits pétroliers pour pouvoir investir ailleurs. Cette hausse a profité également aux pays producteurs.

Aujourd'hui, c'est en particulier aux pays producteurs du pétrole que les puissances impérialistes veulent faire payer le prix de la détérioration de leur balance de paiement. Elles imposent le poids de leur propre inflation à tous les pays sous-développés. Et elles osent pousser le cynisme jusqu'à attribuer la responsabilité de l'inflation mondiale aux prix du pétrole, alors que ces prix sont gelés, et que les pays producteurs n'ont même pas la possibilité de se protéger contre les conséquences de l'inflation.

Quand bien même l'OPEP déciderait de continuer le gel des prix, les consommateurs n'en tireraient pas profit. Les produits pétroliers ont augmenté par deux fois en France au cours des tout derniers mois, alors que le prix à la production était bloqué.

Si le Capital vole les pays producteurs, ce n'est évidemment pas au profit des consommateurs, mais au profit des capitalistes, au profit de leurs Etats.

G.K.



Le sheik Yamani, représentant de l'Arabie Séoudite, un porte-parole des puissances impérialistes à la conférence de l'OPEP. (UPI)



# Le Conseil central palestinien sous le signe de la "normalisation" syrienne

A l'issue des travaux du Conseil central de l'OLP qui s'est tenu à Damas, un communiqué a été publié. Il ressort que les dirigeants du mouvement palestinien seraient prêts à entériner l'existence d'un mini-Etat palestinien qui pourrait même n'avoir aucune unité territoriale, c'est-à-dire qu'il pourrait comprendre une partie de la Cisjordanie et la bande de Gaza.

Il faut dire que c'est dans des circonstances bien précises que s'est tenu dans la capitale syrienne le Conseil central de l'Organisation de Libération de la Palestine. Cette session en effet s'est déroulée trois mois après les accords de Ryad et l'intervention au Liban de la « force de la paix » arabe — en réalité, nouveau nom pour l'armée syrienne. C'est en fait sous le signe de la « normalisation » syrienne au Liban que les instances dirigeantes palestiniennes ont délibéré.

Sur le terrain, au Liban, l'intervention de l'armée syrienne, munie de la caution officielle de l'ensemble des gouvernements arabes, s'est traduite par un contrôle étroit du

mouvement palestinien. Les camps palestiniens sont tout spécialement surveillés et les milices de la Résistance palestinienne se trouvent reléguées dans le Sud-Liban, entre l'armée syrienne au nord et à l'est et les milices chrétiennes armées par Israël au sud.

Le gouvernement syrien se sert en outre, comme il l'a toujours fait à plusieurs reprises, d'un moyen de pression efficace : la Saïka.

Cette organisation de résistance palestinienne, en fait inféodée au régime de Damas, a servi plusieurs fois à camoufler son intervention. Aujourd'hui, elle remplit le rôle d'une véritable police, servant à éliminer ou à menacer les Palestiniens estimés gênants par Damas.

Les souhaits des gouvernements arabes, et tout particulièrement du gouvernement d'Assad, seraient donc que maintenant l'OLP prenne acte, sur le plan politique, de l'encerclement et de l'impuissance qu'elle doit bien constater sur le plan militaire. Un premier pas a été fait dans ce sens. Le Conseil central de l'OLP a été précédé par la réconciliation



Dans les réglemens qui se négocieront au Moyen Orient, les Palestiniens sont les laissés pour compte.

officielle de Yasser Arafat et de Zouheir Mohsen, dirigeant de la Saïka, après une rupture de plus de six mois.

Ainsi, les dirigeants syriens ont forcé la Résistance palestinienne à accepter, à sa tête, leurs hommes de main, qu'elle avait pourtant rejetés à plusieurs reprises. Et après avoir fait accepter ses hommes, le régime syrien veut maintenant faire accepter sa politique. Il s'agit d'amener le mouvement palestinien à faire siennes les perspectives de négociation du régime syrien, à accepter les

perspectives d'une paix avec Israël sur la base de la formation d'un mini-Etat palestinien en Cisjordanie. Les dirigeants syriens disposeraient ainsi, avec le mouvement palestinien domestiqué, d'une monnaie d'échange dans leurs négociations avec Israël, pour parvenir à une négociation.

« Normalisé », le mouvement de résistance palestinien a donc désormais pour but assigné de servir de force d'appoint, en particulier au profit de la Syrie, dans les réglemens diplomatiques au Moyen-Orient. Et si celle-ci en tire quelque avantage, ce sera finalement la compensation qu'Israël et l'impérialisme lui accorderont pour son intervention au Liban en tant que gardienne de l'ordre.

Mais, dans un tel règlement, les revendications du peuple palestinien seront laissées pour compte.

André FRYs.

## Panoplies de flics... pour le Liban

La solidarité des privilégiés du monde entier joue à plein en faveur de la droite libanaise qui, avec leur accord plus ou moins déclaré, « rétablit l'ordre » à Beyrouth. Et dans ce concert, Giscard tient dignement sa partie : 15.000 uniformes de gendarme ont été envoyés dans un premier temps pour équiper les groupes de choc de la police. Et, pour compléter ce « cadeau », on attend maintenant à Beyrouth des bottes et des capotes.

La population libanaise, dans une ville dévastée, ruinée, survit comme elle peut. Mais le premier geste de Giscard est bien celui d'un possédant : équiper les flics des riches.

M.R.

## Cisjordanie : l'armée israélienne réprime des manifestations

Dans les territoires occupés de Cisjordanie proches de Jérusalem, les manifestations anti-Israéliennes se succèdent. Arborant le drapeau palestinien, les manifestants, essentiellement étudiants et lycéens, protestent d'une part contre l'extension de la TVA aux territoires occupés et d'autre part contre les expropriations de terres qui ont été effectuées par l'armée d'occupation, pour son propre compte et pour celui de colons israéliens.

La réaction de l'armée israélienne a été très brutale. Les étudiants se sont défendus en lançant des pierres. Ils ont édifié des barricades de pneus enflammés. Il y a eu de nombreux blessés et plus d'une centaine de personnes auraient été arrêtées à Naplouse, tandis que le couvre-feu était instauré.

L'état-major israélien s'est empressé de dénier toute importance à ces mouvements, arguant du fait que seuls des étudiants y prennent part. Mais cette version des faits, qui voudrait faire croire que l'occupation de la Cisjordanie ne rencontre aucune opposition sérieuse, s'est trouvée démentie par la grève générale lancée pour le 15 décembre par le Conseil municipal de Naplouse et ceux des localités voisines, grève qui a été largement suivie.

Ces manifestations et ces affrontements viennent s'ajouter à une longue série d'événements

similaires et on ne voit pas bien comment les choses pourraient évoluer différemment dans l'avenir. Car, même si l'Etat d'Israël, ne serait-ce que pour se ménager l'opinion publique internationale, préférerait sans aucun doute éviter tout affrontement avec les populations des territoires occupés, la logique de sa politique de force comporte néanmoins

l'expropriation forcée d'une partie du sol palestinien.

Toute la politique de l'Etat sioniste est contenue dans ce paradoxe : pour assurer sa sécurité, il doit sioniser le territoire ; mais plus il sionise, plus il crée de nouveaux ennemis et suscite de nouvelles haines. C'est l'engrenage de la terreur.

François ROULEAU.



Les Palestiniens de Cisjordanie résistent à la colonisation sioniste. (UPI)

## Allemagne de l'Est : LES SUITES DE L'AFFAIRE BIERMANN

L'affaire Biermann n'a manifestement pas fini de provoquer des remous en Allemagne de l'Est. Après le bannissement du poète contestataire, c'est une jeune chanteuse, Nina Hagen, qui a été contrainte à l'exil. Deux autres intellectuels connus, l'écrivain Thomas Brasch et l'actrice Katharina Thalbach, ont demandé et obtenu l'autorisation de quitter le pays. Et malgré les pressions exercées par les autorités, l'emprisonnement d'un écrivain, l'assignation à résidence du physicien Havemann, c'est plus de cent cinquante intellectuels qui se sont associés à une pétition de solidarité avec Wolf Biermann.

Les développements de l'affaire montrent que Biermann n'était pas isolé et que la contestation a gagné certains mi-

lieux en RDA. C'est la première fois qu'une opposition se manifeste ouvertement dans ce pays depuis plus de vingt ans.

Il est peut-être prématuré de parler d'une véritable opposition au régime en RDA. La contestation semble pour l'instant peu organisée et limitée au milieu intellectuel. A plus forte raison, il est impossible de savoir de quel point de vue se placent les intellectuels contestataires (bien que Biermann, lui, s'affirme communiste et s'oppose à toute exploitation de son cas par la droite).

En tout cas, des voix s'élèvent aujourd'hui en Allemagne de l'Est pour critiquer ouvertement et publiquement les tares du régime, et la répression semble bien incapable de les faire taire.

J.-L. CHAMPENOIS



## Liberté pour Mary et Noël Murray

La cour Suprême d'Irlande du Sud vient enfin de revenir sur la condamnation à mort des deux militants anarchistes irlandais, Mary et Noël Murray. La peine de Noël Murray a été commuée en prison à vie. Mary, elle, doit être jugée à nouveau.

Rappelons que Mary et Noël Murray avaient été accusés d'avoir tué un policier après l'attaque d'une banque et avaient été condamnés à la pendaison sans aucune preuve, si ce n'est des aveux arrachés sous la torture, aveux sur lesquels les militants anarchistes étaient revenus aussitôt après. Ils avaient été condamnés par un de ces tribunaux spéciaux d'Irlande, qui siègent sans jury, où l'on ne peut pas faire appel à des témoins...

Cette condamnation avait suscité toute une campagne internationale de protestation et aujourd'hui le gouvernement irlandais est obligé de reculer.

Il faut continuer la protestation pour obtenir la libération pure et simple de Mary et Noël Murray.

O.B.

## Algérie :

### NOUVEAU PLEBISCITE SANS SURPRISE

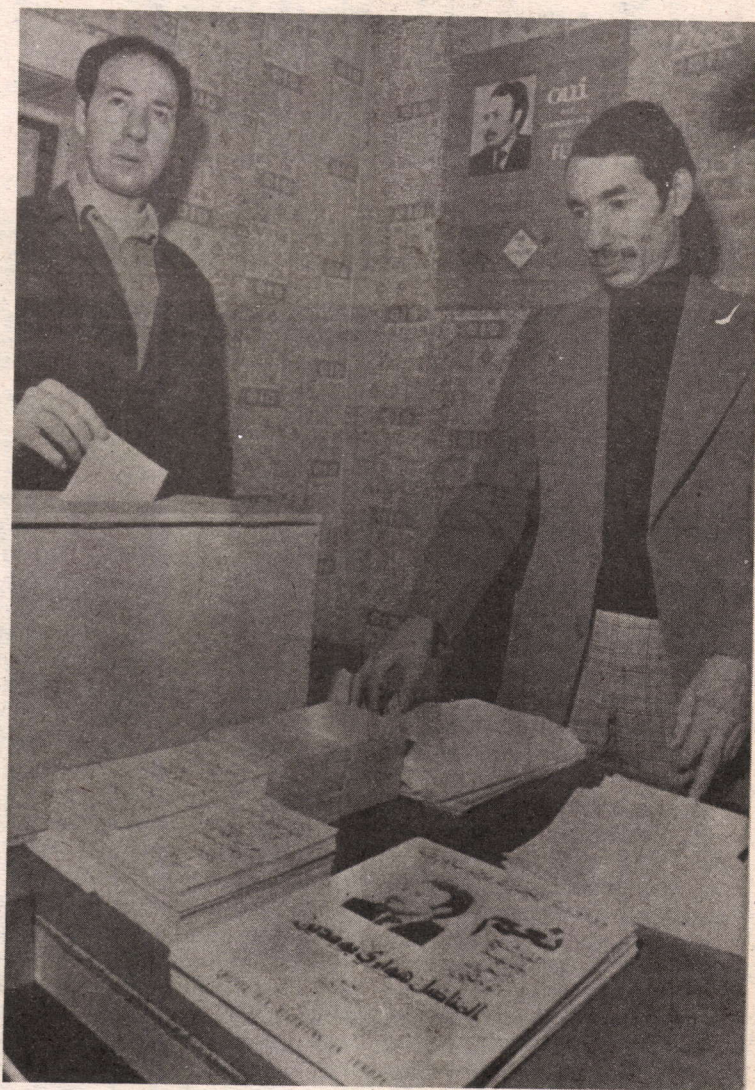
Houari Boumedienne, candidat unique du seul parti officiel, le FLN, vient d'être élu sans surprise président de la République algérienne par 95,23 % des inscrits.

Au bout de onze années de pouvoir personnel, Boumedienne a organisé toute une série de consultations électorales. En juin dernier, c'était le vote pour la Charte, en novembre celui pour la nouvelle Constitution (l'ancienne ayant été suspendue au moment de la destitution de Ben Bella, premier président, en juin 1965). Et après ces élections présidentielles, ce sera, en janvier, l'élection à l'Assemblée nationale. En fait, si elles dorent quelque peu la façade du régime en y ajoutant de petites touches démocratiques, ces consultations sont autant de plébiscites de la personne et de la politique du premier homme d'Etat algérien.

L'avenir immédiat ne donnera pas plus la parole aux masses populaires algériennes. Mais de telles élections peuvent permettre à Boumedienne de resserrer les rangs autour de lui.

Aujourd'hui, et malgré les remous provoqués par la guerre avec le Maroc, c'est à nouveau l'unanimité. Une unanimité trop belle, et dans la participation, et dans les résultats. Une unanimité qui laisse sceptiques bien des commentateurs étrangers, qui pensent à la fraude et soulignent le climat de contrainte dans lequel ces élections se seraient déroulées.

On ne sait pas comment cela a été organisé. On imagine qu'une énorme pression, ne serait-ce que par la propagande officielle et la mobilisation des autorités pour encourager la population à aller bien voter, a dû s'exercer.



Mais en tout cas, c'était certainement plus libre que du temps de la colonisation, quand l'administration française, représentante des vieilles traditions démocratiques, savait non seulement

bourrer les urnes et faire voter les morts, mais aussi persuader à coups de crosse les électeurs algériens qu'ils devaient aller, en rangs serrés, voter pour leurs oppresseurs.

## En Grande-Bretagne aussi, tout fout l'camp

Les deux géants de l'automobile britannique, British Leyland et Ford, sont de nouveau menacés de paralysie par une série de grèves sauvages.

A Birmingham, les employés d'une usine British Leyland se sont presque tous mis en grève le 10 décembre, pour protester contre des sanctions prises à l'égard de certains ouvriers aux-

quels on reproche de ne pas travailler suffisamment.

A Coventry, des travailleurs ont débrayé contre un technicien trop zélé.

A Liverpool, les ouvriers de chez Ford sont partis en grève le 9 décembre pour protester contre le licenciement de trois soudeurs.

Les patrons de l'automobile

sont, paraît-il, furieux. Et ils répondent massivement par le lock-out aux revendications des grévistes. Il y a pourtant en Grande-Bretagne, pensent-ils, un gouvernement travailliste au pouvoir qui fait tout son possible pour enrayer les montées de colères ouvrières. Il y a même des syndicats fort coopérants, qui se sont engagés à ne pas troubler la si-

tuation économique par des grèves intempestives. Et malgré tout cela, les travailleurs, n'écouteront ni le gouvernement ni leurs dirigeants syndicaux, revendiquent et n'acceptent pas.

Il faut croire que les patrons anglais n'avaient pas pensé à tout...

Hélène DURY.

## leçons du passé

### Il y a dix ans : QUAND LES RACISTES BLANCS PROCLAMAIENT " L'INDÉPENDANCE " DE LA RHODÉSIE

Il y a dix ans, le 23 décembre 1966, la Rhodésie quittait le Commonwealth. Les négociations de Ian Smith, le Premier ministre rhodésien, avec le Premier ministre anglais Wilson venaient d'échouer, Ian Smith ayant rejeté les « cinq principes » proposés par Wilson, qui devaient faire accéder la majorité noire au pouvoir. L'indépendance de la Rhodésie sous un gouvernement blanc, proclamée l'année précédente, était ainsi confirmée.

Sous la conduite de Ian Smith, les 250 000 Blancs de Rhodésie (sur plus de 5 millions d'habitants) bafouaient ainsi l'autorité de l'Angleterre. A vrai dire, jamais l'Angleterre ne fut si indulgente pour une colonie rebelle. Pas question de mettre les dirigeants nationalistes en prison, comme

le furent N'krumah au Ghana ou Jomo Kenyatta au Kenya et bien d'autres. Pas question d'envoyer les troupes anglaises rétablir l'ordre...

Mais surtout, les Rhodésiens détièrent ainsi toute l'Afrique et leur propre population africaine. La Rhodésie était une colonie anglaise de peuplement blanc important. La meilleure moitié des terres avait été réservée à des colons. La ségrégation raciale était à peine moins rigoureuse qu'en Afrique du Sud, et un grand hôtel de Salisbury était l'unique endroit public de la capitale qui ne fût pas « Européens only ». Seule une infime minorité de Noirs — moins de 10 000 personnes — était considérée comme « civilisée » et avait le droit de vote. Le salaire d'un Noir n'atteignait pas le dixième de celui d'un Blanc. Tout

cela avait été voulu, organisé par l'Angleterre depuis des décennies.

Mais en 1960, la majorité des pays d'Afrique accède à l'indépendance. En Rhodésie même, des mouvements nationalistes africains se développent, exigeant l'indépendance et l'arrivée au pouvoir des Noirs du « Zimbabwe » (les Africains rejettent le nom colonial de la Rhodésie). Londres cherche alors à composer pour sauvegarder ses intérêts essentiels. Mais les colons rhodésiens ne l'entendent pas ainsi et veulent conserver intégralement la vieille Rhodésie coloniale et raciste, quitte même à rompre avec Londres.

En proclamant leur propre « indépendance », les Rhodésiens ont cru qu'ils pourraient arrêter indéfiniment le cours de l'histoire. Et certes la Rho-

désie coloniale a pu ainsi survivre dix ans, bien que son indépendance n'ait été reconnue par aucun Etat et que des sanctions économiques internationales aient été décidées contre elle. Mais elle bénéficia du soutien de l'Afrique du Sud et du Portugal (dont le Mozambique était encore une colonie) et de la complicité hypocrite des grandes puissances occidentales, qui n'ont cessé de proclamer bien haut la condamnation de la politique de Ian Smith tout en lui assurant un soutien de fait discret. Ainsi le blocus fut tourné sans trop de mal et l'on put voir par exemple rouler à Salisbury de nombreuses voitures françaises récentes, alors qu'officiellement la France et la Rhodésie n'entretenaient aucune relation commerciale. Mais cela n'a duré qu'un

temps. L'indépendance des colonies portugaises a sonné le glas de la Rhodésie de Ian Smith, dont les produits doivent obligatoirement transiter par le Mozambique. La querelle africaine se développe et les récents massacres de réfugiés par l'armée rhodésienne au Mozambique ne l'arrêteront pas. Même les racistes sud-africains, qui luttent maintenant pour la survie de leur propre domination, lâchent la Rhodésie. Et l'impérialisme US, par la voix de Kissinger, a clairement dit aux Rhodésiens qu'ils devaient laisser la place. Ian Smith et ses semblables ne peuvent plus aujourd'hui qu'espérer prolonger un peu l'agonie de leur Rhodésie.

Jean HAINAUT



# dossier

l'hôpital  
psychiatrique

## De l'échec social à l'asile, un pas vite franchi

● Les maladies mentales occupent de plus en plus de place dans la société moderne, à la fois par le développement des établissements spécialisés et par la quantité de malades qui y sont soignés.

Les statistiques du ministère de la Santé indiquent que, sur 555.000 lits hospitaliers en France, plus de 100.000 sont occupés par des malades mentaux dans les hôpitaux et cliniques psychiatriques. Quant au nombre des malades, il augmente d'année en année.

Il faut tenir compte, bien sûr, d'une évolution générale des mœurs, qui fait que l'on se soigne davantage. Et cela est vrai aussi pour les malades mentaux, d'autant plus que dans bien des hôpitaux se sont ouverts des services de neuro-psychiatrie, qui n'obligent plus à franchir le pas d'aller se faire soigner « chez les fous ».

Mais cette évolution du comportement à l'égard de la maladie mentale ne suffit malheureusement pas à expliquer le net accroissement du nombre des malades.

Parmi les raisons qu'avancent le plus souvent les malades atteints de dépression nerveuse, ceux qui ont un équilibre psychologique fragile et qui ont

« craqué », deux reviennent avec une grande régularité : la solitude, l'échec. Quelle que soit leur histoire personnelle, ils n'ont pas trouvé dans leur entourage le moyen de compenser déceptions sentimentales ou échecs professionnels. Là, il y a manifestement des raisons sociales.

Les conditions de vie, surtout dans les centres industriels, ont bouleversé la vie traditionnelle menée à la campagne, où chacun se connaissait et avait ses habitudes. L'abandon des villages, le départ des enfants vers les villes font que la famille, réduite au couple et à ses enfants, ne peut plus avoir le même rôle de milieu protecteur. Partout, chacun doit lutter contre les autres, qui sont des concurrents, pour trouver un logement, pour trouver une place au travail.

Les plus vulnérables échouent, ont le sentiment d'être inutile et d'avoir manqué leur vie et, lorsqu'ils recherchent compensation et oubli, la société n'a pas grand-chose à leur offrir en dehors des solutions de fuite. Ils peuvent être sensibles à la publicité obsédante pour l'alcool, avoir recours à quelque autre drogue ; c'est une voie moins directe

vers l'hôpital psychiatrique, mais elle y amène également, souvent quand la situation est devenue irréversible.

Les dépressifs, les névrosés, les alcooliques vont se retrouver à l'asile psychiatrique dans une compagnie très nombreuse : vieillards atteints de démence sénile, débilés plus ou moins profonds, délinquants mineurs, avec, parmi eux, quelques malades mentaux proprement dits, qui, eux, délirent et ont perdu contact avec le réel.

Un sentiment commun aux malades et aux médecins est qu'on se trouve là dans un uni-

vers de rejetés. La raison qui a rassemblé ensemble ces gens-là est négative : la société n'a plus voulu d'eux.

Cela pèse lourdement sur les chances qu'a l'hôpital psychiatrique de soigner et de guérir, quelle que soit la bonne volonté des soignants. Le malade qui se sent inadapté à la société sait qu'il retrouverait à l'extérieur, intactes, les raisons qui l'ont amené là une première fois. Il sait aussi que la plupart des gens qui l'entourent sont là depuis longtemps et pour longtemps. Alors, il y a la tentation d'accepter son sort d'exclu et

de pensionnaire à vie de l'hôpital, d'autant plus que l'on est entouré d'un fatalisme général.

C'est un peu le problème de l'hôpital psychiatrique : il sert de « débarras » à la société, il tente de soigner, de réadapter mais avec de très lourds handicaps, manque de moyens financiers, bien sûr, mais aussi indifférence profonde de la société qui n'attend pas de résultats.

Vu ce contexte, ce dont on peut s'étonner, c'est que l'hôpital obtienne parfois des guérisons.



Un hôpital psychiatrique parmi tant d'autres.

## La médecine face à la folie

● La folie, appelée aujourd'hui maladie mentale, est encore très mal connue. L'une des raisons est que la médecine connaît en définitive peu de choses sur le cerveau. Pourtant, depuis le milieu du siècle dernier, les travaux sur le cerveau ont été nombreux. L'anatomie et la physiologie ont permis de le connaître un peu mieux. C'est ainsi que les centres de la motricité, de la vision, de l'audition, du langage, etc., sont bien localisés et l'on connaît peu ou prou leur mode de fonctionnement. Mais la formation de la pensée reste mystérieuse et, par voie de conséquence, les maladies mentales, qui sont une régression du psychisme de l'individu, sont elles aussi mal connues.

Et pourtant les observations de maladies mentales, les catalogues ne manquent pas. Mais ce n'est pas pour autant que leur compréhension a beaucoup avancé. Parce qu'il reste tou-

jours à déterminer les causes de l'apparition de ces maladies et de leur évolution.

Il s'agit en fait d'un problème très complexe, qu'on ne peut résoudre en disant qu'il suffit tout simplement de mettre plus de moyens à la disposition des chercheurs. Cette recherche est d'ailleurs limitée par le fait que l'étude expérimentale du comportement humain est limitée à juste titre pour des raisons morales, contrairement à l'expérimentation en physique ou chimie par exemple.

Cette recherche est également limitée par la société dans laquelle nous vivons. D'abord parce que la maladie mentale n'a pas seulement des causes physiologiques, mais aussi des racines sociales dont il faut tenir compte si l'on veut comprendre et, à plus forte raison, soigner. Tout le monde reconnaît que l'homme est fondamentalement un animal social qui ne peut s'épanouir, aller jus-

qu'au bout de ses possibilités qu'en multipliant les échanges affectifs, intellectuels avec le plus grand nombre possible de ses semblables. Mais nous vivons dans une société en contradiction avec ce besoin profond : elle sécrète la solitude et prêche l'individualisme comme clef de la réussite. Mais si les médecins sont conscients de cette contradiction, ils savent bien que la société est responsable de bien des inadaptations et des névroses, ils ne peuvent pas réellement en tenir compte, car pour eux l'ordre social est une donnée de fait immuable. Aussi traiteront-ils chaque cas comme un strict problème individuel.

Notre société met aussi des obstacles culturels à une approche scientifique saine de la maladie mentale. La vieille distinction de l'âme et du corps est loin d'avoir disparu. On a pu voir les animateurs de « Laissez-les-vivre » faire toute une

campagne pour la défense de l'âme immortelle du fœtus. On se souvient aussi du succès de *L'exorciste* aussi bien comme film que comme roman. De telles œuvres révèlent et flattent à la fois le besoin d'explications infantiles, telles que la croyance au démon, l'envie de trouver un refuge, de se soumettre aux « exorcistes » et autres charlatans. Ce sont des désirs qu'éprouvent encore pas mal de gens, impuissants à maîtriser leur existence, à notre époque. Les « médecins de la pensée » se forment dans ce climat, se trouvent confrontés à cette de-

mande, qu'ils le veulent ou non. Certains abandonnent le terrain de la science pour se livrer à des spéculations métaphysiques. D'autres par réaction se réfugient dans la science « pure », l'affirmation que c'est seulement à partir de la physiologie du cerveau que l'on peut trouver des explications, que le reste, le rôle de la société entre autres, c'est de la métaphysique. C'est une autre façon d'être impuissant à comprendre et à guérir.

Dans cette société malade, la psychiatrie a du mal à se constituer en tant que science.

Prochain dossier

## Les jouets



# dossier

l'hôpital  
psychiatrique

## Avant de soigner la folie, la société s'est préservée contre elle

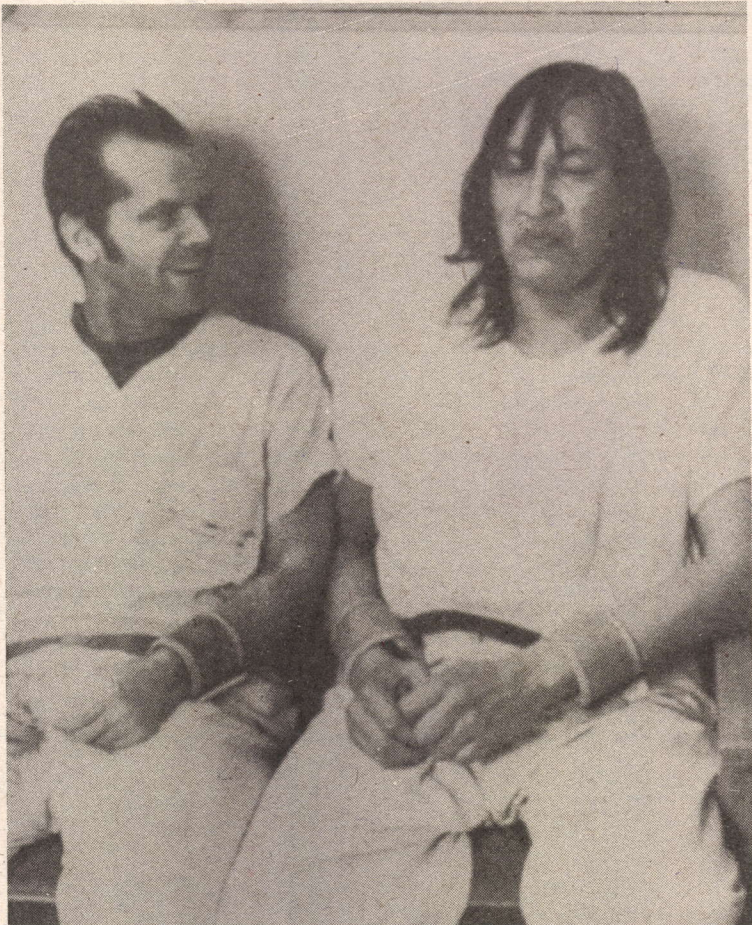
Se protéger, se débarrasser des fous est un réflexe très ancien, mais les solutions ont varié au cours de l'histoire de la société.

Au Moyen Âge, les villes les chassent parfois et les confient à des marchands, à des marins qui les emmènent au loin, dans un lieu de pèlerinage ou tout simplement dans une autre cité, où l'on espère qu'ils seront pris en charge. Les fous voyagent ainsi, sur les routes ou sur les rivières, ce qui a donné naissance, dans la littérature, dans la peinture, au thème symbolique de la « nef des fous ». A cette époque, la folie est considérée comme une manifestation de l'au-delà, qui attire et inquiète. Le traitement réservé aux fous s'en ressent : on les chasse et on les protège à la fois.

Au XVI<sup>e</sup> et au XVII<sup>e</sup> siècle, avec l'avènement de la société bourgeoise, les fous vont être considérés comme des parasites sociaux, au même titre que les vagabonds et les infirmes. On les enferme dans les hôpitaux, à l'époque lieux de relégation qui tiennent plus de la prison et de l'asile que de l'établissement de soins. Là, pour des raisons d'ordre moral, ils doivent travailler, car tous ceux qui perturbent l'ordre public ont le devoir de se racheter. Au XVIII<sup>e</sup> siècle, avec le développement de l'économie, une tendance inverse se dessine. Ces établissements publics reviennent trop cher à la société. On libère les hommes valides, on essaie de rendre à leur famille les infirmes, les tarés. La société n'a pas à se substituer à la famille sur le plan de l'assistance et de la charité.

Mais les fous, eux, posent un problème : dans leur cas, la société ne peut pas se débarrasser de ses responsabilités. Un peu partout, on construit pour eux de nouveaux hôpitaux. Avec la Révolution française va naître l'asile psychiatrique moderne. Un médecin aliéniste, Pinel, entrera dans la légende : il fait déshabiller les fous. L'internement prend alors un but médical, il se propose de soigner, de guérir. C'est avec la loi de 1838 qu'il prendra son statut légal.

Aujourd'hui encore, l'hôpital psychiatrique garde des traces de son histoire. S'il soigne, c'est en plus, mais ce n'est pas son premier but.



Une des scènes du film Vol au-dessus d'un nid de coucou — ou comment l'hôpital psychiatrique brise même un individu sain d'esprit.

# derrière les murs de

Fenêtres grillagées, portes bouclées, que se passe-t-il derrière les « hauts murs de l'asile » ? On y va en visite, on ne crie pas sur les toits qu'un membre de sa famille se trouve à « l'asile ».

C'est un peu comme pour un prisonnier. Et ceux que l'on va visiter bien souvent sont considérés comme perdus.

Comme tout ce qui touche à la santé, les crédits alloués aux hôpitaux psychiatriques sont dérisoires. Infirmiers et personnel manquent. Certains ne tiennent pas le coup ou se découragent devant l'ampleur de la tâche et la perspective de vivre chaque journée au milieu des déséquilibres.

Si, officiellement, on soigne à l'hôpital psychiatrique, en fait, on garde plus qu'autre chose.

Aujourd'hui, la camisole de force n'est plus utilisée. Elle est remplacée en général par la camisole « chimique » : des calmants que l'on donne aux malades. Le procédé est certes moins barbare, mais le résultat

est le même : faire tenir le malade tranquille. Et si certaines précautions comme l'internement et les drogues peuvent paraître justifiées pour les plus agités, l'action de ces drogues qui peuvent avoir parfois un effet positif, qui sont bien sûr un progrès par rapport à l'internement ou à la camisole, ne peut être suffisante pour permettre à quelqu'un de se rééquilibrer.

Le malade enfermé, placé au milieu des autres malades, coupé de toute vie sociale, se trouve dans les pires conditions pour se reprendre en charge. Malgré tous les efforts du personnel soignant, ses contacts humains seront pauvres et souvent impossibles. Le malade n'est plus qu'un assisté. Et un jour, s'il a la chance d'en sortir, pour l'extérieur il sera toujours celui qui vient de « l'asile », « le fou ». On s'en méfiera un peu, comme de celui qui sort de prison.

Cela explique l'échec de l'hôpital psychiatrique, bien plus que notre ignorance médicale du fonctionnement du cerveau.

## DU COTÉ DES MALADES

Pour bien des malades, le premier problème à l'hôpital est la longueur et la monotonie des journées. On se lève souvent tôt à l'asile car, entre le lever et le petit déjeuner des malades, le personnel doit accomplir toute une série de tâches.

Il n'y a plus qu'à attendre les heures des repas, des médicaments, du coucher. Les femmes tricotent, regardent la télévision. Les hommes fument, jouent aux cartes, passent le temps. Dans la cour, on voit souvent ce spectacle désolant d'une vingtaine de personnes assises en groupe ou marchant sans cesse, perdues chacune dans ses rêveries, parfois pendant des heures, sans une parole. Ainsi le travail, même futile ou ingrat, est accueilli avec soulagement par les plus valides.

— Avant de rentrer à l'hôpital, aviez-vous un métier ?

— Oui, j'en ai eu plusieurs. Mais j'ai toujours été obligé d'arrêter à cause de mon « invalidité ».

### Un vrai travail de fou

« Dans la journée, vous travaillez ? »

— Oui, je fabrique des petits camions, des petits camions avec une mitrailleuse. Une mitrailleuse... pour les enfants. Ils achètent ça. Ils sont cinglés les gens. »

### Le travail c'est la santé

« Que faites-vous toute la journée à l'hôpital ? »

— Je commence à 6 heures. J'ai quinze lits de gâteuses à faire. Il faut que ce soit fini pour le petit déjeuner. Après, je fais la vaisselle et le ménage dans le dortoir des gâteuses.

— Ensuite, c'est le repos ?

— Non pas : je vais à la lingerie. Je répare les chemises des gâteuses et je fais des coutures, des reprises, jusqu'à 11 h 30, midi. Je reviens prendre mes comprimés avant de manger. Après la vaisselle, je retourne à la lingerie jusqu'à 5 heures et j'ai fini. »

### Un lever bien matinal

Tout d'abord, il a été surpris par l'hôpital. Au début, il ne vo-

yait presque pas le médecin et on ne lui donnait que des cachets... Ce qui l'a marqué, c'est qu'il fallait que tous les malades se lèvent à 6 heures. Lui, il était venu pour se reposer...

## L'ergothérapie une libération bien limitée

La méthode de l'ergothérapie part du principe qu'il est possible de réadapter le malade grâce au travail.

A l'hôpital, l'ergothérapie consiste à faire participer les malades à des ateliers de vannerie, poterie, ferronnerie, etc. Mais, sous ce mot un peu pompeux, on englobe aussi des travaux d'entretien et même, parfois, un travail industriel effectué dans les mêmes conditions qu'en usine.

Beaucoup de malades n'y voient guère d'utilité et c'est sous la pression qu'ils le font. Parfois l'administration se sert même un peu abusivement de certains malades, qu'elle ne paye pas assez pour les services qu'ils rendent.

Malgré ces aspects négatifs, l'ergothérapie a été souvent un progrès. Bien des malades qui travaillent à l'hôpital ne pourraient pas assurer le même travail en dehors, avec les exigences que réclameraient d'eux les patrons ; l'hôpital constitue pour eux un cadre protecteur. D'autre part, l'ergothérapie a contribué à changer l'ambiance des services en occupant les ma-





## LES INFIRMIÈRES PARLENT DE LEUR MÉTIER

Une lourde charge pèse sur les infirmiers et infirmières à l'hôpital psychiatrique. Plus que dans un hôpital ordinaire, c'est sur eux que va reposer l'essentiel des soins, le médecin ayant une présence distante et parfois symbolique. Leur formation ne les y a guère préparés. Même si elle est moins rudimentaire qu'il y a quelques dizaines d'années, où l'on estimait tout simplement que « les gardiens de fous » n'avaient qu'à se former sur le tas, elle ne peut pas les préparer à la multiplicité des cas qu'ils vont rencontrer.

Les infirmières auraient besoin de conseils, d'aide de la part des médecins, des psychologues, d'échange entre elles et les autres soignants. Elles se heurtent à un système extrêmement hiérarchisé, où la communication est entravée par de multiples formalités administratives, où le plus simple, c'est de ne rien

demander à personne « pour ne pas avoir d'histoires ».

Formation réduite, salaire médiocre, peu d'aide à attendre de l'entourage. Et pourtant, pour réussir dans cette tâche, il faut des qualités exceptionnelles : une infinie patience avec des malades très difficiles, beaucoup de disponibilité pour les comprendre, les aider pas à pas à s'en sortir, beaucoup de ténacité aussi pour vaincre l'indifférence générale, convaincre les autres soignants que le malade peut guérir.

Malgré les difficultés à vaincre, nombreux sont en définitive les infirmiers et infirmières qui s'attellent à la tâche, essaient d'en faire plus que ce qu'on leur demande explicitement et obtiennent finalement des résultats, malgré les conditions difficiles.

### Un cours de psychiatrie d'une dizaine de pages

Depuis 1971, la formation de l'infirmier psychiatrique se fait normalement, comme pour l'infirmier d'Etat, en 28 mois avec quatre heures de cours et quatre heures de stage par jour. Mais cela peut varier selon les hôpitaux.

La majorité des infirmiers qui exercent aujourd'hui n'ont pas eu cette formation. Ils ont suivi pendant deux ans environ des cours en plus de leurs huit heures de travail, obligés d'y assister, y compris pendant leurs jours de repos et de congés. Et quels cours !

« Notre formation d'infirmier était des plus réduites. Je me rappelle, nous a dit l'un d'eux, qu'en tout et pour tout, mon cours de psychiatrie faisait une dizaine de pages ».

Aujourd'hui, la formation des jeunes est mieux faite, heureusement, et ça commence à changer un peu dans les pavillons.

### La ronde des chefs

« Quelle est la hiérarchie dans les services ? »

Une infirmière : D'abord, il y a le patron (le psychiatre) avec son assistant, les internes après, le chef de service puis le chef de pavillon, et enfin les infirmiers et les ASI (agents des services intérieurs).

« Quels sont les rapports avec le psychiatre ? »

— Je n'ai pas de rapports. Il ne fait pas de réunions. On le voit tous les matins une dizaine de minutes dans le service, mais il ne discute pas avec nous, il va voir le surveillant. Il faut dire qu'il a à peine le temps de voir les malades.

— Et avec le surveillant-chef ?

— Lui, il n'est pas au pavillon. Il vaut mieux ne pas en parler : une stagiaire est restée plusieurs mois d'équipe du matin pour boucher les trous, et c'est lui qui choisit.

— Et avec le chef de pavillon ?

— Ça dépend des pavillons. Là où je suis, il y en a un de bien. Mais l'autre, il vaut mieux ne pas en parler. Ils ne participent pas aux soins, ils restent dans leur bureau. On ne les voit pas beaucoup et ils sont assez distants. Ils sont plutôt du côté du surveillant-chef.

Et parfois l'infirmier se venge sur les ASI...

« L'infirmier se croit bien supérieur aux ASI, à tel point d'ailleurs que, dans certains pavillons, les ASI ne peuvent même pas rentrer dans la pièce des infirmiers et boire le café avec eux... »

### Les risques du métier

« Qui trouve-t-on dans les pavillons d'agités ? »

— On y trouve les malades considérés comme violents, envoyés là parce que dans d'autres pavillons ils étaient particulièrement agités et tenus pour responsables de bagarres.

— Qu'est-ce qui différencie le travail dans ces pavillons de celui dans les autres ?

— Ce sont des pavillons très fermés. Tout est d'ailleurs fermé à clef : les portes, les placards à linge, à vaisselle, les salles de bains. On a sans arrêt sur soi un gros trousseau de clefs et le premier travail consiste à surveiller les malades.

— Est-ce que ces malades sont vraiment dangereux ?

— Le temps que j'y suis resté, j'ai reçu une gifle d'une schizophrène à qui je devais faire un traitement. J'ai aussi assisté à quelques bagarres. Mais maintenant les médicaments permettent de calmer n'importe qui.

J'ai constaté que, quand une

malade s'agite, c'est en général parce qu'elle a subi une brimade. En fait, même un individu sain d'esprit aurait tendance à se mettre en colère, enfermé 24 heures sur 24 derrière des barreaux.

— Que faites-vous quand il y a des bagarres ?

— On attache les malades sur leurs lits par les poignets et les chevilles. Il y aussi dans le pavillon une chambre spéciale avec des murs capitonnés, sans meubles, pour enfermer les agités. On ne se sert presque plus de cette chambre, mais cela se voit encore. Et attacher se fait relativement couramment dans ce pavillon, alors que cela a quasiment disparu dans le reste de l'hôpital. Tous les nouveaux infirmiers qui arrivent dans ce pavillon sont très choqués, mais les anciens répondent que ce n'est rien, à côté de ce qu'ils ont vu quand on appelait des infirmiers d'autres pavillons à la rescousse, qui mettaient une correction à la malade agitée.

### « Mon métier je tiens à le faire correctement »

« Il y a bien sûr les médicaments, piqûres... à faire. Mais ce n'est pas ce qui m'intéresse le plus. Je préfère aller discuter avec les malades, de tout ce dont ils ont envie de discuter. Je crois que c'est utile et que ça peut servir à quelque chose.

Tous les infirmiers ne sont pas d'accord. Certains me disent que ça ne changera rien. Moi, je ne sais pas. Mais je leur réponds que, de toute façon, on n'a jamais essayé et qu'on n'en sait rien. De toute façon, même si ce n'est pas mieux, je crois qu'il faut le faire, ça peut soulager le malade. Et parce que notre métier, je tiens à le faire correctement. N'importe qui peut entrer dans un hôpital psychiatrique et tous doivent être soignés correctement. »

### Une longue matinée...

« Ma journée commence à 6 heures, après la lecture des consignes. On fait les bains et on est obligé de commencer tôt car il n'y a qu'une baignoire pour une vingtaine de malades. Ensuite, distribution des comprimés avant le petit déjeuner. Là on fait manger ceux qui ont des difficultés. Puis l'équipe déjeune en vitesse. Ensuite, on prépare les comprimés pour le repas de midi. Puis on essaie d'occuper les malades qui restent dans les pavillons, jusqu'à l'heure du repas « ping-pong, baby-foot, tapisserie, jeux de cartes ou de dames. Mais au cours de la matinée, il y a un grand nombre de tâches à remplir, amener certains malades en consultation dans d'autres services (électro-encéphalogrammes, électrocardiogrammes, dentiste, opticien, etc. ou passer une radio, amener les prélèvements au laboratoire d'analyses, amener aussi du matériel à la stérilisation, etc.). »

### ...et la place manque

« On prépare et on fait les soins dans une salle qui fait office de pharmacie et de salle à manger pour les infirmiers. La salle de bains et les dortoirs se trouvent de part et d'autre du réfectoire des pensionnaires. Ce qui fait que souvent des défilés tout nus et « pleins de merde » traversent le réfectoire pour qu'on les lave, alors que les autres malades sont en train de manger ».

lades. Les malades participent ainsi de façon plus active à la vie de l'hôpital et ils en tirent même un petit pécule, faible, mais qui leur donne malgré tout un début d'autonomie. Les ateliers d'artisanat offrent aussi l'occasion aux malades de réaliser des objets dont ils tirent une certaine fierté. Ces ateliers sont souvent les seuls endroits mixtes de l'hôpital. Ce sont des lieux de rencontre.

L'ergothérapie n'est pas, comme on la présente parfois, un moyen réel de guérir mais, dans l'univers assez vide de l'hôpital, elle occupe les malades et favorise les échanges sociaux.

Il n'y a pas de miracle : le travail à l'hôpital n'est que le reflet de ce qu'il est dans la société capitaliste.

Dans une société où l'on ne travaillerait plus pour le profit de quelques-uns, mais dans l'intérêt de tous, le travail permettrait au malade de retrouver sa place et son utilité dans la collectivité humaine et serait alors un facteur de guérison.



# dossier

l'hôpital  
psychiatrique

# isoler les malades de la

## Les établissements psychiatriques

La loi du 30 juin 1838 prévoit que dans chaque département existe au moins un établissement pouvant recevoir les malades placés par la famille ou le préfet.

Aujourd'hui, ces établissements comportent des services ouverts mais aussi fermés, où les malades n'ont pas le droit de sortir. Ils dépendent soit di-

rectement du ministère, soit du département. Ce sont parfois des quartiers d'hospice ou même des maisons privées liées au département par des conventions.

A côté, existent des cliniques privées non régies par la loi de 1838. Elles ne peuvent recevoir que les malades en placement libre.

## LA LOI, L'ESPRIT...

Autrefois, on ne faisait pas de distinction entre asile et hospice. Ils seront distingués par la loi du 30 juin 1838; c'est un progrès incontestable pour la situation des « fous ».

L'objectif de la loi est la protection des malades par une surveillance médicale, judiciaire et administrative, la protection de la population par l'internement des déséquilibrés. Mais son objectif est aussi de préserver les biens des familles bourgeoises quand l'un de ses mem-

bres « perd la tête ». D'où le placement volontaire avec garanties légales, qui n'est utilisable que par les gens des classes dominantes, en fait.

Actuellement, elle est toujours utilisée ainsi. C'est l'exemple de Pouillon, l'architecte en faillite des années 1960. Sa famille s'est servie de la loi du 30 juin 1838. Il s'en est tiré remarquablement, en s'échappant de la clinique où il était « enfermé ».

## ...LA LETTRE

La loi prévoit deux sortes d'internement :

— Le « **PLACEMENT VOLONTAIRE** », qui dépend non pas de la volonté du malade, mais des gens qui l'entourent. Il se fait sur la demande d'un membre de la famille, avec un certificat médical et l'accord du préfet. La sortie dépend alors du médecin ou de la demande du conjoint, d'un ascendant ou descendant, du préfet ou d'une personne ayant fait appel à la décision des tribunaux, mais jamais du malade.

— Le « **PLACEMENT D'OFFICE** » : c'est le préfet qui le

décide, « si l'état d'aliénation compromet l'ordre public ou la sûreté des personnes ». Dans ce cas, seul le tuteur légal ou le préfet lui-même peuvent autoriser la sortie. Enfin, dans tous les cas, le préfet peut s'opposer à la sortie d'un interné.

A moins d'y entrer de son plein gré et sur sa demande, sans autre intervention, auquel cas le malade pourra sortir de l'hôpital quand il lui plaira, l'interné en hôpital psychiatrique perd ses droits légaux. Un administrateur et le conseil de famille gèrent ses biens.

## La logique du système

La tendance à se préserver des malades mentaux, à les exclure de la vie sociale a un aboutissement logique. Le docteur Gentis, psychiatre, écrit dans Les murs de l'asile :

« De là à exterminer (les malades mentaux), il suffirait sans doute de peu de choses, une conjoncture politique un peu fasciste, quelques hauts fonctionnaires comme vous et moi, mariés, pères de famille, épris d'ordre, de bien public et de rentabilité. On trouverait dans la population une immense complicité. Je jure que, si demain on parlait de liquider en France, par des moyens doux, cinquante à quatre vingt mille malades mentaux et arriérés, des millions de gens trouveraient

ça très bien et l'on parlerait à coup sûr d'une œuvre humanitaire. Il y en a qui seraient décorés pour ça, la légion d'honneur et le reste. J'affirme qu'on trouverait des psychiatres pour dresser la liste des maladies donnant droit à l'euthanasie ».

Malheureusement, ces lignes ont une confirmation historique. Rappelons que 100 000 malades mentaux ont été exterminés de 1939 à 1941 en Allemagne. Le régime nazi le disait crûment : il fallait se débarrasser des bouches inutiles. Et on a effectivement trouvé des psychiatres pour marquer d'une croix rouge ceux qu'il fallait éliminer et d'un trait bleu ceux qui avaient droit au sursis...

## Débats autour des traitements de choc

Pendant des années, avant l'avènement de la chimiothérapie (traitement par des médicaments), les méthodes thérapeutiques les plus utilisées étaient les traitements de choc : ceux-ci sont encore parfois en usage dans les hôpitaux psychiatriques.

### L'AVIS D'UN PSYCHIATRE :

« Que pensez-vous des traitements de choc, cures de Sakel, cures d'apomorphine, électrochocs ? »

Docteur MF : Il faut rappeler que l'électrochoc a été conçu après que des médecins ont observé l'amélioration des signes psychotiques chez des personnes qui avaient en même temps une épilepsie et une psychose. Il se trouve que ces personnes voyaient leurs trou-

bles psychotiques s'améliorer notablement au cours de crises d'épilepsie.

Le but a été de provoquer artificiellement des crises d'épilepsie pour voir s'il y avait des améliorations chez les psychotiques non épileptiques. La méthode consiste à appliquer des électrodes et déclencher une décharge électrique, qui provoque par réaction du cerveau une crise d'épilepsie artificielle.

Je pense que, dans certaines maladies précises, parfaitement repérées, certaines formes de mélancolie, les résultats sont splendides. A usage, j'ai décidé de présenter les choses comme cela aux malades et de leur demander s'ils étaient d'accord ou pas. Quand ils sont d'accord ils reçoivent le traitement d'électrochocs. Quand ils ne sont pas d'accord, je leur donne un trai-

tement chimique qui procure des résultats à peu près similaires, mais que je trouve de moins bonne qualité.

Il existe sans doute toujours des médecins qui décident autoritairement. Ce n'est pas ma façon de faire.

Par ailleurs, depuis que je fais de la psychiatrie, je n'ai jamais utilisé la cure de Sakel et la cure d'apomorphine. »

### ... ET LE POINT DE VUE DES INFIRMIERS

Bien plus que les médecins, c'est le personnel infirmier qui se trouve au contact des malades au cours de ces traitements. Un infirmier et une infirmière, qui travaillent dans un hôpital différent de celui du docteur MF, nous dit ce qu'ils ont vu :

### ● UNE CURE DE DEGOUT

« Avez-vous assisté à d'autres traitements de choc ? »

— J'ai vu des cures d'apomorphine pour les alcooliques. On fait boire le malade et ensuite on lui fait une injection d'apomorphine, ce qui le fait vomir. On le fait toutes les deux heures et il ne mange rien de la journée. Cela dure plusieurs jours. Il reste la journée dans une pièce avec un seau pour vomir. Le soir il dort dans un dortoir.

Là aussi, il y a eu des accidents cardiaques. On en fait très peu maintenant, pratiquement plus dans l'hôpital. Leur inefficacité est assez généralement reconnue. »

### ● l'électro-choc

« Avez-vous assisté à des électrochocs ? »

Une infirmière : Oui, mais il y en a de moins en moins. On met deux électrodes sur les tempes du malade et on fait passer le courant. Cela fait un choc au malade et on espère que cela va l'aider à guérir. En plus, il faut voir dans quelles conditions c'est fait. On fait des prémédications pour préparer l'électrochoc. Elles sont faites à l'heure, mais souvent

le docteur ou l'interne arrive en retard et l'effet des prémédications est passé. Ces prémédications sont des injections pour calmer le malade et prévenir les ennuis cardiaques.

Un malade a même reçu une prémédication un matin, mais le médecin n'est pas venu. Deuxième matin, pareil. Troisième matin, l'électrochoc a été fait avant l'effet des médicaments. Le malade était surexcité, criait, mais l'électrochoc a été fait. »

## PSYCHIATRIE ET RÉPRESSION EN URSS

La psychiatrie est utilisée depuis des dizaines d'années en URSS comme système de répression à grande échelle contre des milliers d'opposants.

Dès qu'un opposant a attiré l'attention de la police, il est signalé aux services médicaux qui le convoquent pour examen. L'expertise dure quelques heu-

res ou... quelques minutes. Tout signe d'opposition est classé comme « délire réformateur ou chicanerie ». Se plaindre des écoutes téléphoniques ou d'être suivi par un flic, cela s'appelle le « délire de persécution ». Une fois déclaré malade mental, le contestataire se retrouve enfermé et subit un traitement qui

peu détruire sa santé, en provoquant des troubles mentaux réels.

Tel est le sort des contestataires connus comme Grigorenko, Boukovski, Glouzman et, il y a peu de temps encore, Pliouchitch, mais aussi de dizaines de savants d'écrivains, d'intellectuels.

Il faut toute l'horreur de l'oppression bureaucratique et la terreur qu'elle exerce sur toute la société pour expliquer que les hôpitaux psychiatriques soient transformés en prison pour opposants, et des psychiatres en gardiens de prison.

Mais la terreur policière n'explique pas seulement qu'il puis-

se se trouver en Union Soviétique des psychiatres qui participent activement à la mise au rencart d'opposants qu'on enferme, sur leurs indications, dans des asiles-prisons.

Pour les psychiatres, dans leur grande majorité, le malade mental, c'est l'inadapté. Et dans



Faire travailler les pensionnaires des asiles



# société ou les guérir



se pratiquait bien avant que l'on parle d'ergothérapie.

## La politique de secteur

● Voir les malades à domicile, former un groupe d'accueil, essayer de comprendre pour les changer les rapports du malade avec sa famille ou son entourage, bien souvent soigner également ces derniers, c'est la prise en charge de tout un milieu que doit réaliser l'équipe soignante en milieu ouvert du secteur.

C'est un pas de fait dans la conception des soins donnés aux malades mentaux, sanctionné par des résultats positifs.

Mais la politique de sectorisation rencontre plusieurs obstacles. Il faut lutter contre la tentation du ministère d'en faire une politique de soins au rabais, qui dispense des frais de l'hospitalisation. De toute façon, on se heurte au manque de moyens, à l'absence de crédits, bien souvent à l'absence de locaux tels que dispensaires, foyers etc., à l'absence de formation d'équipe, celle-ci se réduisant souvent à un ou deux infirmiers visiteurs.

L'obstacle essentiel est d'ailleurs celui de la société elle-même. Car s'il y a des malades, des « familles pathogènes », comme disent les soignants, cela est bien dû à quelque chose. Et ce quelque chose, c'est d'abord « la vie de fou » que nous fait mener cette société.

## Un psychiatre nous explique comment soigner le malade dans son milieu

La « sectorisation » est née d'un groupe de travail au ministère de la Santé, qui a commencé après la guerre. Il comprenait entre autres des psychiatres comme Bonaffe, Mignot, Daumazon. Leur but était de convaincre le ministère que les méthodes de travail asilaires étaient dépassées, qu'il fallait soigner les gens au plus près de leur domicile et de leur lieu de travail. Pour ces médecins, les « agents pathogènes » de la maladie sont dans l'environnement et quand ils y retourneront, ils seront malades. Il faut donc traiter les rapports pathologiques entre le sujet et l'environnement, là où ils se passent : sont inclus la famille,

les voisins, l'employeur, etc. Ceci nécessite le support d'une équipe nombreuse, comprenant assistantes sociales, infirmières, éducateurs et médecins.

### UNE APPLICATION TARDIVE ET PARTIELLE

Les premiers textes ne sont parus au Journal Officiel qu'en 1969-1970. Commencés d'être appliqués dans la région parisienne, ils prévoient le découpage du territoire national en secteurs géographiques. A chaque secteur est attribuée une infra-structure (service hospitalier, d'asile et, quand cela existe, un dispensaire, un foyer, un hôpital de jour) et le personnel soignant.

La réforme se heurte au manque de crédits : il n'y a eu aucune élaboration budgétaire nouvelle.

### ...FAUTE DE MOYENS

Ce sont d'autres sources de financement qui ont permis la mise en place des premières expériences, d'une part grâce à des fonds votés par le Conseil

général à titre de prévention et d'autre part à la possibilité de signer des conventions entre la préfecture (Direction départementale de l'action sanitaire et sociale) et l'hôpital. Là où elles ont été signées, c'est sous la pression de médecins comme Bonaffe ou Demay, mais elles sont rarissimes.

Pour ces raisons, le secteur d'hygiène mentale et ses méthodes modernes ne se sont développés que dans quelques endroits, sur l'initiative de médecins dynamiques, à Paris. En province, les méthodes ont eu au moins dix ans de retard.

## Deux infirmières, une 2 CV et 40 heures

« Combien de malades sont réellement soignés chez eux ?

— Encore très peu. Nous disposons d'une 2 CV pour le secteur, prise en charge par la Direction départementale d'action sanitaire et sociale, depuis cette année. Elle marche toute la journée pour aller voir les malades.

— Combien de fois par semaine voyez-vous un malade ?

— Nous n'avons pas les

moyens d'aller chez eux une fois par semaine. Mais en théorie cela peut aller de une ou deux fois par semaine à une fois tous les mois ou tous les deux mois.

Ce que nous faisons est infime par rapport à ce qui devrait être, et nous n'aurons pas la possibilité de faire mieux en 1977, parce que le budget départemental de la Direction départementale d'action sanitaire

et sociale n'a pas prévu l'augmentation du temps infirmier pour le secteur. En effet c'est très codifié. Nous ne pouvons disposer pour la sectorisation que de 40 heures de temps infirmier par secteur et par service.

Avec 40 heures, que voulez-vous que nous fassions, quand il faut faire deux heures de voiture pour aller voir certains malades ? »

## Roger Gentis : un psychiatre face à son travail

« Que pensez-vous de la sectorisation ?

— J'ai une opinion très nuancée. La plupart des gens de gauche sont contre parce qu'ils pensent que ce ça correspond à un contrôle social accru. Mais attention, sans la sectorisation, on ne peut pas sortir de l'hôpital. Il est important que des équipes puissent aller dans les quartiers ou les villages, pour se faire une idée sur le contexte social dans lequel vivent les gens. C'est dans le milieu de vie que l'on peut se rendre compte où sont les causes de la maladie et c'est à partir de ce milieu que l'on peut trouver des solutions. Ainsi, il y a l'exemple des problèmes que pose l'évolution des communes rurales. Dans les campagnes, l'isolement est de plus en plus grand. A cause de la mécanisation, il y a de moins en moins d'ouvriers agricoles et les paysans sont toute la journée tout seuls sur leur tracteur. En plus, ils ont des problèmes financiers. Des propriétés considérées comme moyennes ne sont plus rentables. Dans ces familles-là, le devoir et le but du fils, c'est de prendre la succession du père et de faire fructifier la propriété. Les échecs dans ce domaine sont moralement très vivement ressentis.

Et puis, il y a le problème des femmes. A part le riche fermier du coin, beaucoup ont du mal à se marier. Dans ce milieu on trouve surtout des dépressions, des mélancolies et des délires de persécution. Il y a beaucoup de suicides et des suicides réussis. En ville, les gens prennent des médicaments. Par contre, à la campagne, ils se pend et ils n'en réchappent pas.

— Quelles possibilités d'intervention avez-vous ?

— La sectorisation permet de sortir les gens de leur isolement. Il y a des malades qui tiennent le coup parce qu'ils voient un infirmier deux fois par semaine. Cela leur donne enfin quelqu'un à qui parler. On a fait aussi des groupes hebdomadaires. Cela consiste à réunir une fois par semaine les malades d'un secteur. On joue le rôle d'animateur social. Mais c'est un peu comme une bé-

quille, cela ne résout pas les problèmes.

— Est-ce que tous les malades pourraient sortir de l'hôpital ?

— On a une trentaine de milliers de malades qui pourraient sortir, mais qui ne peuvent pas sortir dans un milieu naturel parce qu'ils n'ont pas de famille qui puisse les recevoir. Ces malades-là pourraient aller dans ces communautés thérapeutiques ou faire l'objet de placements familiaux. Tout cela existe de manière embryonnaire, mais il faut le développer.

— Sous quelle forme existent ces placements familiaux ?

— Ces placements familiaux font l'objet d'une réglementation administrative qui date de 1963. Les familles sont agréées par la Direction départementale d'action sanitaire et sociale pour recevoir au maximum trois malades, sous certaines conditions. Par exemple, le malade doit avoir une chambre seule. Ces familles ont une indemnité journalière. Il existe aussi des colonies familiales créées au XIX<sup>e</sup> siècle pour évacuer le trop-plein des hôpitaux parisiens. Il y en a trois en France. Ce sont des espèces d'hôpitaux étalés. Les gens, au lieu d'être infirmiers, sont famille, mais ils reçoivent une formation. Dans le village et dans les alentours, presque toutes les familles reçoivent un malade. Le véritable placement familial s'est créé il y a une quinzaine d'années. Ce sont surtout des familles paysannes en difficulté qui reçoivent des malades. Elles ont trouvé ce moyen-là pour survivre. On trouve le meilleur et le pire. Il y a des familles qui s'attachent au malade, mais il y en a d'autres qui l'exploitent.

Ce n'est pas comme cela que je conçois le placement, quoique cela puisse avoir un aspect positif. Je vois les choses comme un accueil militant. Il faudrait que les gens reçoivent les malades avec la ferme intention de faire quelque chose, sans préjugés, avec un œil neuf. Il y aurait des échecs, mais aussi des réussites. Et à partir de cela, il pourrait se créer tout un mouvement d'idées.



# dossier

l'hôpital  
psychiatrique

# mettre fin à un monde fou

## L'ANTI-PSYCHIATRIE

Depuis le début des années 1970, se développe un petit courant qui dénonce le rôle de la psychiatrie et le racisme à l'égard des malades mentaux, racisme qui s'exprime dans l'idée souvent reprise que « les malades mentaux sont par définition inquiétants et capables de tout ».

Par l'intermédiaire de journaux tels que *Psychiatisés en lutte* du Groupe Information Asile, ou *AERLIP*, qui se veut le journal des travailleurs de la santé mentale en lutte, ce courant se bat pour la reconnaissance des malades mentaux comme êtres humains à part entière. Il faut leur redonner les droits élémentaires que la société leur a enlevés, droits revendiqués dans la *Charte des Internés*, publiée au début de l'année 1976. Et si l'on ne peut être d'accord avec tous les points de la *Charte*, on ne peut qu'être solidaire avec le fait qu'elle exprime une opposition au mépris habituel à l'égard des malades mentaux.

### GAUCHISME ET ANTIPSYCHIATRIE

Oui, il faut protester contre les traitements qui, bien souvent, abrutissent le malade sans le soigner le moins du monde. Oui, il faut protester contre toutes les brimades qui sont fréquentes dans les hôpitaux psychiatriques.

Mais dire de la psychiatrie qu'elle est une institution médico-policière dont la bourgeoisie a besoin pour sauvegarder sa domination, affirmer, comme le font les antipsychiatres, « qu'être malade mental, c'est être révolutionnaire », c'est poser le problème à l'envers.

Car ceux qui ont affaire aux psychiatres sont justement des gens qui, pour des raisons diverses (en dehors des cas de maladies organiques héréditaires, congénitales ou acquises), ont été le moins capables de résister à toutes les contraintes exercées sur tous les individus par la société. Ceux qui ont recours à la psychiatrie, ce sont ceux qui ont « craqué ».

Mais il ne faut pas perdre de vue pour autant que les mala-

des mentaux sont des malades. Et il n'est pas sérieux d'écrire dans *Psychiatisés en lutte* : « Dingues, barjots, fous furieux de vivre, de tous pays, même combat » et « Psychiatisés en lutte de tous pays, unissez-vous ».

Car ce ne sont pas les plus fragiles des hommes qui sont les plus capables de remettre en cause la société. Et parce que ce sont des malades, ils ont droit aux soins médicaux ou autres les plus efficaces. Alors, il n'est pas sérieux de protester, comme le font les élèves-infirmiers psychiatriques qui militent dans *AERLIP*, contre l'importance prise par le programme médical au cours de leurs études ou encore contre la sélection qu'entraîne le niveau général de recrutement. S'il y a bien des choses à revendiquer pour donner une meilleure formation aux soignants, en particulier une formation plus humaine, cela doit aller de pair avec une formation scientifique. Sinon, c'est être irresponsable vis-à-vis de ceux que l'on prétend défendre.

## L'anti-psychiatrie en France, un combat utile mais limité

Le courant antipsychiatrique naît à Londres en 1962. Au départ, rien d'original ne le caractérise. Cooper, un des fondateurs, veut par exemple changer « l'atmosphère » du service psychiatrique dont il a la charge : par des réunions, des discussions entre médecins et infirmiers, entre personnel soignant et malades, par exemple. Ce que la psychiatrie institutionnelle prône également. Mais ils vont plus loin.

Parallèlement à ce cri de révolte contre les conditions de soins en psychiatrie, l'antipsychiatrie propose une analyse de la maladie mentale à partir de la philosophie de l'existence de Sartre et des sciences humaines. Le malade mental, ce n'est pas l'individu, c'est la société qui en est la cause et c'est elle qui « étiquète » fous ceux qui ne s'adaptent pas. La conduite du schizophrène, par exemple, s'explique par les relations interpersonnelles qu'il noue avec la société et d'abord avec sa famille. La conduite normale et celle réputée folle s'expliquant par ces relations, il n'y aura plus de différence de nature entre le malade mental et l'homme normal.

Ainsi Cooper et Laing, deux des antipsychiatres les plus



Ce dessin, paru dans *Psychiatisés en lutte*, illustre bien ce que le poids des habitudes acquises risque de faire des meilleures intentions du monde. Tant qu'existera l'absurde hiérarchie de l'hôpital, internes et surveillants-chefs peuvent bien se réunir avec les malades, la relation « soignant-soigné » restera ce qu'elle est...

connus, vont-ils passer de l'indignation contre le système pénitentiaire des asiles à la contestation radicale : d'où le nom de ce mouvement. Au pavillon 21, Cooper s'interdit toute intervention, tous soins : il se contente de vivre au milieu de ceux qu'il a choisis d'aider. Bientôt rejetés par les institutions officielles, ils fonderont alors leurs propres « lieux d'accueil », où les malades pourront librement « exprimer leur délire », comme disent les partisans de

l'antipsychiatrie.

A partir de 1970 ce courant, par ses méthodes libertaires et par sa théorie généreuse mais vague, connaîtra en France un grand succès. Après Mai 68, un certain nombre de gens qui se situent en marge s'emparent de ces théories. Il y trouvent la justification « scientifique » de leurs expériences, l'exaltation et le culte de l'originalité à travers la drogue, la religion et toutes les formes de l'individualisme.

## Dans la société de demain

La société socialiste n'apportera pas des solutions miracles au problème de la folie, mais elle tendra d'abord à diminuer considérablement le nombre des malades mentaux parce qu'elle s'attaquera aux véritables causes de la maladie.

Il sera possible d'empêcher dans une grosse proportion la venue au monde d'enfants anormaux, parce que la grossesse et la naissance prendront, comme toutes les choses de la vie, une tout autre importance. Ces événements seront entourés d'infiniment plus de soins et d'attention qu'à présent.

On évitera ainsi des accidents qui surviennent plus fréquemment quand la femme est obligée de travailler durement et quand elle se trouve dans de mauvaises conditions matérielles et morales.

L'enfant ne sera pas élevé uniquement par la famille mais dans un milieu social plus riche, capable de contrôler et de faciliter le bon développement intellectuel. Les conflits, cause de nombreux troubles affectifs, prendront moins facilement une tournure dramatique.

D'autres facteurs qui sont à l'origine des troubles mentaux disparaîtront. Ce sera le cas, par exemple, pour la misère, le chômage, la violence. Les hommes mèneront une vie suffisamment passionnante pour ne pas avoir envie de se droguer. Et surtout, ils ne seront plus seuls. La société capitaliste appauvrit les rapports entre les gens pour n'en faire que des rapports d'argent. Qui n'a pas ressenti le mur qui le sépare de l'autre ? Cet autre, perçu comme un objet avec lequel on n'entre en relation que dans la mesure où il vous apportera plaisir ou profit. Le socialisme, en libérant et multipliant les relations humaines, permettra un épanouissement sans précédent de l'individu.

Et même si la maladie mentale ne disparaît pas complètement, elle pren-

dra une autre forme. Le délire d'un malade, même celui dont la lésion est connue, a le contenu que lui dicte la société, avec ses préjugés et ses angoisses. L'hypocrisie, les tabous sexuels, le fait que la femme soit considérée comme un objet et comme inférieure favorisent largement les obsessions et les perversions sexuelles. La schizophrénie n'est que le reflet du monde déshumanisé où nous vivons. Les délires de persécution n'expriment que les agressions auxquelles nous sommes en butte tous les jours. Dans un monde débarrassé de ces tares, la maladie aura une autre expression. Laquelle ? Il est bien difficile de le dire. Mais on peut affirmer que les malades ne seront pas rejetés, mais pris en charge par la population.

Tout sera mis en œuvre pour qu'ils participent à la vie sociale autant que leur état le permet.

Actuellement, l'hôpital psychiatrique est un lieu où l'on enferme tous ceux dont on veut se débarrasser. On y met ceux que l'on juge dangereux, mais encore, en plus grand nombre, ceux que la société de profit ne considère pas comme rentables : les vieux, les débiles... Dans la société socialiste, on sera peut-être obligé de mettre un petit nombre de malades dans des institutions spécialisées, mais ce sera uniquement pour les soigner. Ces instituts spécialisés n'auront rien à voir avec les hôpitaux psychiatriques. Non pas que les hôpitaux psychiatriques actuels soient bien pires que la société, mais ils en sont le reflet. Pas plus qu'il n'y a de liberté dans la société, il n'y en a à l'hôpital. De même que l'on bafoue la personne humaine en dehors, de même on la bafoue à l'intérieur des murs de l'hôpital.

Dans une société socialiste, au contraire, ces établissements auront pour but de rendre aux malades toute l'humanité à laquelle ils peuvent accéder, toute la liberté à laquelle ils peuvent atteindre.

### Extrait du manifeste de l'AERLIP (août 76)

« L'AERLIP se veut être un instrument de lutte pour la destruction de l'appareil médico-policière qu'est la psychiatrie.

Face, d'une part, à la crise de la domination politique et de ses valeurs morales, d'autre

part, face à l'apparition d'une alternative révolutionnaire au sein des masses, la bourgeoisie veut faire de cet appareil une composante essentielle du contrôle social sur les travailleurs, un moyen de renforcer la domination de l'Etat bourgeois ».



# Les mouvements dans les chantiers navals :

## ● A Saint-Nazaire

### Reculade des syndicats

● Après avoir reculé une première fois le lundi 13 décembre en décidant d'abandonner l'occupation du pétrolier, les trois syndicats ont fini par céder aux exigences du patron en arrêtant jeudi l'occupation des Chantiers de l'Atlantique.

En fait, tout au long de la semaine, ils avaient tout fait pour préparer les travailleurs à cette décision. Ils n'avaient rien proposé pour amplifier l'occupation, en dépit des interventions en ce sens d'un certain nombre de travailleurs au cours de la seule assemblée générale qui a eu lieu en onze jours d'action. En fait, les travailleurs venaient de moins en moins nombreux aux meetings.

Cette décision, les syndicats n'ont pas osé l'annoncer dans un meeting ou en assemblée. Ils l'ont annoncée à la sauvette, devant la cinquantaine de travailleurs qui assureraient encore un piquet à l'entrée de la grille à la fin d'une après-midi où rien n'avait été proposé. La consternation était grande autour du feu qui avait réchauffé les camarades du piquet pendant les sept jours d'occupation. Les autres travailleurs auront appris la nouvelle en même temps que l'annonce de l'ouverture des Chantiers le soir à la télévision régionale.

Ainsi, les trois syndicats redonnent l'initiative à la direction qui, généreusement, a octroyé la levée du lock-out, tout en laissant planer la perspective d'un nouveau lock-out si les travailleurs reprennent l'action. Ce chassé-croisé est classique. Il permet à la direction, mais aussi aux directions syndicales qui acceptent d'entrer dans son jeu, d'escamoter les vrais problèmes, c'est-à-dire les revendications. Car personne ne s'y trompe. Ce qui est en question à Saint-Nazaire, comme ailleurs, c'est la mise en œuvre du plan Barre, c'est-à-dire la mise en place du carcan qui vise à réduire le niveau de vie de l'ensemble des travailleurs.

Les travailleurs ont la force de faire échec à ce plan. Cette force, elle s'est manifestée à Saint-Nazaire la semaine dernière, lorsqu'il s'est agi de faire reculer la direction et le gouvernement qui menaçaient de faire envoyer la police. Mais ce recul, s'il est significatif de la crainte du gouvernement, aurait dû être un encouragement à la lutte. Ce ne fut pas le cas.

Et pourtant, cette lutte, les travailleurs ne pourront la différer indéfiniment face à ce gouvernement qui met en place les jalons de son plan anti-ouvrier.

## ● A La Ciotat

### L'arrêt de l'action

● Aux Chantiers Navals de la Ciotat, la CGT revendique que la direction paie les frais de la nouvelle grille des salaires. En effet, les augmentations qui doivent résulter de cette grille sont prises sur des primes qui existent déjà et qui sont simplement intégrées dans le salaire.

La CGT a tout d'abord proposé, puis organisé une baisse de la production, largement suivie. Au début, 3 000 ouvriers sont venus aux assemblées générales. Le vendredi 19 novembre, 3 000 ouvriers manifestent dans la ville. Durant toute la semaine qui suit, il y a des débrayages tournants et une baisse de production. Le mardi 30 novembre, la direction doit recevoir les syndicats, ce que finalement elle ne fait pas. Durant la première semaine de décembre, plusieurs milliers d'ouvriers reçoivent des lettres d'avertissement en raison de la baisse de leur production. Mais celle-ci devient petit à petit moins effective.

A l'assemblée générale du vendredi 3 décembre, la CGT présente comme un acquis une augmentation de 3,3 % assortie de 9 heures de gratification et du contrôle des essais par les syndicats. Le délégué se livre à des calculs très compliqués qui ont d'ailleurs fait l'objet des tracts distribués et d'où il ressort qu'il n'y a plus à se battre que pour obtenir les 2 % d'augmentation qui manquent pour financer la grille. Il explique que les lettres d'avertissement n'ont pas d'importance. Les cadres eux-mêmes en ont reçu et du coup, certains d'entre eux appuient le mouvement.

Plusieurs ouvriers prennent successivement la parole. Le premier pour expliquer qu'il ne comprend rien à tous ces chiffres et qu'il faut se battre pour 300 F pour tous. Un autre s'en prend aux syndicats. Quand le délégué s'adresse à la foule pour dire : « Tout le monde sait bien pourquoi l'on se bat, n'est-ce pas ? », un grand silence lui répond.

Lundi 6 décembre, la CGT appelle à une assemblée générale par un tract où elle propose d'arrêter le mouvement à cause, dit-elle, du plan Barre et d'un tract FO distribué le samedi en ville. C'est la même proposition et la même explication que le délégué fait à l'assemblée générale en ajoutant rapidement que les 3,3 % et les 9 heures de gratifications ne sont finalement pas données, qu'une bataille est perdue mais pas la guerre et qu'il faut donc arrêter là le mouvement. Quelqu'un réclame un vote qui donne une majorité écrasante et déterminée pour la poursuite du mouvement. Un ouvrier veut prendre la parole, mais les micros sont prestement débranchés. Les délégués s'en vont : c'est ainsi que le mouvement est arrêté contre la volonté exprimée des travailleurs et sans que rien n'ait été obtenu.

Depuis, il ne se passe plus rien.



## UN OUVRIER DES CHANTIERES RACONTE

« Pendant une semaine, depuis le 9 décembre, le bateau a été occupé toutes les nuits, et à partir de jeudi toute la journée. Peux-tu me dire comment ça s'est passé ? »

« Lundi soir, nous étions 200 environ à occuper les fauteuils et les moquettes des salons des officiers. Tout le monde était persuadé que le pétrolier ne partirait pas le lendemain. Nous étions contents de nous retrouver en dehors de l'atelier, de faire ensemble autre chose que travailler. (...) »

Mardi soir, nous nous sommes retrouvés sur le bateau, forts de notre succès (le bateau n'a pas pu partir). Il y avait de l'animation, des chants, de la guitare, etc. Chacun y est allé de sa chanson. L'Internationale reprise par tout le monde faisait chaud au cœur.

Mercredi, nous sommes restés à terre dans le réfectoire de l'atelier. Le patron menaçait de lockouter le lendemain si le bateau restait occupé, et les syndicats l'ont fait évacuer.

Mais dès le lendemain comme la direction voulait faire sortir le pétrolier, nous sommes remontés à bord. Les syndicats ont appelé tout le monde à l'occuper. Nous nous sommes retrouvés à 1.000, 1.500, à rester cette nuit sur le bateau. Certains, craignant l'intervention des flics, étaient revenus de plus de cinquante kilomètres.

Vu la mobilisation, le patron n'a pas insisté. Dès 9 heures du soir, il faisait arrêter les machines. L'équipage du bateau redescendait à la coupée. Et à 5 heures du matin, c'est à environ 4.000 que nous nous sommes retrouvés pour saluer la présence du bateau.

C'est samedi soir que la direction a voulu tester à nouveau notre mobilisation. A 18 heures, le tribunal des référés rend un jugement d'expulsion applicable immédiatement.

L'huissier est venu constater, et l'évacuation par la police est prévue. Dès l'annonce de la nouvelle à la radio puis aux actualités régionales, tout le monde converge vers les

Chantiers. Les voitures sont des syndicats sillonnent Saint-Nazaire et les environs, appelant la population et les travailleurs à venir empêcher l'expulsion. Le terre-plein devant les Chantiers était noir de monde. Nous étions environ 3.000 à attendre les CRS, bien décidés à empêcher l'expulsion. A 21 h 15, le sous-préfet faisait passer par la radio une rectification en disant qu'il n'était pas question d'employer les forces de l'ordre.

A partir de là, jusqu'à lundi matin, nous nous sommes installés toutes les nuits à bord. Nous avions nos cabines, nos petites habitudes pour nous protéger du froid.

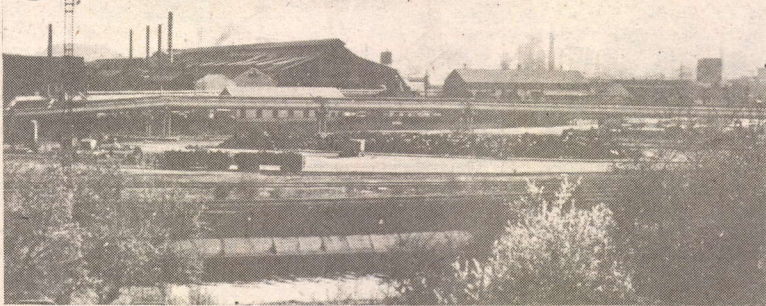
Depuis les syndicats ont décidé, « pour acculer la direction à lever le lockout », de ne plus occuper le bateau et de passer la nuit au pied de la coupée et dans certains ateliers.

Et maintenant, il n'y a plus rien.

Plus rien, et nous n'avons rien gagné. »



## La direction joue la démoralisation



Depuis l'annonce par le **Républicain Lorrain** du 14 novembre, de 20.000 suppressions d'emplois dans la sidérurgie, Sacilor n'a toujours pas daigné donner de précisions à son personnel.

Alors que tous s'attendaient à être informés, lors d'une réunion extraordinaire du Comité central d'entreprise qui s'est réuni le jeudi 9 décembre (en particulier les travailleurs âgés de 59 ans, directement concernés, puisqu'ils doivent être mis en préretraite), la direction s'est contentée d'annoncer la reconduction des mesures de chômage partiel pour le premier trimestre 1977.

En ce qui concerne les licenciements, elle s'est bien gardée de démentir les informations alarmistes du **Républicain Lorrain**. Elle a simplement précisé que la plupart des suppressions d'emplois se feraient « par d'autres voies que celle du licenciement classique », façon comme une autre de reconnaître qu'il y aura des licenciements.

Non seulement elle se prépare à jeter à la rue des milliers d'ouvriers, mais elle ne prend même pas la peine de donner des in-

formations précises, montrant bien par-là que, pour elle, les travailleurs ne sont que des pions dans son plan de restructuration.

Le but de tout cela est d'entretenir un climat d'incertitude et de démoralisation. On le voit à l'aciérie de Grandrange qui, depuis plus d'une semaine, ne tourne qu'à un seul four. Tous les travailleurs, à tour de rôle, sont envoyés au balayage. Mais, pour accomplir cette tâche qui d'habitude est menée par des entreprises extérieures bien équipées, ils doivent se contenter d'un balai qui ne fait que déplacer la poussière d'un étage à l'autre. La direction espère ainsi décourager certains, les amener à prendre leur compte.

Mais il n'est pas dit que cela marche si facilement. L'idée de la création d'une cinquième équipe — qui permettrait à elle seule de dégager 10.000 emplois et de ramener l'horaire des travailleurs postés à 33 h 36 — commence à faire son chemin, même si pour l'instant les travailleurs ne sont pas encore prêts à se battre pour l'imposer.

Correspondant local.

## TOLERIES DE GRENOBLE :

### Une réaction payante

Aux Tôleries de Grenoble (Isère), fabrique de chauffe-eau électrique où sont employées 400 personnes, le mercredi 24 novembre la direction annonçait le licenciement d'un jeune camarade, suivi d'un deuxième licenciement le jeudi. Le motif invoqué était le même pour les deux : absences injustifiées et retards.

Dès le vendredi, à l'appel de la CGT, environ 200 travailleurs dé-

brayaient pendant l'entrevue à laquelle participaient nos deux camarades, les délégués et la direction. Environ vingt minutes plus tard, les licenciements étaient annulés. Le débrayage s'est terminé sous des hourras de victoire et nous avons regagné les ateliers tous ensemble.

Une réaction qui a payé.

Correspondant LO.

## CII ALCATEL :

### Licenciements

Nous avons reçu, au nom des sections syndicales CGT, CFDT de la CIT Alcatel centre de Villars-les-Bains, une motion de protestation contre 65 licenciements. Lutte Ouvrière s'associe à cette protestation.

Non seulement les patrons considèrent les travailleurs comme des pions, mais par-dessus le marché, quand ils n'acceptent pas, ils les mettent sur le pavé.

« La CIT Alcatel a décidé le transfert d'une partie de son personnel du centre de Nozay (91)

à Trappes (78), soit 400 personnes.

Après de multiples pressions et de nombreux chantages sur le personnel, la CIT décide de licencier les 65 personnes qui s'opposent encore à leur transfert. Refusant toute discussion, la direction affiche le plus grand mépris envers ses salariés et leurs représentants. Pour la CIT Alcatel, un travailleur est un pion que l'on déplace selon la seule règle du profit maximum. »

Sections syndicales CGT-CFDT

## CHANTIERS DE FRANCE - DUNKERQUE :

### Un travailleur est mort

Aux Chantiers de constructions navales de France-Dunkerque, un travailleur de 40 ans est mort à la suite d'un accident du travail survenu le lundi 6 décembre.

Ce travailleur était en train d'empiler des plaques de tôle de 28 cm de large sur 15 m de long apportées par une grue, lorsque la pile haute de 1 m 50 s'effondra. Averti par

un collègue qui l'aidait, il se recula. Mais des tuyaux traînant derrière lui le firent tomber et c'est toute la pile qu'il reçut sur la jambe. Il fut emmené à l'hôpital de Dunkerque avec une fracture ouverte. Il devait être amputé une première fois, puis réopéré le lendemain. Mais il n'a pas survécu à l'opération...

Correspondant local.

## CHÈQUES POSTAUX (Paris-Favorites)

### Les employées refusent d'être des pions

Tout un service du centre des Chèques postaux de la rue des Favorites, les Terminaux (TO), soit 150 personnes, a débrayé mardi 7 décembre et est allé en cortège voir la direction.

En effet, depuis des mois, les conditions de travail se sont dégradées aux TO : une partie du personnel est constamment déplacée d'un service à un autre, servant de bouche-trous pour pallier le manque d'effectifs et le retard. Cette fois-ci, le chef de service a eu la mauvaise idée de nous faire faire le travail de vérification effectué normalement par un autre service, ce qui entraînait bien entendu un surcroît de travail. Il faut dire qu'il s'agissait des « gros comptes » de l'Etat (impôts en particulier), qui passent en priorité.

En tout cas cette fois, aux TO, nous en avons eu assez. Nous avons refusé et sommes allées toutes ensemble demander des comptes au chef de centre.

Bien forcé de nous recevoir toutes, ce monsieur n'a rien voulu savoir : « Exécution, et après on discute ».

Nous avons donc décidé d'aller voir la direction des Chèques. Le chef de centre s'est alors affolé, courant dans tous les sens, nous menaçant : « Mesdames, il n'y a pas de préavis de grève. Vous savez ce que vous risquez. Prenez vos responsabilités ».

## EGF :

### Un rackett officialisé

Si vous avez quitté votre logement au 1<sup>er</sup> janvier 1976, vous devez le signaler à l'EDF. L'EDF vous envoie alors un de ses agents qui vient relever vos compteurs, vous demande votre future adresse afin que la facture vous parvienne. Et voilà que plusieurs mois passent et toujours pas de facture d'EDF. Vous vous dites qu'on vous a oublié. Il n'en est rien. La facture vous parviendra peut-être avec un an de retard, mais elle vous sera envoyée, et « salée » bien souvent.

Qu'en est-il exactement ?

C'est que votre résiliation de contrat a attendu des mois pour passer à l'ordinateur et que les consommations qui devraient être



C'est ce que nous avons fait. Nous sommes donc allées en cortège au centre Montparnasse, où se trouve la direction de l'ensemble des Chèques. Finalement, elle n'a pas insisté pour nous faire faire le travail que nous avions refusé. Elle a bien tenté de « refiler » au personnel des TO de Montparnasse le travail des grévistes, mais ce personnel, mis au courant, n'a pas accepté. La direction a promis de ne plus déplacer à gauche et à droite, sauf

« à titre exceptionnel », et pour ce faire, elle grossira le service dit « de réserve ». « Réserve » qui actuellement sert à cela précisément, mais au détriment des autres services, en déshabillant Pierre, pour habiller Paul.

Correspondant LO

### Des économies de bouts de chandelle

Le congélateur qui contient le plasma congelé est situé au sous-sol : ce qui est très pratique, surtout la nuit ! Si pendant celle-ci un service de l'hôpital demande du plasma, il faut aller le chercher au sous-sol. Mais c'est toute une expédition ! Il faut y aller à deux car la direction, par mesure d'économie, a fait mettre au sous-sol une minuterie très rapide : il faut appuyer constamment sur l'interrupteur. Une personne seule ne peut donc pas à la fois appuyer sur le bouton, tenir le congélateur ouvert et chercher le produit en question.

Il existe pourtant des solutions : en dehors de celle d'augmenter le temps de minuterie, qui mettrait le budget du CRTS en déséquilibre, nous pourrions par exemple apporter des chandelles. Le ridicule ne tuera pas cette fois encore la direction.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière du Centre régional de transfusion sanguine (Toulouse).

C'est là un véritable rackett !



# Alice Saunier-Seïté

qui sont-ils?

Secrétaire d'Etat aux Universités depuis janvier 1976, Alice Saunier-Seïté s'est rapidement créée une réputation de femme de tête — si ce n'est de fine politicienne — par ses sorties fracassantes, ses innombrables gaffes... et sa grossièreté.

Celle que **Paris Match** appelait la « tsarine des potaches » a eu une carrière essentiellement universitaire.

Hormis une discrète adhésion au Nouveau Contrat Social d'Edgard Faure, Alice Saunier-Seïté s'est tenue à l'écart de la politique jusqu'à sa nomination au secrétariat d'Etat. Aujourd'hui, elle ne fait partie d'aucune famille de la majorité présidentielle : elle est de ces ministres « techniciens » promus par Giscard et dont Barre est le prototype.

Mais elle s'est illustrée dans la carrière universitaire. C'est la première femme nommée présidente d'université, en 1969, à Brest. C'est également la première femme recteur d'académie, en 1973, à Reims. avant de devenir la première femme secrétaire d'Etat aux Universités.

En mai 1968, alors qu'elle est encore professeur au Collège littéraire universitaire de Brest, elle sait « se montrer » avec ses étudiants. Elle adhère même au SNESUP, syndicat d'enseignants marqué à gauche.

Mais ces temps-là sont vite révolus. Rapidement, Saunier-Seïté se forge une image d'adjudant-chef. Et pas seulement au sens figuré du terme : elle inaugure son entrée au rectorat de Reims en demandant au général de la subdivision de lui envoyer un char pour enrayer l'agitation étudiante... C'était, paraît-il, un canular...

Toujours est-il que la bouillante Alice Saunier est rapidement appelée à un destin national. Elle hérite du secrétariat d'Etat aux Universités mais, en même temps, d'une réforme — préparée par son prédécesseur, Soissons — qui suscite un profond mécontentement, tant parmi les enseignants que parmi les étudiants. L'agitation se développe dans les universités au printemps 1976. Elles entrent en grève les unes après les autres. C'est la paralysie totale.

Pour la nouvelle secrétaire d'Etat, pas question de négocier. Elle ne comprend pas, déclare-t-elle, que la presse s'intéresse tant aux étudiants. « à ces privilégiés qui ont tout ce qu'il leur faut, qui ne font pas grand-chose et coûtent si cher au pays ». Le mouvement ne serait provoqué, à l'en croire, que par

5 % des étudiants. Et elle menace : « Si les enseignements normaux ne peuvent être donnés, les diplômes nationaux ne seront pas décernés en fin d'année ».

Cette attitude arrogante, ce mépris affiché envers les étudiants ne désarment pas le mouvement, au contraire. Et ce sont les présidents d'université eux-mêmes — que Saunier-Seïté se targue pourtant d'avoir « dans sa poche », selon sa propre expression — qui, le 18 mars, demandent à une forte majorité le report de la réforme.

Contrainte de reculer partiellement, la secrétaire d'Etat se venge. Elle fait invalider, en juillet, des examens de certaines académies. Ou encore elle supprime des subventions à certaines organisations d'étudiants, dont l'UNEF. Elle déverse également sa bile contre les journalistes qui osent la critiquer et va jusqu'à provoquer un scandale en insultant une collaboratrice du **Quotidien de Paris**.

Et cette réforme, qu'elle ne peut imposer en bloc, elle l'applique en douce, à petite dose.

Sous prétexte de donner une formation pratique aux étudiants et de mieux les préparer à un emploi, la réforme consiste essentiellement à lier l'université à l'industrie, c'est-à-dire aux intérêts patronaux. Des stages pratiques dans les entreprises sont prévus, des « accords-cadre » passés avec certaines entreprises, comme Rhône-Poulenc, mettant pratiquement à la disposition de ces dernières le matériel et les chercheurs de certaines facultés. Dans les conseils d'université, la représentation du patronat est renforcée : « C'est un des missions des universités — déclare Alice Saunier — de préparer les cadres de la nation, dans le secteur privé comme dans le secteur public. Cela exige une concertation avec les partenaires sociaux, patronat et syndicats ».

C'est pour cela sans doute qu'à partir du mois d'août 1976 CGT et CFDT ne sont plus représentées au Conseil national de l'enseignement supérieur. Par contre, dans le Conseil de l'université de Compiègne (et ce n'est qu'un exemple), on trouve comme « partenaires sociaux » des représentants de Péchinev, BSN, Schlumberger, Elf-Erap... Des représentants du CNPF siègent également dans les commissions chargées de décider de la validité des diplômes délivrés par les facultés.



Dernière mesure, enfin : la création d'universités dont les conseils sont directement nommés par le secrétariat d'Etat au lieu d'être élus comme le veut la loi. Ces centres, qui sont appelés à une étroite collaboration avec le patronat, sont les enfants gâtés du ministère. C'est ainsi que l'UER de droit de

Malakoff, créée spécialement pour concurrencer Nanterre, dispose de treize professeurs et de seize maîtres-assistants pour 700 étudiants, alors que Nanterre, pour 6000 étudiants, ne compte que deux fois moins d'enseignants...

Le représentant du CNPF au conseil national de l'enseignement supérieur affir-

me : « Nous sommes très heureux de ces mesures qui font sortir les facultés du droit commun ».

C'est sûr qu'à défaut de répondre aux légitimes aspirations des étudiants, la politique d'Alice Saunier-Seïté satisfait pleinement le patronat.

## Alice dit des gros mots

Alice Saunier-Seïté s'est fait une réputation de tenir des propos quelque peu grossiers. Elle s'en défend et s'en excuse de la façon suivante dans une interview accordée au **Journal du Dimanche** du 5 décembre dernier : « J'ai dit une fois à une journaliste qu'elle était déconnaissante... C'est la seule grossièreté que j'aie jamais prononcée devant témoins ».

Les propos exacts qu'elle avait tenus, ce jour-là, le 13 juillet 1976, à la journaliste du **Quotidien de Paris** sont les suivants : « C'est vous qui êtes vache avec moi ? Vous ne connaissez rien aux problèmes universitaires. Vous êtes défilante et surtout déconnaissante. Vous êtes conne ; plus vous écrivez de conneries, plus ça me sert auprès de Giscard ».

## Les étudiants ces pelés, ces galeux dont nous vient tout le mal...

« Ces étudiants veulent une réforme de l'université, et ils

protestent dès qu'on commence à la faire. »

(Le 10 mars 1976)

« Nous avons aujourd'hui 270.000 étudiants en lettres. Avec le bac Haby, nous en aurons 540.000 en quatre ans. Si on veut ce doublement, avec sa conséquence, la pagaille dans l'université, qu'on le dise. »

(Interview au **Journal de Paris**, le 4 juillet 1976.)

« Mais je ne vois pas au nom de quoi je devrais, des deniers de l'Etat, soutenir une contestation systématique et stérile. On m'a beaucoup reproché d'avoir supprimé à l'UNEF la subvention ministérielle. Mes raisons sont sans mystère : c'est l'UNEF qui a lancé la grève, désorganisé les examens, raccourci les vacances de tout le monde, porté un préjudice certain à beaucoup... L'université est un service public dont les étudiants sont les usagers. C'est exactement comme à la SNCF : si des voyageurs ne sont pas contents, ils n'ont pas à empêcher les autres de prendre le train. »

(Interview au **Journal du dimanche**, le 5 décembre 1976.)

## La concertation, façon Saunier... et qu'ça saute...

« Ici, c'est pas le Parlement, on n'est pas là pour débattre. »

(A des présidents d'université, en septembre 1976.)

« Je n'ai rien à vous dire, pas de justification à vous donner, je fais ce que je veux. »

(Aux représentants du Conseil national de l'enseignement supérieur, en septembre 1976.)

## Un vrai zéro !

La brillante universitaire Alice Saunier-Seïté n'a pas la bosse des math. « Chaque étudiant coûte annuellement 50.000 F au contribuable », a-t-elle déclaré devant une assemblée de jeunes giscardiens. Comme un président d'université, étonné, demandait confirmation de ce chiffre au secrétariat d'Etat, Alice Saunier refit ses calculs, pour reconnaître... s'être trompée d'un zéro. Il s'agissait de 5.000 francs seulement. Ce qui, de toute façon, ne retire rien à la mesquinerie d'un tel calcul !



# Où en sont les discussions entre le Secrétariat Unifié de la IV<sup>e</sup> Internationale, la Ligue Communiste Révolutionnaire et Lutte Ouvrière ?

Comme nous l'avons indiqué dans notre précédent numéro, nous avons reçu du Secrétariat Unifié de la Quatrième Internationale (dont la section française est la Ligue Communiste Révolutionnaire) une série de propositions qui auraient pour but de combiner une discussion et des expériences d'action commune entre le courant qu'il représente à l'échelle internationale et le nôtre. Ces propositions font suite à une rencontre entre les représentants du Secrétariat Unifié et ceux de Lutte Ouvrière, The Spark et Combat Ouvrier. Pour le Secrétariat Unifié, « les résultats de ces expériences devront démontrer si un processus de fusion entre nos deux courants est possible à moyen terme ».

Pour notre part, nous sommes disposés à tout moment à explorer les possibilités de collaboration entre les différents courants du mouvement trotskyste. Bien plus, nous pensons qu'une telle démarche est absolument nécessaire. C'était le sens de l'adres-

se que nous avons lancée, au début de cette année, à l'ensemble du mouvement trotskyste, pour proposer à tous les groupes qui se réclament de ce mouvement de mettre sur pied un cadre organisationnel international de discussion et de collaboration. C'est d'ailleurs à la suite de notre démarche internationale que le Secrétariat Unifié nous a proposé une discussion puis maintenant cette collaboration au niveau international et français.

Aussi avons-nous répondu positivement à l'ensemble des propositions du Secrétariat Unifié.

Sur le plan international Lutte ouvrière est d'accord pour engager des campagnes de solidarité, d'une part avec les masses laborieuses de couleur en Afrique du Sud, d'autre part avec la classe ouvrière espagnole et ses organisations en lutte. Les buts prioritaires de ces campagnes doivent être l'aide à apporter à la reconstitution d'une organisation trotskyste en Afrique

du Sud, ainsi que le développement du mouvement trotskyste espagnol.

D'autre part, nous acceptons la proposition de publier dans *Inprecor*, organe du Secrétariat Unifié, des articles signés soit en commun par le Secrétariat Unifié et notre courant, soit par nous-mêmes. Et nous proposons au Secrétariat Unifié de publier dans les mêmes conditions des articles dans notre revue bilingue *Lutte de Classe-Class Struggle*.

Sur le plan français nous sommes prêts à accepter immédiatement la discussion avec la LCR en vue de la publication commune d'un supplément hebdomadaire de quatre pages à *Rouge* et à *Lutte Ouvrière*.

Pour nous, comme nous l'écrivions dans notre réponse au Secrétariat Unifié, « ce supplément n'est pas conçu comme une tribune de discussion entre LO et la LCR, mais au contraire comme le reflet de la capacité des deux organisations à dégager un point de vue poli-

tique commun sur certains problèmes politiques, sinon tous. Par exemple, la publication d'un tel supplément n'est ni subordonnée à un éventuel accord de front unique ou de campagne unitaire aux prochaines élections législatives, ni conditionnée par un tel accord.

Il est souhaitable, en conséquence, que le supplément traite des différents aspects de la politique quotidienne auxquels le mouvement révolutionnaire est confronté.

La publication d'un supplément commun de quatre pages dans nos organes de presse respectifs est un point de départ. Au fur et à mesure que s'accroîtra l'étendue des domaines politiques sur lesquels se dégage un point de vue commun, la pagination du supplément doit prendre une place croissante par rapport aux points de vue divergents des deux organisations, la perspective étant la publication d'un organe de presse commun où seules les positions

réellement divergentes des deux organisations seront publiées sous leur signature propre ».

Parallèlement, une conférence ouvrière commune à nos deux organisations devrait se tenir au cours de l'année prochaine.

Enfin nos lecteurs savent déjà que des discussions ont été entamées et se poursuivent entre la Ligue Communiste Révolutionnaire et Lutte Ouvrière afin de conclure un accord national qui permettrait de présenter, dans le maximum de villes où cela serait possible, des listes communes de candidats aux prochaines élections municipales.

Nous avons fait parvenir au Secrétariat Unifié notre réponse. Rien ne s'oppose donc maintenant à ce que les contacts entre nos deux courants, tant au plan international qu'au plan français, se poursuivent afin de faire passer dans la pratique les projets de collaboration qui ont, sur le papier, l'agrément des deux parties.

## dans l'extrême gauche et dans sa presse

### LUTTE DE CLASSE

AU SOMMAIRE DU NUMERO 41 :

- Le problème syndical dans l'Espagne de Juan Carlos.
- Italie : le PC contraint de gérer la crise sans contrepartie politique.
- La lutte nationale en Afrique du Sud. ...
- France : unité de l'extrême-gauche, des révolutionnaires ou des trotskystes ?
- Deux conférences internationales.

### Ceux du technique

Au sommaire du numéro 28 :

- Espagne : les libertés restent à conquérir.
  - Les jeunes et le chômage.
  - Un mini-dossier sur la pop-musique et la révolte des jeunes.
- et de nombreux échos des CET.  
Prix : 0,50 F.  
Pour se le procurer, s'adresser à nos militants ou écrire au journal.

## lu avec intérêt ... lu avec intérêt ... lu avec intérêt



Dans Rouge du 11-12, un article sur la répression qui s'amplifie contre les Mauriciens :

« L'émigration des travailleurs mauriciens vers les pays industrialisés d'Europe est relativement récente, elle a commencé en 1968 après la proclamation de l'indépendance de l'île. (...) »

Ils se sont tous endettés pour financer leur voyage. La plupart ont hypothéqué la demeure familiale et le jardin. Tous ont laissé une famille nombreuse qui attend leur argent pour vivre et assurer le paiement des intérêts. Envoyer 300 F, c'est l'équivalent dans l'île d'un double salaire mensuel. (...) »

### REFUS DE SEJOUR

Venus comme touristes, ces travailleurs, au bout de trois mois, deviennent des « sane ! ». Les préfectures refusent, depuis le décret de juin 1974, de leur délivrer des permis de séjour. (...) »

Les immigrés mauriciens sans papiers sont environ 3.000 en France. Ils sont employés dans la confection parisienne ou l'hôtellerie strasbourgeoise. Ils travaillent durement, sans horaire fixe, souvent 11 heures par jour, sans repos hebdomadaire, payés 5 F de l'heure, sans être déclarés à la Sécurité sociale. (La maladie ou l'accident, c'est la porte.) Ils

sont logés dans des chambres de bonnes, entassés « comme des rats ». Cinquante-six Mauriciens logent, par exemple, dans 152 m<sup>2</sup>, ou dans l'atelier même, sous les machines, comme chez Sookum, sous-traitant de la confection, rue Notre-Dame-de-Nazareth. »

Après avoir dénoncé les expulsions qui ont frappé, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1976, 4.083 travailleurs immigrés, Rouge écrit :

« Dans cette chasse à l'immigré, les Mauriciens sont particulièrement visés dès lors qu'ils commencent à s'organiser pour faire régulariser leur situation. Ainsi au mois d'octobre un avion

a été rempli de Mauriciens rapatriés malgré eux.

En général, les choses se passent rapidement : contrôle, commissariat, dépôt où les travailleurs restent parfois jusqu'à cinq jours dans l'île de la Cité, sans avocats, sans pouvoir prendre leurs affaires et sont embarqués sans aucun recours.

La dernière en date de ces arrestations scandaleuses est celle de Razak Sohawon, le 8 décembre, à l'occasion d'un contrôle d'identité dans le métro. Il faut exiger sa libération immédiate, comme le demande le Mouvement des travailleurs mauriciens. »



Dans son numéro du 14 décembre, Libération publie un reportage sur Badajoz, ville espagnole, capitale de la région du même nom située près de la frontière avec le Portugal, à la veille du référendum. A travers ce reportage, l'activité du Parti Socialiste Ouvrier Espagnol est décrite.

« Aujourd'hui le PSOE compte une bonne cinquantaine de militants actifs à Badajoz. Nous partons faire un « collage » à travers

la ville. Le pinceau est encore neuf : c'est le second collage depuis le début de la campagne pour l'abstention au référendum de demain. L'affiche du PSOE propose simplement l'abstention et reprend le slogan actuel du parti : « Le socialisme, c'est la liberté ».

Libération rappelle ce que fut la féroce répression menée par le franquisme en 1936, puis revient à l'intervention du PSOE :

« Nous partons distribuer un tract de la Coordination, appelant au boycott du référendum. « Il n'y a pas de référendum sans liberté, le peuple espagnol n'a pas été consulté pour cette réforme ». (...) »

« Il ne faut pas voter tant qu'il n'y a pas de liberté et de travail pour vous. »

Ensuite Libération décrit les pressions exercées par le gouvernement espagnol pour faire voter

### la population :

« Le gouvernement a déclaré que chacun aura une demi-journée de travail payée intégralement pour aller voter demain. Mais pour que le remboursement ait lieu, il faudra justifier du tampon du bureau de vote. « Trop contents d'avoir une demi-journée de vacances payée, bien peu iront travailler demain toute la journée. Cela serait trop dangereux pour conserver leur place. »



## Petit octobre

de Jacqueline DUBOIS

En Union Soviétique, les « Petit octobre » sont les enfants des écoles qui ont moins de 9 ans. Ensuite, ils sont Pionniers. Et quand ils ont 15 ans, ils peuvent devenir membres des Jeunesses Communistes.

Cet itinéraire politique des enfants russes, Galia Gourévitch (devenue pour l'Occident Jacqueline Dubois, reporter à la télévision française) ne le suivra pas jusqu'au bout.

Elle fuit clandestinement son pays alors que la terreur stalinienne s'intensifie. Elle a 8 ans. L'ère des grands procès va s'ouvrir.

C'est donc le récit de cette enfance de l'après-révolution que Jacqueline Dubois déroule, en de petites phrases simples et faciles, à travers quelque trois cents pages. Elle mêle les témoignages de son père qui, encore étudiant, a rejoint les rangs des bolchéviks de Pétrograd, à des extraits du journal de sa mère et à ses propres souvenirs, pour décrire la vie quotidienne d'une famille d'intellectuels de l'époque, imprégnée bien sûr de tout ce grand bouleversement politique et social qui se joue en cette partie du monde.

Après la Révolution de 1917 qui a soulevé l'enthousiasme de ses parents, de leurs amis, elle évoque la guerre civile, la terreur des villageois puis leur résignation, dans ces bourgades des environs de Kiev, vingt fois prises et reprises, le massacre des Juifs par les Cosaques, la misère des populations affamées qui fuient les villes. C'est la faim, le froid terrible, les attentes interminables dans les gares, les trains toujours bondés qui vont on ne sait où et, vision insoutenable et dramatique, les hordes d'enfants, sans père et mère, sans foi ni loi, organisés pour survivre et devenus des êtres sans tendresse, endurcis et haineux.

Galia, pourtant, apparaît comme relativement privilégiée. Elle a la chance d'évoluer dans un milieu relativement protégé; l'ambiance familiale est chaleureuse. Mais peu à peu, les soucis des « grands » empoisonnent son monde de petite fille. Elle sent ses parents inquiets, désorientés, préoccupés par ce qu'est en train de devenir le régime. Comment l'idéal de générosité et de justice, de vérité et de liberté pour lequel

ils ont donné leur vie a-t-il pu sombrer dans ces mensonges, cette délation perpétuelle ?

Le temps de la peur et des incertitudes est là. Sa mère, minée par un cancer, fait promettre à Mikhaïl, le père, qu'il fera tout pour que Galia ne connaisse pas le sort des enfants des parias du régime. Et ce sera la grande fuite vers la Mandchourie...

Voilà donc un livre qui souvent émeut et intéresse, où parfois passe un fort courant de sympathie pour ceux qui se sont battus pour la fin du vieux monde. Mais qui parfois rend mal à l'aise, car Jacqueline Dubois semble par une sorte de fatalité en faire des gens voués à l'utopie, à l'échec. Par-delà ce désenchantement, la déception profonde engendrée par le stalinisme, cette femme de 50 ans, revenue comme en un pèlerinage sur les lieux de sa jeunesse, parée de l'élégance, de l'opulence du monde soi-disant libre, en vient à douter du socialisme. C'est du moins l'impression que le livre laisse, et elle est désagréable aux socialistes que nous sommes.

Anne GARBE



Des enfants russes à l'enterrement de Lénine.

## La lutte syndicale

Textes de Pierre MONATTE

présentation de Colette CHAMBELLAND

L'ouvrage, présenté par Colette Chambelland, est un recueil de textes de Pierre Monatte, publiés à l'époque dans diverses brochures et revues syndicalistes et, pour cinq d'entre eux (sur une quinzaine de textes que regroupe ce livre), dans *Trois scissions syndicales* que Monatte publia lui-même en 1958, deux ans avant sa mort.

L'ensemble couvre une période de l'histoire du syndicalisme français allant de 1905 à 1957 et relate à la fois les grands événements qui marquèrent le mouvement ouvrier au cours de ce demi-siècle et les prises de position de Pierre Monatte.

Présentés dans l'ordre chronologique de leur rédaction, ces

écrits sont tout particulièrement intéressants et Colette Chambelland, qui introduit chacun d'entre eux en les replaçant dans leur contexte de façon brève mais précise, atteint un double objectif : d'une part, rendre accessibles à tous les lecteurs des textes qui ne pouvaient plus être lus ailleurs qu'en bibliothèque et, d'autre part, retracer l'œuvre de celui qui fut l'un des fondateurs de la CGT, du militant syndicaliste révolutionnaire que Monatte fut durant toute sa vie.

Lucienne PLAIN.

La lutte syndicale, textes de Pierre Monatte, présentation de Colette Chambelland - Ed. Maspero.

## J'ai peur

de Jacques MARTIN

Non, la peur n'est pas ce qui obsède Jacques Martin. *J'ai peur* n'est que la première d'une soixantaine de brèves chroniques qui composent ce recueil. Ce qui y domine, c'est bien entendu la drôlerie et l'humour. Et le chef d'équipe du *Petit Rapporteur* de blaguer les idoles du hit-parade, les maniaques du karaté, les gastronomes délirants, les autonomistes qui regrettent le bon temps de la féodalité, les amoureux du petit - coin - où - finir - ses - vieux - jours, etc. Il prodigue de sages conseils à Giscard, imagine Bigeard vendant Lut-

te Ouvrière à la porte des églises, évoque l'âme de Michel Droit « tout encaféonée de triste », dénonce chez le chroniqueur tauromachique un « Landru pour ruminants », brocarde Concorde et le nationalisme. Il sait aussi stigmatiser la guerre et s'indigner contre la peine de mort et les plumeux réactionnaires qui en chantent les vertus.

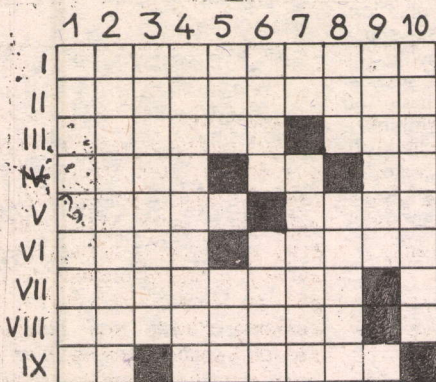
Au total, un livre sympathique, le plus souvent cocasse et sans prétention.

Vincent GELAS

*J'ai peur*, de Jacques Martin - Ed. La table ronde - 250 pages - 39 F.



## MOTS CROISES



**HORIZONTALEMENT.** — I. Zone d'administration. — II. Elles ne manquent pas de cœur. — III. Celles qui le sont bien ont une bonne stature - Forme d'avoir. — IV. Petit homme bouleversé - Possessif - Note. — V. Font le poids même lorsqu'elles sont défectueuses - Ajoute au porc une nuance très spéciale. — VI. Aussi - Opéra un armement pacifique. — VII. Mathématicien. — VIII. Plus décoratives sur un plat que sur un revers. — IX. Personnel - Dans les ménages ou au théâtre.

**VERTICALEMENT.** — 1. Sert à la prise. — 2. Odeur. — 3. Ferons cuire. — 4. Très onéreuses. — 5. Elle faisait frémir nos ancêtres - Abréviation commerciale. — 6. Examen à la mode - Elle est toujours bienvenue. — 7. Conjonction - Léger. — 8. Préfixe égalitaire - Existe donc. — 9. Vomir. — 10. Ce n'est pas un coup d'épée dans l'eau.

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	R	E	D	R	E	S	S	E	U
II	A	V	E	U	G	L	A	N	T
III	R	A	M	E	A	N	I	S	
IV	I	C	I	A	L	D	O	L	S
V	S	U	E	G	O	R	I	A	
VI	S	E	N	T	I	M	E	N	T
VII	I	R	A	I	T	R	E	A	S
VIII	M	C	R	A	N	E	R	I	E
IX	E	G	R	E	N	E	S	R	E
X	S	I	E	S	T	E	D	E	S



## La viande et les étoiles

D'APRES JACK LONDON  
ET DES CONTES POPULAIRES  
PAR LE THEATRE DE LA LIBERTE

Disons d'abord que ceux qui espèrent trouver là une adaptation théâtrale de l'œuvre de Jack London seront déçus.

Il s'agit en fait d'une série de saynètes articulées autour d'un thème : les moyens qu'utilisent les oppresseurs pour maintenir les opprimés en esclavage. Comme fil conducteur, le metteur en scène a choisi une nouvelle de Jack London, **Le premier poète**, qui retrace les mésaventures d'un homme de l'âge des cavernes qui, découvrant la poésie, se heurte à l'incompréhension et aux préjugés de ses semblables.

Découpée en plusieurs parties, la nouvelle de London sert d'introduction aux différents chapitres du spectacle, et illustre tour à tour le chantage aux moyens de subsistance, le recours à la loi, l'utilisation de l'obscurantisme. Chacun de ces chapitres est illustré de courtes scènes, dont l'une est tirée d'une autre nouvelle de London, **Le renégat**, et

dont les autres sont adaptées de contes et légendes populaires, tels que Barbe-Bleue ou l'histoire de la Bête du Gévaudan.

Le début du spectacle est attachant, en particulier l'histoire du « renégat », ce très jeune ouvrier du textile qui décide un jour de ne jamais plus travailler, d'en finir avec la vie infernale qu'il a menée jusqu'alors, pour pouvoir enfin regarder vivre les feuilles des arbres. Mais la suite est malheureusement confuse : on se perd dans la multitude des tableaux et, si chacun d'eux pris isolément est intéressant, on a bien du mal à discerner les liens que les rattachent les uns aux autres.

C'est dommage.

François ROULEAU.

La viande et les étoiles, d'après Jack London et des contes populaires, par le Théâtre de la Liberté.

(Cité Universitaire - 21, boulevard Jourdan - Paris 14°.)

### Samedi 18 décembre

ANTENNE 2 - 11 h 50 - La vie secrète des animaux : la faune de Tasmanie et des autres îles périphériques du continent australien.

ANTENNE 2 - 13 h 45 - L'aube des hommes : Les hommes à la lourde face ou l'histoire des hommes de Néanderthal.

ANTENNE 2 - 20 h 30 - Film TV : Les beaux messieurs de Bois-Doré, d'après le roman de George Sand. Dans la France d'Henri IV, un film de cape et d'épée.

### Dimanche 19 décembre

ANTENNE 2 - 13 h 20 - L'huile sur le feu, de Philippe Bouvard. Sur le thème Les femmes et la politique, notre camarade Arlette LAGUILLER sera opposée à Hélène Missoffe, député RPR.

ANTENNE 2 - 16 h 20 - Des animaux et des hommes propose, entre autres, un reportage sur le saumon.

FR3 - 17 h 50 - Méditerranée : Venise, l'empire des marchands. Au VIII<sup>e</sup> siècle, les rivalités des villes méditerranéennes.

ANTENNE 2 - Film TV : Le château des Carpates, d'après Jules Verne. Une réalisation de J.-C. Averty. Une aventure fantastique, en 1898, en Transylvanie.

FR3 - 21 h - L'homme en question : Edgar Faure. Vieux routier de la politique et aujourd'hui président de l'Assemblée nationale et député gaulliste du Doubs, Edgar Faure raconte sa vie.

FR3 - 22 h 30 - Film : Juarez, de William Dieterle, avec Paul Muni. Soutenu par Napoléon III, Maximilien de Habsbourg, devenu empereur du Mexique, se heurte à l'hostilité de la population rassemblée derrière Benito Juarez afin de lutter pour son indépendance.

Dimanche 19 décembre, sur Antenne 2 à 13 h 20 dans le cadre des émissions de Philippe Bouvard « L'huile sur le feu », notre camarade Arlette Laguiller est opposée à Hélène Missoffe, député UDR.

Cette émission sur le thème « Les femmes et la politique » a été enregistrée lundi 13 décembre. Hélène Missoffe est une bourgeoise qui est fière de l'être, qui l'affirme, mais qui voudrait entretenir l'illusion que dans le régime actuel le sort des femmes est en train de se transformer, que l'égalité des sexes

s'établit peu à peu, même s'il reste beaucoup à faire.

Face à l'oiseau rare qu'est une député UDR (elles sont trois en tout et pour tout), Arlette dénonce le mépris des politiciens de droite envers les femmes (et le fait que les politiciens de gauche n'aient guère à leur envier en la matière ne change rien). Arlette dénonce aussi l'hypocrisie du régime, ses bonnes paroles et ses promesses qui contredisent tous les actes et les réalités de la société.

Un débat qu'il ne faut surtout pas manquer.

### Lundi 20 décembre

ANTENNE 2 - 16 h 55 - Film : Un Américain à Paris, de Vincente Minnelli, avec Gene Kelly et Leslie Caron. La musique est de Georges Gerschwinn et le film est l'une des comédies musicales américaines les plus réussies.

TF1 - 20 h 30 - Film : Les lumières de la ville, de Charlie Chaplin. Une comédie triste et émouvante.

FR3 - 20h 30 - Film : Carambolages, de Marcel Bluwal, avec J.-C. Brialy et Lou's de Funès. Un film drôle et satirique sur la manière originale dont s'y prend un jeune ambitieux pour grimper dans la hiérarchie.

ANTENNE 2 - 22 h 30 - Des parts de lumière : Yehudi Menuhin. Un reportage sur la vie du violoniste.

ANTENNE 2 - 23 h 30 - L'âme des poètes : Germaine Montero chante des œuvres d'Apolinaire, de Prévert, etc.

### Mardi 21 décembre

TF1 - 16 h 55 - Film : La règle du jeu, de Jean Renoir, avec

Marcel Dalio, Nora Gregor, etc. L'hypocrisie et le mensonge qui règnent dans « la bonne société » transforment en drame ce qui n'était au départ que comédie.

ANTENNE 2 - 20 h 30 - Les Dossiers de l'écran sont consacrés au football, tout d'abord avec un film intitulé Tom Foot relatant les exploits imaginaires d'un gamin. Participeront au débat : Jean-Michel Larqué, Pierre Garonnaire, etc.

FR3 - 20 h 30 - Film : La planète des singes, de F. Schaffner, avec Charlton Heston. D'après le livre de Pierre Boulle, ce film de science-fiction donne une image renversée et satirique de notre société.

TF1 - 22 h 20 - Les contes du solstice : La nuit des trésors enfouis. Entre Agde et Nîmes, une évocation du passé et des richesses archéologiques de la région.

### Mercredi

#### 22 décembre

ANTENNE 2 - 16 h 55 - Film : Le caméraman, avec Buster Keaton. Un chef-d'œuvre de drôlerie du cinéma muet.

TF1 - 20 h 30 - Film TV : Le jeune homme et le lion, avec Georges Wilson. Une fresque historique sur l'histoire de Roland et de Charlemagne. A ne pas manquer.

FR3 - 20 h 30 - La Traviata, opéra de Verdi, d'après le roman de La dame aux camélias, d'Alexandre Dumas.

FR3 - 23 h 05 - L'âme des poètes : Mouloudji chante Prévert et Kosma.

#### Jedi 23 décembre

ANTENNE 2 - 10 h 20 - Concert : Nuits dans les jardins d'Espagne, de Manuel de Falla.

ANTENNE 2 - 10 h 50 - Film TV : Gouverneurs de la rosée, d'après le roman de Jacques Roumain. A Haïti, en 1935, la sécheresse, la misère et la révolte des paysans.

TF1 - 15 h 55 - Théâtre : Lorenzaccio, d'Alfred de Musset. A Florence, en 1537, la lutte d'un homme épris de liberté contre Alexandre de Médicis, souverain despotique.

FR3 - 20 h 30 - Film : Le petit baigneur, de Robert Dhéry, avec Louis de Funès. Une comédie réussie.

FR3 - 22 h 05 - L'âme des poètes : Marc Ogeret chante Aragon et Léo Ferré.

### Vendredi

#### 24 décembre

ANTENNE 2 - 23 h 15 - Méditerranée : L'héritage. Ce qui reste aujourd'hui des cultures de l'Antiquité qui s'épanouirent sur les rives de la Méditerranée.

#### Samedi 25 décembre

ANTENNE 2 - 20 h 30 - Les beaux messieurs de Bois-Doré.

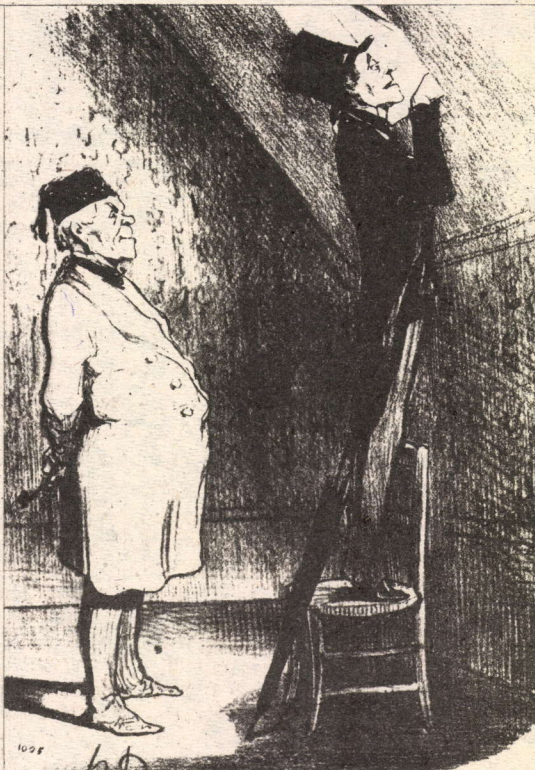
#### Dimanche

#### 26 décembre

ANTENNE 2 - 20 h 30 - Film : Des souris et des hommes, de John Steinbeck, dans une mise en scène de Robert Hossein.

# EXPOSITION - EXPOSI

## Le Parisien chez lui (au XIX<sup>e</sup> siècle)



L'exposition est conçue à la fois comme une promenade dans Paris, entre 1814 et 1914, et comme une enquête, très documentée, sur les conditions d'habitation et de vie des Parisiens de l'époque.

Des scènes de la vie courante sont présentées : vie des aristocrates ou des riches bourgeois que le pinceau de peintres a fixées sur une toile, mais aussi vie de ceux qui n'ont que rarement droit aux honneurs des galeries de peinture, les ouvriers, les « grisettes », les petits paysans de ces villages qui avaient nom Passy, Montmartre ou La Villette, avant que Paris ne les absorbe. Là, le crayon de Daumier fait sourire, ou grincer des dents.

Les responsables de l'exposition ont cherché et réussi à recréer ce que fut l'habitat, l'urbanisme de cette époque, avec ses modes (le « rétro » Louis XV et Louis XVI y eut ses heures de gloire), avec la vie des uns et des autres dans un Paris qui édifie des demeures patriciennes dans le goût romain (pour le prince Napoléon), des hôtels particuliers, tandis que les travailleurs, les pauvres, sont relégués dans des soupentes, des cabinets aveugles donnant sur des cours (« lieu infect, égoût de la maison », écrivait alors Zola) ou expulsés par la spéculation immobilière dans les « chauffoirs » et autres asiles de nuit.

Plan de la ville, plans d'immeubles, photos de maisons d'époque, factures de loyers,

quelques pièces de mobilier viennent illustrer tout cela.

Mais un autre intérêt de cette exposition réside dans l'association des documents et des citations de romanciers témoins de leur siècle. L'exposition est divisée en quatre époques, chacune d'elle placée en quelque sorte sous le parrainage d'un écrivain.

Il y a le « Paris de Balzac », le vieux Paris, celui du Marais, mais aussi le Paris des quartiers neufs. Il y a le « Paris d'Eugène Sue », avec ses quartiers insalubres, ses garnis, ses mansardes, ses bouges. Il y a le « Paris de Zola », le Paris de la spéculation, des grands travaux, mais aussi le Paris des travailleurs, de La Villette, de Belleville, La Chapelle. Et puis, il y a le « Paris de Marcel Proust », le Paris du début du XX<sup>e</sup> siècle, où l'on voit s'édifier les premières habitations à bon marché, les petits pavillons individuels côtoyant les grands immeubles de luxe.

Ajoutons enfin qu'une large utilisation est faite de l'audiovisuel : plusieurs films de la fin du siècle et un montage de diapositives aident les Parisiens d'aujourd'hui à imaginer ce que fut la vie de ceux d'hier.

Pierre LAFFITTE.

Le Parisien chez lui, une exposition que l'on peut aller voir jusqu'au 28 février à l'Hôtel de Rohan (87, rue Vieille-du-Temple, 75003 Paris), de 10 h à 18 h 30 (sauf le mardi). Entrée : 6 F.



## sélection

### FILMS RECENTS

**1900 (2<sup>e</sup> partie)** : Paysans et maîtres dans un petit village italien pendant la période fasciste et la Libération.

Templiers (3<sup>e</sup>) - Saint-Germain Studio (5<sup>e</sup>) - Arlequin (6<sup>e</sup>) - Cinémonde (13<sup>e</sup>) - Clichy (18<sup>e</sup>).

**BARRY LINDON** : Une évocation de la société britannique au XVIII<sup>e</sup> siècle.

Impérial (2<sup>e</sup>) - Hautefeuille (6<sup>e</sup>) - Gaumont Champs-Élysées (8<sup>e</sup>) - Gaumont Sud (14<sup>e</sup>).

**MONSIEUR KLEIN** : En 1942, à Paris, un riche amateur d'art alsacien va devenir victime des persécutions antisémites.

Capri (2<sup>e</sup>) - Opéra (2<sup>e</sup>) - Biarritz (8<sup>e</sup>) - Paramount Montparnasse (14<sup>e</sup>).

**UNE VIE DIFFICILE** : Au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, les péripéties d'un militant du PCI, pris entre sa vie personnelle et son activité militante. Avec toutes les illusions qui ont existé pendant ces années. Un film drôle et touchant.

Studio Logos (5<sup>e</sup>).

**LE VOYAGE AU BOUT DU MONDE** : Une aventure de Cousteau avec la « Calypso » dans l'Antarctique. Un merveilleux voyage.

Rex (2<sup>e</sup>) - Cluny Ecoles (5<sup>e</sup>) - Ermitage (8<sup>e</sup>) - UGC Gobelins (13<sup>e</sup>) - Bienvenue (15<sup>e</sup>) - Magic (15<sup>e</sup>) - Royal Passy (16<sup>e</sup>).

**WINSTANLEY** : La révolution anglaise du XVII<sup>e</sup> siècle vue au travers d'une communauté paysanne.

Olympic (14<sup>e</sup>).

**VOL AU-DESSUS D'UN NID DE COUCOU** : Dénonciation de certaines méthodes utilisées dans les cliniques psychiatriques.

UGC Opéra (2<sup>e</sup>) - Bergère (9<sup>e</sup>).

### FILMS A REVOIR

**CABARET** : Une histoire d'amour dans l'Allemagne de 1933, juste avant la prise du pouvoir par Hitler.

Châtelet Victoria (1<sup>er</sup>).

**2001, L'ODYSSÉE DE L'ESPACE** : Un voyage dans le cosmos, au XXI<sup>e</sup> siècle. Un film de Stanley Kubrick.

Daumesnil (12<sup>e</sup>).

**L'ENFANT SAUVAGE** : L'histoire de Victor de l'Aveyron, un enfant sauvage, racontée par Truffaut.

Studio Cujas (5<sup>e</sup>).

**HAROLD ET MAUDE** : Une amitié entre un jeune homme et une femme de 80 ans. Un film drôle et sympathique.

Luxembourg (6<sup>e</sup>).

**LE SHERIF EST EN PRISON** : Une parodie de western qui se moque du mythe du justicier. Le shérif est un jeune Noir, les Indiens parlent yiddish. On rit beaucoup de la bonne morale américaine.

New Yorker (9<sup>e</sup>) - Boîte à films (17<sup>e</sup>).

**Festival de S.M. Eisenstein**. Ceux qui veulent voir ou revoir les chefs-d'œuvre d'Eisenstein, **OCTOBRE, LE CUIRASSE POTEMKINE**, **YVAN LE TERRIBLE** pourront en profiter.

Le Seine Studio (5<sup>e</sup>).

**Festival Marx Brothers**. Ces films n'ont pas vieilli. On rit toujours aux éclats. A voir et à revoir.

Boîte à films (17<sup>e</sup>).

## Jonas qui aura 25 ans en l'an 2000

d'Alain TANNER

*Jonas* est une chronique à la fois nostalgique et drôle de ce que sont devenus un certain nombre de jeunes Suisses qui avaient cru, en Mai 68, que la vie allait changer.

Mais rien n'a changé. A l'Ouest comme à l'Est, c'est la société militarisée et répressive. Partout, et en Suisse aussi, c'est l'exploitation quotidienne, la dégradation des conditions de vie.

C'est en vain que les huit personnages du film cherchent à échapper au morne train-train quotidien. L'un, professeur d'histoire, gauchiste, est mis à la porte du lycée : il voulait ne dire que la vérité à ses élèves. L'autre a laissé tomber la politique : il n'y croit plus, se contente de mettre quelques bâtons dans les roues à des promoteurs immobiliers, quand il ne joue pas

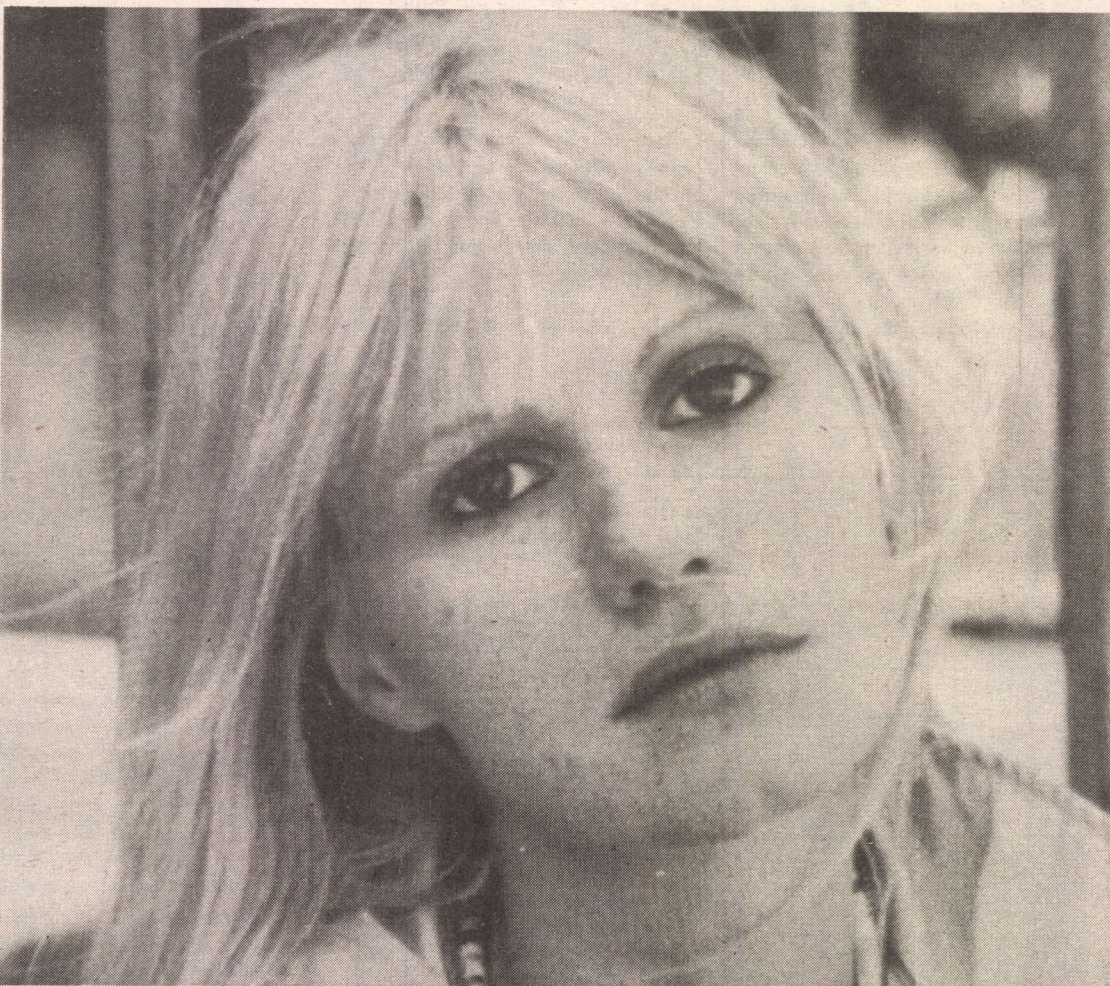
à la roulette au casino de Genève. Un autre encore, typographe licencié pour « compression de personnel », devenu garçon de ferme, tente de créer une petite école parallèle. Il sait séduire les gosses, leur raconter et leur apprendre des choses intéressantes (entre autres, le cri des baleines !) dans un climat chaleureux. Mais l'expérience tourne court : dans cette ville où trône le buste de Jean-Jacques Rousseau, les novateurs en matière d'éducation sont mal vus... Certains sont retournés à la terre où, « biologiquement », ils cultivent des carottes et des choux qu'ils vendent au marché. Une autre encore ne jure plus que par une obscure religion hindoue, tandis qu'une autre enfin, caissière de prisunic, se retrouve en prison parce qu'elle faisait des

réductions aux petits vieux...

Pourtant, malgré les déceptions des personnages, à la mesure de leurs illusions, la vie continue. D'autres enfants naissent, dont le petit Jonas « qui aura 25 ans en l'an 2000 », ainsi baptisé parce qu'aux dires de certains, sa mère ressemblerait à une jolie baleine !

Certes, le film est une suite de clins d'œil aux milieux gauchistes un tantinet marginaux et un tantinet désabusés. Mais c'est avec honnêteté et tendresse que le metteur en scène raconte des espoirs déçus qui sont peut-être les siens propres. Et, pour être marginaux (comme bien des jeunes le sont d'ailleurs), les personnages de Tanner sont proches, authentiques et sympathiques.

Michelle VERDIER



## Barocco

d'André TECHINE

Voilà un film plutôt déconcertant, auquel il n'est pas certain que les spectateurs fassent un aussi bon accueil que les critiques spécialisés, souvent élogieux. L'auteur définit assez justement son film comme « une sorte de simulacre du film d'amour, du film policier et de l'allégorie politique ». On aurait envie d'ajouter qu'il s'agit d'un simulacre de film tout court. *Barocco* — le titre vient de baroque, — ne relève en tout cas que de l'exercice de style.

Comment se passionner pour ce chassé-croisé de tueurs et ces louches manœuvres d'hommes politiques qui cherchent mutuellement à se compromettre à propos d'on ne sait quoi, lors d'une campagne électorale dont on nous laisse seulement entendre qu'elle est acharnée ? Comment prendre intérêt aux sentiments de cette jolie fille qui se laisse séduire par l'assassin-sosie de son fiancé ? La réponse ne viendra pas en tout cas du réalisateur, qui proclame

dans ses interviews qu'il tient à faire un cinéma énigmatique. Tout au plus pourra-t-on comprendre que les grandes villes sont une jungle où s'affrontent, comme ces reptiles menaçants qui peuplent le générique, des gens d'autant plus dangereux et sans scrupules qu'ils sont haut placés. Téchiné voulait créer un certain malaise chez le spectateur, paraît-il. Il n'est pas certain que son art y soit pour quelque chose.

Pierre VERNANT

## Bronco Bull Frog

de Barner PLATTS-MILLS

Avoir 16 ans, être fils d'ouvrier et habiter la banlieue d'une grande cité n'est pas facile. Del, jeune apprenti, bon élève, s'ennuie par manque d'argent, par manque de chaleur familiale, par manque de goût pour quoi que ce soit. Avec ses copains, aussi désœuvrés, aussi désenchantés, aussi déboussolés que lui-même, il traîne dans les rues, s'exerce à de menus larcins et même à quelques cambriolages plus sérieux, drague les filles tant bien que mal, et plutôt mal que bien étant donné son inexpérience et sa timidité.

Irène, avec qui il se lie, n'a que 15 ans. Elle est tout aussi désorientée. Ils s'accrochent l'un à l'autre parce qu'ils n'ont, l'un et l'autre, rien d'autre. Mais vivre à deux dans ces conditions est encore plus difficile : incompréhension méchante des parents, trop préoccupés par eux-mêmes, absence de refuges où se retrouver dans l'intimité, manque de moyens... Leur fugue à deux n'a qu'un temps. Elle se termine mal.

Ce film, qui évoque la grisaille d'une vie d'adolescent dans un milieu populaire, touche directement au cœur.

Il passe dans une seule salle parisienne (La Seine, M<sup>re</sup> Maubert), mais il mérite d'être vu.

Alain MARQUET

## Le jouet

de Francis VEBER

Voir un jeune journaliste ficelé, emballé, mis en caisse comme un vulgaire ours en peluche et, tel un jouet, acheté par un fils de milliardaire, voir des travailleurs réduits eux aussi au simple rôle de jouets entre les mains d'un magnat de la presse ; voir des chômeurs ou des employés, craignant pour leur emploi, être prêts à s'humilier, à ne pas réagir aux caprices d'un fils et d'un père, tous deux aussi odieux : voilà des scènes qui ne sont pas spécialement du plus haut comique.

Et pourtant, c'est autour de telles situations qu'est construit *Le jouet*, film de Francis Veber. C'est un film qui se veut drôle. Se veut, car de toute évidence il n'y parvient pas.

Au contraire même, nombre de passages irritent bien plus qu'ils ne prêtent à sourire. Et la dernière scène, dans laquelle l'enfant choisit finalement de suivre son « jouet », ne suffit pas à rattrapper tout un film où, à défaut d'humour, l'ennui et bien souvent un sentiment de malaise dominent.

Georges LATTIER



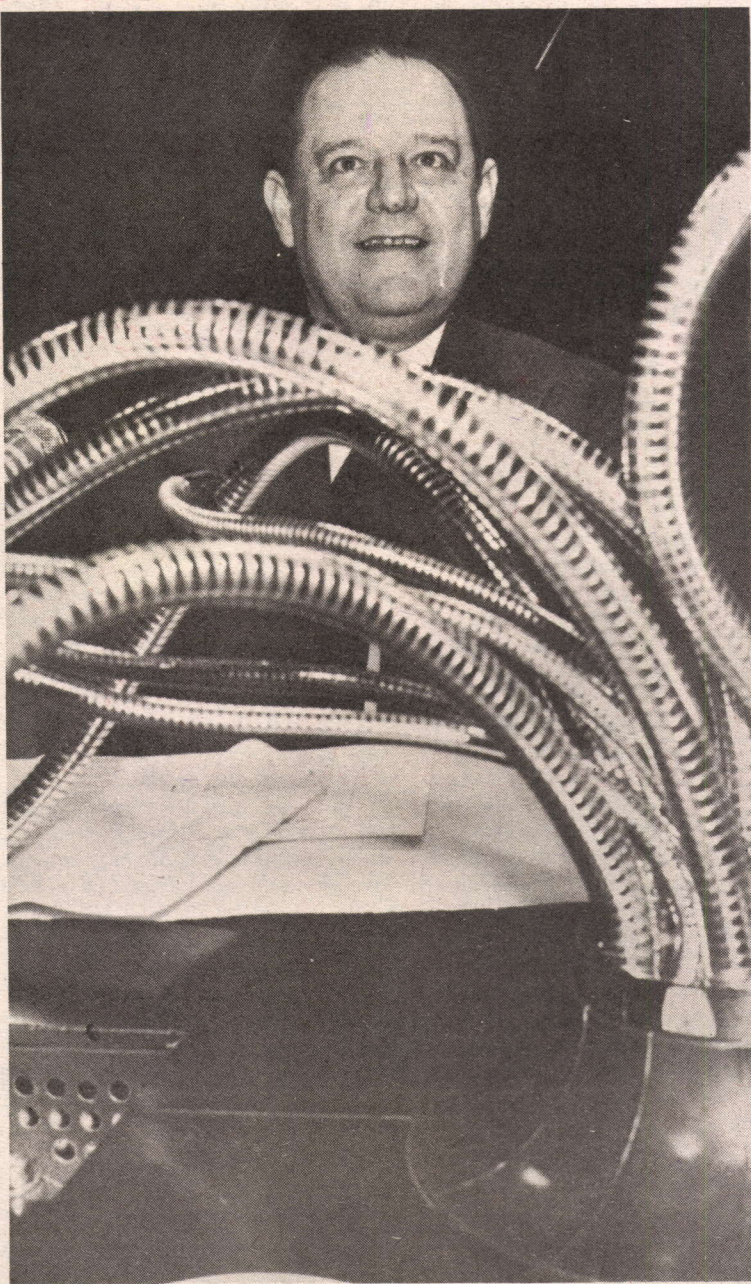
## BARRE A " C'EST-A-DIRE " :

### rien pour les travailleurs

Une fois de plus, Raymond Barre est venu défendre à la télévision son trop fameux plan. A l'occasion de l'émission C'est-à-dire, le Premier ministre a repris sans aucune innovation ses thèmes habituels sur le nécessaire effort de tous, afin de juguler une inflation qui, aux dires des gouvernants, peut être réduite si les travailleurs et les consommateurs acceptent de mettre quelques crans de plus à leurs ceintures.

Ainsi, c'est bien toujours « d'efforts » et de « compréhension » qu'il s'agit. Et, à la suite de Giscard, Barre nous avertit : pour que le plan porte ses fruits, il faut la « durée ». Autant dire aux travailleurs engagés dans des conflits qu'il n'y a rien à attendre dans l'immédiat. Autant dire que le plan Barre, c'est le blocage des salaires, l'augmentation du chômage, la dégradation du pouvoir d'achat et du niveau de vie pour l'ensemble des travailleurs.

Il nous parle de « soutien à la conjoncture », mais derrière ces propos ce sont les cadeaux royaux que l'Etat offre aux industriels. Il nous parle de « restructuration industrielle », mais derrière ces termes se cachent les licenciements et les fermetures d'usines. Il nous parle de « blocage des prix », mais derrière ce mensonge ce sont les augmentations décidées par l'Etat, comme dernièrement la hausse du prix de l'essence.



Et ce ne sont pas les quelques poursuites démagogiques, engagées à l'encontre de certains commerçants ayant dépassé quelque peu les prix licites, qui masqueront la réalité du plan Barre, un plan conçu pour faire payer aux travailleurs les frais de la

crise économique. Bref, un plan qui justifie bien la colère des travailleurs de l'EDF-GDF et des chantiers navals, un plan qui devra dresser contre lui l'ensemble de la classe ouvrière.

Georges LATTIER

## Le scandale de la prison clandestine d'Arenc ne doit pas être étouffé

Le 20 avril 1975, l'opinion publique apprenait l'existence d'une prison clandestine au hangar d'Arenc, sur le port de Marseille. Et le scandale éclatait. Ainsi il apparaissait que ce centre « d'hébergement » fonctionnait depuis dix ans. Dans cette prison clandestine étaient entassés, dans des conditions scandaleuses et sans aucun droit de défense, les travailleurs immigrés qui attendaient d'être expulsés vers leur pays. En 1974, 3 000 travailleurs étaient passés par ce « centre ».

Bien entendu, à l'époque toute la presse s'était fait l'écho de ce scandale. Poniatowski et Lecanuet, qui était le ministre de la Justice à ce moment, avaient dû s'expliquer sur l'existence d'une telle prison clandestine. Pour eux, bien sûr, cela n'avait rien d'anormal.

Aux magistrats et aux avocats qui demandaient sur quelle loi les autorités s'appuyaient pour garder une personne plus de 24 heures sans l'autorisation du procureur de la République et plus de 48 heures sans le présenter à un juge d'instruction, Poniatowski et Lecanuet ne répondront pas. En tout cas, les déclara-

tions du premier flic de France et du ministre de la Justice ne suffiront pas à arrêter l'affaire. Au contraire. Et fin mai 1975, le doyen des juges d'instruction de Marseille, à la suite d'une instruction ouverte par le Parquet de Marseille, allait lui-même perquisitionner le « centre » d'Arenc.

Depuis, les autorités ont tout fait pour tenter d'étouffer l'affaire.

Mais malgré les pressions de toutes sortes, elles n'y sont pas parvenues. Certes, on ne sait pas encore quel sera le dénouement de l'affaire d'Arenc. Mais on sait de manière irréfutable quel arbitraire subissent les travailleurs immigrés.

On sait que ces travailleurs ne bénéficient d'aucune protection, qu'on les expulse en contrebande. Arenc aura prouvé toute l'hypocrisie des patrons et du gouvernement.

Arenc aura prouvé enfin que, lorsque le scandale est connu, les autorités sont obligées d'y mettre fin. Il existe peut-être d'autres Arenc en France, qui demandent la même publicité pour dénoncer le même arbitraire.

P.P.

## Encore trois travailleurs assassinés

Mercredi 15 décembre, sept travailleurs qui creusaient une tranchée, sur un chantier du bâtiment à Garches (Hauts-de-Seine), ont été ensevelis par des dizaines de tonnes de terre. Un mur de 10 mètres de haut sur 1,50 mètre de large s'est abattu sur eux. Trois travailleurs ont été tués, étouffés, et trois autres grièvement blessés. Les mesures de sécurité minimum n'avaient pas été respectées, ont conclu l'inspection du travail et le commissariat chargé de l'enquête.

Ainsi trois travailleurs ont encore payé de leur vie l'insécurité permanente qui règne sur les chantiers. Le bâtiment paye toujours le plus lourd tribut en ce qui concerne les accidents du travail.

En 1973, on comptait 840 tués et en 1974 plus de 900. A ce niveau, il est impossible de parler d'accident, on ne peut parler que d'assassinat.



## LE PROCES DE L'EDUCATEUR NANTAIS

Trois mille travailleurs sociaux manifestaient le mercredi 15 décembre dans le centre de Rennes, pour converger vers le Palais de justice de la ville en scandant : « Nous ne serons pas les flics de la jeunesse ! » et « Acquittez nos camarades ! ». Participaient à cette manifestation de nombreux syndicalistes de la CFDT, de la CGT et de la FEN.

Ils venaient là, de Paris et de diverses villes de province, pour protester contre le procès qui est fait à l'un des leurs, un éducateur de Nantes, Léon Lanôé, inculpé il y a déjà plusieurs mois « d'excitation de mineurs à la débauche ».

Pourtant, c'est pour avoir fait ce qu'il estimait entrer dans le cadre de ses fonctions que Lanôé est inquiété par la justice. En effet il est éducateur dans un quartier populaire de Nantes, plutôt déshérité. A l'occasion des sorties en week-end, certains jeunes ont entre eux des relations sexuelles, ce qui est bien naturel. L'éducateur leur a conseillé l'usage des préservatifs et il a acheté lui-même ce qu'il fallait pour éviter que des drames ne surviennent : grossesses non désirées ou mariage précoce.

Voilà ce que l'on reproche à Lanôé : n'avoir pas empêché des jeunes de faire ce qu'ils avaient envie de faire (et auraient fait de toute façon, avec ou sans éducateur) et les avoir aidés à être responsables de leurs actes.

Mais pour les juges et certains bons bourgeois, aussi hypocrites qu'obtus et pudibonds, avoir des relations sexuelles à 16 ans s'appelle « débauche » et instruire des jeunes sur certaines méthodes anti-conceptionnelles « excitation à la débauche ». C'est aussi ridicule qu'odieux !

M.V.

### Ceccaldi obtient gain de cause

Finalement, le substitut Etienne Ceccaldi ne sera pas muté à Hazebrouck. Un décret du ministère de la Justice, en date du 14 décembre, revient en effet sur cette décision prise en mai dernier.

Il s'agissait ni plus ni moins d'une mesure disciplinaire, à peine déguisée, destinée à punir le juge marseillais d'avoir inculpé un certain nombre de P-DG de l'industrie pétrolière pour une affaire « d'entente illicite ».

La justice croyait pouvoir frapper vite et bien ce magistrat trop consciencieux. Mais elle est tombée sur un os : Ceccaldi lui-même, puis le Syndicat de la magistrature ont refusé de s'incliner. L'« affaire Ceccaldi » a fait du bruit, beaucoup de bruit même, et cela a payé.

Finalement, Lecanuet a cédé.